Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

# Stratégie régionale pour l'emploi

# 2017 -2020

La Stratégie Régionale pour l'Emploi, arrêtée par le Préfet de région constitue le volet emploi de la Stratégie de l'Etat en région**.**

Elle contribue au maintien, à l'accès et au retour à l'emploi **durable et de qualité** des actifs de la région, en s'appuyant sur la complémentarité de la politique de l'Etat avec celle des partenaires.

Elle porte aussi l'ambition de faire que chaque salarié, chaque demandeur d'emploi soit acteur de son propre projet tout au long de sa vie professionnelle, et puisse le construire en s'appuyant, notamment, sur les compétences et/ou qualifications recherchées dans les territoires. L'accès aux réseaux d'information, d'orientation et l'accès aux droits, les accompagnements à l'emploi et à l'autonomie négociés et contractualisés, les dispositifs et les moyens mobilisés dans ce cadre en constituent les principaux vecteurs.

Elaborée à partir d'un diagnostic de la situation socioéconomique de la région (annexe1), cette stratégie pilotée par le Préfet de région comprend:

- d'une part, des orientations prioritaires à mettre en œuvre, notamment dans des cadres contractualisés, pour développer l'emploi et sécuriser les transitions professionnelles en intégrant les politiques nationales de l'emploi, les dynamiques économiques territoriales, les initiatives locales ; elle intègre également les politiques adjacentes participant à l'orientation, à la formation et à l'emploi ;
- d'autre part, la définition des zones d'intervention pertinentes au regard des acteurs et/ou des projets, dans une optique de territorialisation de sa mise en œuvre ;
- et enfin, une mesure, apparentée à une évaluation ex post, de l'apport de l'accompagnement dans le parcours de certaines populations ciblées, en termes d'acquisition de compétences, de qualification en vue de l'accès à l'emploi par une interrogation de ces publics. Les dispositifs, publics, voire territoires concernés seront définis de manière concertée (annexe2).

La Stratégie Régionale pour l'Emploi s'articule avec les priorités d'interventions de Pôle Emploi, de l'Agefiph, des Cap emploi et avec le programme national d'animation des missions locales.

Le Service Public de l'Emploi régional est, sous l'autorité du préfet, en charge de sa mise en œuvre. Il réunit les partenaires et opérateurs intervenant sur le champ des politiques de l'emploi-notamment l'Etat, le conseil régional, Pôle emploi, les missions locales, les Cap emploi, l'AGEFIPH, et les partenaires sociaux.

Les composantes du Service Public de l'Emploi, principalement la DIRECCTE, Pôle emploi, le réseau des missions locales et des Cap emploi concourent à la Stratégie Régionale de l'Emploi, dans une logique de solidarité et de complémentarité d'actions autour des quatre priorités d'intervention, décrites ci-dessous.

La Stratégie Régionale pour l'Emploi est coordonnée avec le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles, piloté par le conseil régional, conclu avec l'Etat, les autorités académiques, et élaboré avec les partenaires sociaux.

La Stratégie Régionale de l'Emploi comme le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles constitue le socle de la future Stratégie Coordonnée en matière d'Emploi, d'Orientation et de Formation professionnelles entre l'Etat et le Conseil Régional.

*Les orientations stratégiques et le pilotage de la politique de l'emploi sont définis et assurés par le préfet de région afin* :

- de respecter les objectifs fixés par la politique nationale de l'emploi en Auvergne Rhône Alpes ;
- de garantir l'action du Service Public de l'Emploi, élargi le cas échéant aux partenaires sociaux et aux acteurs économiques ;
- d'appliquer une méthode partenariale appuyée par les contractualisations nécessaires, pour favoriser la complémentarité des moyens et initiatives de l'Etat, des partenaires sociaux et du conseil régional.

*Placés sous l'autorité du préfet de département, les échelons territoriaux et infra territoriaux constituent l'échelon de mise en œuvre de la stratégie régionale, avec pour objectifs :*

- de veiller au fonctionnement du Service Public de l'Emploi en coordonnant l'action de ses membres ;
- de territorialiser le suivi des objectifs fixés par les orientations régionales en cohérence avec les besoins et potentialités des territoires;
- d'adapter aux réalités territoriales, avec la diversité des acteurs, la présente stratégie afin de favoriser le déploiement de logiques de projets ;
- de soutenir l'innovation, l'expérimentation et l'ingénierie territoriale pour optimiser l'effectivité et l'efficience des objectifs poursuivis, au sein de territoires identifiés à enjeux en termes d'intensité des difficultés, de restructurations, d'accès et /ou de développement de l'emploi.

La présente Stratégie Régionale pour l'Emploi intègre enfin, dans une logique transversale, qui doit pouvoir trouver son expression à chacun des niveaux territoriaux, les orientations suivantes :

- lutter contre les exclusions, les discriminations,
- amplifier l'effectivité de l'égalité entre les hommes et les femmes et, lutter contre les stéréotypes liés au genre;
- concentrer et adapter l'intervention au bénéfice des territoires les plus exposés, qu'ils relèvent de la politique de la ville ou des zones de revitalisation rurales.

La Stratégie Régionale pour l'Emploi est fondée sur l'accompagnement des évolutions professionnelles individuelles et l'anticipation des mutations (positives ou négatives) de l'économie régionale.

Elle est construite autour de quatre priorités :

- accompagner l'accès et le retour à l'emploi des actifs qui en ont le plus besoin;
- contribuer à la sécurisation des parcours des actifs en termes de parcours, de qualification et de compétences;
- construire une offre de service partenariale afin de répondre aux besoins en ressources humaines (compétences, qualifications et ou emplois) des entreprises, des branches/filières et ou des territoires et aux besoins exprimés par les actifs salariés ou en recherche d'emploi ;
- une stratégie et une organisation du Service public de l'emploi au service des enjeux en termes de compétences, de qualifications et d'emploi sur les territoires.

Pour mesurer les effets en termes d'accès à l'emploi, de développement de compétences, de qualification, de réponses aux besoins en ressources humaines des entreprises et d'ingénierie, l'évaluation se centrera sur l'analyse de parcours d'actifs et les réponses apportées aux entreprises.

La Stratégie Régionale pour l'Emploi concentre son action en faveur des publics les plus en difficulté : les jeunes NEET, les salariés ou personnes en recherche d'emploi peu ou pas qualifiés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les seniors exposés à un risque plus fort d'enracinement dans le chômage, les demandeurs d'emploi en situation de chômage récurrent ou exerçant une activité réduite concernés par le chômage, les personnes en situation de handicap, les demandeurs d'emploi domiciliés dans les quartiers de la politique de la ville.

**SOMMAIRE**

**Préambule** 1

**Sommaire** 3

**Priorité 1** : Accompagner l'accès et le retour à l'emploi des actifs qui en ont le plus besoin. 4

**Priorité 2** : Contribuer à la sécurisation des parcours des actifs en termes de qualification, de compétences et de parcours. 5

**Priorité 3** : Construire une offre de service partenariale en direction des entreprises, des branches ou filières et ou des territoires pour répondre à leurs enjeux emplois, qualifications et compétences 7

**Priorité 4** : une Stratégie régionale pour l'Emploi et une organisation du Service Public de l'Emploi qui répond aux enjeux en termes de compétences et d'emploi sur les territoires 7

**Annexes** 9

***Priorité I- Accompagner l'accès et le retour à l'emploi des actifs qui en ont le plus besoin***

Sur le marché du travail, tous les actifs ne sont pas exposés aux mêmes difficultés, et certains nécessitent une mobilisation renforcée afin d'accompagner leur retour ou leur accès à l'emploi durable.

Dans cette perspective, la Stratégie Régionale pour l'Emploi vise à renforcer l'action du service public de l'emploi et de ses partenaires en considération des enjeux suivants :

- *développer l'accompagnement personnalisé :* en s'appuyant sur le développement de situations de travail et la capacité des acteurs concernés à assurer une gestion plus dynamique des parcours (Pôle emploi, missions locales, Cap emploi, structures de l'insertion par l'activité économique, structures d'accueil adaptées au handicap), pour renforcer la continuité des parcours professionnels en lien avec les besoins économiques.

  Pour cela, les outils de la politique de l'emploi seront mobilisés afin de développer des parcours centrés sur le besoin du public et leur projet professionnel, permettant par des mises en situation d'emploi (alternance, Garantie jeunes et parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie-PACEA, contrats aidés, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, PMSMP, parrainage, suivi dans l'emploi…), une redynamisation des trajectoires, l'acquisition ou le développement de qualification, de compétences et/ou d'expérience professionnelle nécessaires à l'accès à l'emploi durable.

  Une attention particulière sera portée sur l'offre de service intégrée tant au bénéfice des demandeurs d'emploi que des employeurs :
  - en début de contrat (ou de formation) pour éviter les ruptures ;
  - en fin de contrat dans une perspective de pérennisation de l'emploi, pour construire la poursuite de parcours de la personne ou accompagner l'accès à l'emploi chez un autre employeur en s'appuyant sur l'expérience et la valorisation des compétences acquises.

  Cet accompagnement se traduira, notamment pour les jeunes, par la contractualisation avec les missions locales de parcours vers l'emploi et l'autonomie –PACEA-, dont la Garantie Jeunes constitue l'accompagnement le plus intensif et renforcé, et par la poursuite du déploiement par Pôle emploi de l'accompagnement intensif des jeunes.

- *renforcer les actions qui permettent la traçabilité des compétences acquises :* que ce soit à l'entrée et à la sortie des parcours (emploi ou formation) la Stratégie Régionale pour l'Emploi favorisera le rapprochement entre qualification/compétences acquises et qualification/compétences recherchées en satisfaction des besoins recherchés notamment sur le territoire par le biais d'outils identifiant et valorisant les qualifications et compétences acquises, permettant leur inscription dans le compte personnel d'activité ;

- *mobiliser des prestations connexes aux aides à l'emploi :* la présente Stratégie Régionale pour l'Emploi favorisera l'émergence de coopérations interinstitutionnelles afin de lever les freins à la mobilité géographique, aux mobilités professionnelles, aux difficultés rencontrées en termes d'accès au logement ou d'accès à la connaissance et à la citoyenneté afin de sécuriser les trajectoires professionnelles et le retour à l'emploi durable ;

- *améliorer l'articulation de la chaine orientation-formation-emploi avec les actions conduites au titre du contrat du plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles:*

  - en s'appuyant notamment sur les conventions de partenariat négociées entre Pôle emploi et les missions locales d'une part, Pôle emploi et les Cap emploi, et Pôle emploi et les SIAE d'autres part, pour favoriser l'effectivité de passerelles rapides entre emploi aidé et emploi durable, entre milieu ordinaire et milieu protégé, et ainsi fluidifier des parcours par une offre de service intégrée ;
  - en s'appuyant sur les modalités d'accompagnement adapté aux besoins des publics de Pôle emploi afin de répondre aux besoins des demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail par une différenciation de l'offre de services dans ses contenus mais également dans la nature et la fréquence des contacts proposés ;

- en consolidant la coordination entre les acteurs afin de développer le partenariat avec les nouvelles entités territoriales (métropoles et EPCI) et les Conseils départementaux (pour les actions en faveur de l'insertion et notamment l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA). L'Etat mobilisera ses moyens d'action pour coupler ses aides au titre des contrats aidés, du contrat de génération, de l'IAE, des clauses sociales, de la garantie jeunes, du soutien à l'alternance, du parrainage, de l'emploi accompagné et des entreprises adaptées, avec celles proposées par ces acteurs.

Cette approche garantit la complémentarité avec les dispositifs du conseil régional - notamment les dispositifs de formation et l'apprentissage -, des partenaires sociaux financeurs de la formation (FPSPP, contrat de professionnalisation, prestation de suivi dans l'emploi, politiques interprofessionnelles ou de branches portées par les OPCAs) et de l'Agefiph.

L'accent sera porté sur le développement de l'alternance notamment de l'apprentissage pour les jeunes et des contrats de professionnalisation pour les personnes inscrites à Pôle Emploi.

***Priorité 2 - Contribuer à la sécurisation des parcours des actifs en termes de qualification, de compétences et de parcours***

Dans un contexte où les transitions professionnelles sont plus et la nécessité d'en sécuriser les trajectoires plus forte, l'Etat souhaite agir en lien avec les partenaires sociaux, le conseil régional et les collectivités locales au service de l'appropriation par les actifs de leurs parcours leur permettant ainsi de mieux identifier les opportunités porteuses d'emploi sur le territoire en développant :

- *l'information sur les métiers qui recrutent, sur les métiers en émergence, sur les qualifications et les compétences recherchées par les entreprises* tout en améliorant la transparence et la lisibilité du marché du travail.

  L'objectif est de répondre aux besoins de recrutements et aux besoins en qualifications des entreprises, branches, filières des secteurs tant marchand que non marchand, et donner une vision plus complète du marché du travail au profit de tous les actifs y compris les plus éloignés de l'emploi, et de valoriser les compétences disponibles sur les territoires.

- Pôle emploi développera l'utilisation d'internet pour présenter une vue du marché du travail la plus complète et la plus compréhensible possible. Cela se traduira par :

  - l'acquisition de masses d'offres d'emploi sur pole-emploi.fr et en affichant les offres provenant de sites tiers (acteurs de l'emploi en ligne, entreprises, entreprises de travail temporaires, bourses d'emploi…)
  - la diffusion d'offres vers des sites tiers pour accentuer la visibilité des offres d'emploi de Pôle emploi ;
  - une information adaptée sur le marché du travail à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises notamment au moyen des applications « emploi store, la bonne formation »

- *la sécurisation des parcours et l'orientation professionnelle,* en mobilisant l'ensemble des réseaux de conseillers en évolution professionnelle, et en promouvant le compte personnel d'activité qui vise à regrouper l'ensemble des droits individuels attachés à la personne, notamment ceux liés à la formation à travers le compte personnel de formation ;

- *la continuité des parcours*, en limitant les effets de ruptures et leur occurrence tout en accordant une attention particulière à toutes les solutions permettant de dépasser la logique de statuts au bénéfice de trajectoires professionnelles intégrées et de leur sécurisation par la consolidation des effets induits du compte personnel d'activité mis en œuvre au 1er janvier 2017 ;
- *l'accès à des parcours de qualification et à la certification des salariés et des demandeurs d'emploi en accordant une attention toute particulière à ceux qui sont les moins qualifiés.*

L'objectif est de permettre aux salariés, aux personnes en situation de handicap, aux titulaires d'emplois aidés, et aux jeunes bénéficiaires d'un accompagnement vers l'emploi et l'autonomie, de construire des parcours qui mobilisent des actions de remobilisation, de préparation, et / ou de remise à niveau, et de qualification.

L'intégration de cet objectif sera recherché dans les actions de formations certifiantes, mobilisant en tant que de besoin la formation à distance, pour développer les passerelles vers la qualification et l'emploi, mais aussi pour réduire la fracture numérique. Dans ce cadre, la certification CLEA constitue une réponse pertinente à développer.

Par ailleurs, le développement de la validation des acquis de l'expérience pour accéder à une certification sera systématiquement recherché notamment pour réduire les temps de formation et les délais nécessaires à l'acquisition de qualification.

- *renforcer les liens entre économie, emploi et formation,* par le développement de l'alternance, via l'apprentissage et le contrat de professionnalisation, des mises en situations professionnelles, et des périodes de professionnalisation, en agissant sur les enjeux de :

    - déclinaison sectorielle (industrie, service aux personnes, secteurs en tension...) ou territoriale de la promotion de ces outils au service de leur développement ;
    - mise en œuvre d'une intermédiation renforcée entre offre et demande d'emploi et de compétences ;
    - l'information et la sensibilisation mutuelle des acteurs pour une cohérence accrue de l'offre de service.

  Ces actions s'appuieront notamment sur les diagnostics et analyses issus des contractualisations conclues avec les filières/les branches par l'Etat (contrats d'étude prospective-CEP ; Engagement de développement de l'emploi et des compétences-EDEC) et avec le conseil Régional (contrats d'objectifs emploi formation -COEF). (Liste des CEP, ADEC, COEF en annexe 3)

- *rechercher une collaboration accrue avec le conseil régional et les partenaires sociaux* pour que les formations répondent aux besoins des entreprises et branches professionnelles et, mettre en perspective les besoins de formation et de qualification professionnelle recherchés par les actifs avec les besoins en qualification et compétences des entreprises et des territoires ;

- *consolider les relations avec l'Education Nationale* et plus globalement avec les autorités académiques afin de fluidifier les parcours : lutte contre le décrochage scolaire, sensibilisation à l'orientation tout au long de la vie, acquisition de compétences en milieu professionnel, passerelles entre voies de formation, niveaux et statuts des apprenants, validation des acquis de l'expérience, droit au retour en formation, formation continue, campus des métiers et des qualifications.

Cette priorité s'appuiera également sur le Service Public Régional de l'Orientation et sur les réseaux de conseillers en évolution professionnelle.

L'Etat proposera que ces deux premières orientations s'adossent à la conclusion avec les partenaires sociaux, les collectivités locales concernées et en lien avec les opérateurs de l'emploi :

- d'un engagement régional de l'emploi des travailleurs handicapés qui intègre outre les volets emploi et formation un volet maintien dans l'emploi ;
- d'un engagement en faveur des salariés en insertion en élargissant le périmètre de l'accord conclu avec les représentants régionaux de l'insertion par l'activité économique ;
- d'un plan régional de l'emploi des jeunes pour en faire une ambition commune.

***Priorité 3 : Construire une offre de service partenariale en direction des entreprises, des branches ou filières et ou des territoires pour répondre à leurs enjeux emplois, qualifications et compétences***

L'accompagnement dans la gestion de leurs ressources humaines des entreprises, des groupements d'entreprises et des associations, particulièrement des TPE-PME, depuis l'embauche, la gestion des contrats de travail, l'évolution des compétences par la formation, et la sécurisation des parcours des salariés en leur facilitant l'accès à une certification et en les accompagnant dans la gestion des deuxième partie de carrière, est un élément de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation des parcours des salariés.

Avec une priorité en direction des TPE-PME, l'action devra permettre *:*

- *de faciliter l'accès des entreprises à une information de proximité sur les sujets ressources humaines et la législation du travail,* notamment l'accès aux conventions collectives des branches dont elles dépendent ;

- *de développer des offres de services concertées et mises en cohérence qui répondent aux besoins des entreprises et des territoires notamment en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences,* tout en améliorant l'accès aux dispositifs susceptibles d'être mobilisés en termes d'accompagnement en ressources humaines, dont l'appui RH ;

- *d'accompagner la professionnalisation des entreprises avec leurs organisations professionnelles et leurs OPCA*;

- *d'engager des partenariats en faveur de l'emploi avec les acteurs territoriaux*

- *d'améliorer la coordination de la prospection des entreprises sur les territoires* entre les composantes du Service Public de l'Emploi ( Pôle emploi, missions locales et Cap emploi) et les partenaires agissant sur les territoires (MDE, OPCA, Consulaires…), en ciblant l'accompagnement des TPE et PME, et en accordant une attention particulières aux métiers rencontrant des difficultés de recrutement, aux projets de recrutements d'ampleur (d'entreprises, branches, territoires) ou aux projets portés par les ruptures technologiques ;

- *de soutenir dans une contractualisation pluriannuelle, les secteurs et filières en mutation* accélérée, émergents et/ou en développement et à caractère stratégique dans le cadre de la politique contractuelle de l'Etat (notamment CEP et EDEC) et avec le conseil régional (COEF) ;

- *de conforter avec les partenaires sociaux des actions pour améliorer l'attractivité des secteurs /métiers en tension et un dialogue social* au sein des entreprises, des branches et des territoires au service de l'emploi (accord GPEC, accord égalité hommes femmes, label diversité, accord pour l'emploi des TH, accord de développement de l'alternance…).

***Priorité 4 : une Stratégie régionale pour l'Emploi et une organisation du Service Public de l'Emploi qui répond aux enjeux en termes de compétences et d'emploi sur les territoires***

Dans un contexte d'hétérogénéité de la région (territoires de montagne, ruraux, urbains), de métropolisation et d'intercommunalités nouvelles, l'Etat souhaite répondre aux enjeux des territoires et en proximité des salariés, des personnes en recherche d'emploi et des entreprises.

Les zones territoriales emploi formation ou les bassins d'emploi constituent l'échelon opérationnel de l'Etat et du Service Public de l'Emploi.

Des territoires pourront être ciblés par le préfet de département comme constituant au titre de la Stratégie Régionale pour l'Emploi des espaces d'expérimentation ou de priorisation de l'action de l'Etat.

Dans ce cadre l'Etat accompagnera, notamment avec le Service Public de l'Emploi :

- les actions de lutte contre le chômage de longue durée portées par les acteurs territoriaux et retenues au titre de l'expérimentation Zéro Chômeur. Par ailleurs, au-delà des territoires retenus par l'expérimentation, l'Etat veillera à faciliter l'émergence de coopérations identiques au sein de territoires de solidarité qui n'auraient pas été retenus ou qui souhaiteraient développer des actions ;

- les territoires d'intervention prioritaires : que ce soit au sein des zones de revitalisation rurale, ou les territoires prioritaires de la politique de la ville, en faveur des personnes résidentes dans ces territoires en butte à des difficultés d'accès à l'emploi ;

- les territoires impactés par des mutations économiques d'ampleur : soucieux d'accompagner les restructurations et les transformations d'emploi sur les territoires où les évolutions économiques sont les plus prégnantes, l'Etat facilitera l'accompagnement vers l'emploi des personnes les plus exposées et le recours aux fonds de revitalisation ;
- les territoires impactés par une activité économique saisonnière ;

- le développement de l'emploi des entreprises régionales sur les territoires impactés par des projets structurants tels que le LYON TURIN, le Plan Rhône, les liaisons autoroutières.

La mise en œuvre de ces priorités nécessite une gouvernance adaptée. La Stratégie Régionale pour l'Emploi a vocation à définir les contours des territoires de gouvernance au sein desquels s'organise le Service Public de l'Emploi.

Dans sa configuration stratégique, le Service Public de l'Emploi Régional (SPER) s'inscrit au plus deux fois par an dans la commission emploi du CREFOP pour partager les orientations de la stratégie régionale pour l'emploi, suivre les réalisations et le cas échéant en ajuster le contenu.

Dans sa configuration technique, le Service Public de l'Emploi Régional se réunit sous la présidence du DIRECCTE ou de son représentant tous les deux mois afin de suivre sa déclinaison, d'évaluer et prendre les mesures nécessaires pour garantir l'opérationnalité des orientations prises au sein de son instance stratégique.

Le Service Public de l'Emploi Départemental (SPED) est l'instance de mise en œuvre de la Stratégie Régionale de l'Emploi et de concertation avec les acteurs représentés en SPER stratégique, ceux intervenant dans le champ de l'emploi de l'économie et de l'insertion dans le département.

Il s'organise, à l'image du SPER, dans un cadre stratégique piloté par le préfet de département et le cas échéant dans un cadre technique présidé par le responsable de l'UD DIRECCTE ou son représentant. Le Service Public de l'Emploi départemental fixe les priorités départementales permettant la déclinaison de la Stratégie Régionale de l'Emploi afin de répondre aux enjeux du département.

Au niveau infra départemental et en tant que de besoin, piloté par le sous-Préfet d'arrondissement **le Service Public de l'Emploi de Proximité** (SPEP) est le lieu privilégié de concertation des acteurs du territoire pour la mise en œuvre de projets locaux de développement de l'emploi, d'expérimentation, de réponse aux mutations économiques du territoire et aux besoins de sécurisation des transitions professionnelles tant pour les entreprises que pour les actifs.

La mise en place, le cas échéant, de groupes projet partenariaux (territoire zéro chômeur, GPEC de territoire…) ou d'instances spécifiques de contractualisation (contrat de ruralité, contrat de ville…) en réponse à des problématiques territoriales particulières, ne font pas obstacle à la poursuite des Services Publics de l'Emploi de Proximité.

Cette organisation interne au Service Public de l'Emploi de la région Auvergne Rhône Alpes évoluera, si nécessaire, afin de répondre aux enjeux des projets structurants de la région (Lyon Turin, plan Rhône, axes autoroutiers, accès au numérique…), enjeux de filière ou de bassin économique à l'échelle de plusieurs départements voire de plusieurs régions. L'Etat désignera alors un représentant, chef de file en charge du pilotage ou co-pilotage du projet.

# ANNEXES

**ANNEXE 1** : DIAGNOSTIC

**ANNEXE 2 :** SUIVI ET EVALUATIONS/ETUDES

**ANNEXE 3** : LISTE DES CEP, COEF ET EDEC

# STRATEGIE REGIONALE POUR L'EMPLOI 2017

## *REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES*

# *DIAGNOSTIC*

**DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes**

**Service étude, statistique, évaluation**
**1 boulevard Vivier Merle**
**69003 LYON**

# Table des matières

SYNTHESE ..... 13

AUVERGNE-RHONE-ALPES : région de massifs, de plateaux et de vallées qui façonnent l'activité ..... 17

APPROCHE SECTORIELLE ..... 19

75% de la valeur ajoutée (VA) régionale réalisée par le tertiaire, minoritaire et en recul dans la plupart des secteurs industriels et la construction depuis la crise de 2008 ..... 19

Des établissements concentrés majoritairement dans 6 sous-secteurs sur 38, plutôt en hausse depuis 2008 ..... 22

Niveau d'emplois salariés privés en 2016 par rapport à 2008 (crise) supérieur dans le tertiaire ; très inférieur dans l'industrie et la construction ..... 23

Forte présence de l'espace de montagne (67% de la superficie) ; des économies différenciées ... 29

CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI ..... 31

QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET SALAIRES ..... 31

Employés dominants dans une économie tertiarisée ; encadrement fortement présent en région ; ouvriers en recul ..... 31

55% des salariés ont un niveau de diplôme correspondant à la qualification professionnelle de leur poste, 11% sont déqualifiés et 35% sont titulaires d'un diplôme inférieur au niveau attendu *(sur la base des données disponibles de2013)* ..... 33

Elévation forte du niveau de diplôme des 25-54 ans sur longue période ..... 35

Salaires : des niveaux en moyenne inférieurs de 19% pour les femmes ; entre 42% de moins pour les jeunes ..... 36

FORMES D'EMPLOI ..... 36

85% des salariés sont titulaires de CDI ou de la fonction publique mais 23% pour les 15-19 ans et 51% pour les 20-24 ans ..... 36

L'intérim : 4% de l'emploi salarié ; des contrats de 2 semaines en moyenne ; fort recours dans le transport-entreposage, la construction, la fabrication de denrées alimentaires ..... 37

30% de femmes et 10% d'hommes à temps partiel mais 70% des femmes en contrats aidés et 45% des hommes en contrat aidés ..... 38

190 000 personnes en sous-emploi *(i.e. dont le temps de travail est inférieur à celui qu'elles souhaiteraient)* ..... 39

INTENTIONS D'EMBAUCHE (hors intérim) : 85% de CDD ..... 40

QUATRE MESURES DU CHOMAGE ..... 42

Un taux de chômage durablement plus favorable en région par rapport à la moyenne nationale avec des disparités fortes selon les départements ..... 43

Demande d'emploi : amélioration annuelle mais pas pour les catégories B et C et une ancienneté moyenne d'inscription autour de 500 jours ..... 44

Recensement de la population : 11% de jeunes chômeurs dans la population et 10% pour les plus de 25 ans ; l'absence de diplôme reste déterminant, quel que soit l'âge ..... 47

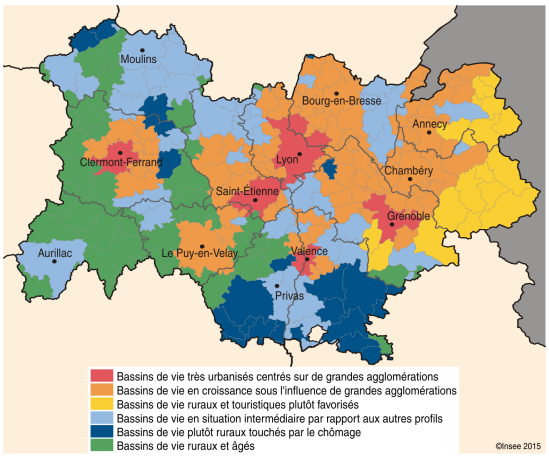
Halo autour du chômage : 141 000 personnes en région ..... 49
ANNEXES ..... 50
ANNEXE 1- POIDS (2015) ET EVOLUTION (2008/2015) DES ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITE (38 POSTES) PAR DEPARTEMENT (Source : ACCOSS) ..... 50
ANNEXE 2 – NOMBRE ET POIDS DES ETABLISSEMENTS PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS) ..... 50
ANNEXE 4 - EMPLOI SALARIE PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS) ..... 50
ANNEXE 6 - EMPLOIS SALARIES MARCHANDS PAR DEPARTEMENT EN 2008 ET 2016 ..... 50
ANNEXE 7 : DECLARATION PREALABLE A L'EMBAUCHE (source : Urssaf) ..... 50
ANNEXE 1- POIDS (2015) ET EVOLUTION (2008/2015) DES ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITE (38 POSTES) PAR DEPARTEMENT (Source : ACCOSS) ..... 51
ANNEXE 2 – NOMBRE ET POIDS DES ETABLISSEMENTS PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS) ..... 52
ANNEXE 3 – EVOLUTION DU NOMBRE D'ETABLISSEMENTS EN AUVERGNE-RHONE-ALPES ENTRE 2008 ET 2015 (Source : ACCOSS, NAF 38, en %) ..... 53
ANNEXE 4 - EMPLOI SALARIE PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS) ..... 54
ANNEXE 5 : EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE EN AUVERGNE-RHONE-ALPES PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE (Source / ACOSS, 2008-2015, en %) ..... 55
ANNEXE 6 - EMPLOIS SALARIES MARCHANDS PAR DEPARTEMENT EN 2008 ET 2016 ..... 56
ANNEXE 7 : DECLARATION PREALABLE A L'EMBAUCHE (source : Urssaf) ..... 58

# SYNTHESE

## UNE REGION HETEROGENE

### *Les territoires du tiers Sud-Ouest plus à la peine en matière de chômage et de vieillissement de leur population*

La région est loin d'être homogène sur le plan socio-économique. Sur la base d'indicateurs variés, six classes de territoires maillent la région, tantôt avec une dominante urbaine ou rurale, touristique, plus ou moins touché par le chômage, plus ou moins vieillissante. Sur ces deux derniers aspects, ce sont les territoires situés sur un tiers sud-ouest qui sont les plus défavorisés.




7.7 millions de personnes habitent en Auvergne-Rhône-Alpes (2ème région française), en croissance supérieure à la moyenne nationale entre 2008 et 2013 (+0.8% contre +0.4%). Sa population est globalement en recul et vieillissante dans l'Ouest hors Clermont-Ferrand – en particulier dans le Cantal et l'Allier, ainsi que dans les zones rurales et plutôt en croissance et plus jeune à l'Est ainsi que dans les centres urbains.

### *MONTAGNE : compte tenu des 3 massifs dans la région, 8 familles de communes émergent en termes d'économie liée la montagne*

Selon la typologie réalisée par la Direccte, les 8 familles de communes mêlent des caractéristiques variées appelant des points de vigilance et des actions aussi différentes que le sont ces zones : plus ou moins rurales / urbains, touristiques, tertiaires, industrielles, dynamiques ou en retrait, jeunes ou vieillissantes. Au-delà des zones de montagne, la région est caractérisée par des métropoles – dont la deuxième de France, Lyon qui joue un rôle centripète, débordant les frontières régionales.

## APPAREIL PRODUCTIF

### *VALEUR AJOUTÉE ET SECTEURS : la création de richesse et son accroissement reposent essentiellement sur le tertiaire ; une création de richesse industrielle peu diversifiée et qui se relève difficilement de la crise*

75% de la valeur ajoutée de la région et de son accroissement annuel moyen entre 2008 et 2013 (+0.6%) relèvent du tertiaire, marchand (53%) et non marchand (22%). La VA de l'industrie (18% de la VA totale), secteur certes surreprésenté en région, est en net recul depuis 2008, hormis la fabrication de denrées alimentaires et la fabrication d'autres produits industriels ; 70% de la richesse industrielle reposent sur 2 sous-secteurs seulement : la fabrication d'équipements électriques, informatiques et machines et la fabrication d'autres produits industriels. La construction est également en retrait sur la période.

***ETABLISSEMENTS ET SECTEURS : 78% des 231 350 établissements dans les services et le commerce, en recul sévère depuis 2008 dans la construction et dans l'industrie ; concentration de 65% de l'activité dans 6 sous-secteurs sur 38, tertiaires et construction***

Les 6 sous-secteurs dominants en nombre d'établissements relèvent du tertiaire (commerce et réparation automobile, hébergement restauration, autres activités de services, activités juridiques, activités de services administratifs et de soutien) et de la construction. Le plus gros sous-secteur industriel en nombre d'établissements[1] (la fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac) pèse autant que l'immobilier (2.3% de l'ensemble).

Même si les évolutions peuvent être différenciées selon les sous-secteurs – y compris dans le tertiaire -, le retrait depuis la crise est net dans la construction et l'industrie, notamment la cokéfaction-raffinage, le textile, la fabrication de machines et équipements autres qu'électriques et de transport. Du côté du tertiaire, l'immobilier et les activités administratifs et de soutien ont suivi le même mouvement.

***EMPLOIS ET SECTEURS : près de 2 millions d'emplois salariés hors secteur public, en hausse annuelle ; les effets de la crise à peine surmontés ; désindustrialisation et tertiarisation approfondies ; concentration des emplois salariés dans 10 sous-secteurs sur 38, plutôt tertiaires***

Tandis que l'emploi salarié s'accroit sensiblement dans le tertiaire depuis 2008 (1.2 million ; +2.7% dans le commerce et +9.6% dans les services marchands), la construction hors intérim (-10%) et l'industrie (-12%) ne rétablissent pas leurs effectifs d'avant la crise. La situation de l'emploi salarié marchand sur cette période reste toutefois globalement plus favorable qu'en moyenne nationale (-0.1% contre -1.3%).

Comme le synthétise le tableau ci-après, l'essentiel des emplois salariés du secteur privé se concentre dans une dizaine de sous-secteurs dans une nomenclature en 38 postes (8 en moyenne nationale), à peine un quart des sous-secteurs. S'il s'agit dans tous les cas majoritairement de sous-secteurs relevant du tertiaire, tout particulièrement des services, on note la présence de la construction et de la métallurgie dans ce classement.

Ces sous-secteurs ne coïncident pas tous avec ceux qui concentrent le plus d'établissements, ni avec ceux qui réalisent la plus forte valeur ajoutée (ex. les activités immobilières, qui contribuent à hauteur de 13% à la valeur ajoutée régionale en 2013 mais à moins de 2% à l'emploi en 2015) même si, aussi bien pour les établissements que pour la valeur ajoutée, le tertiaire est toujours prépondérant. On ne saurait sous-estimer la place de l'industrie dans la région, positionnant Auvergne-Rhône-Alpes parmi les grandes régions industrielles européennes ; mais elle est constituée toutefois de 2 à 3 fois moins d'emplois que les régions industrielles de l'Allemagne comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la Bavière, le Bade-Wurtemberg ou de l'Italie comme La Lombardie. Parmi la dizaine de sous-secteurs prépondérants en région, 6 d'entre eux évoluent à la hausse en termes d'emploi salarié sur la période 2008-2015 ; la construction et le transport-entreposage restent à la peine. Pour les sous-secteurs en hausse et pour lesquels on connait la valeur ajoutée, l'évolution de cette dernière est également favorable entre 2008 et 2013. Concernant le transport-entreposage, aussi bien l'emploi salarié, le nombre d'établissements et la valeur ajoutée sont en retrait sur les périodes considérées.

[1] Pas en taille ; cf. commentaires sur l'emploi.

| | Principaux secteurs d'activité en Auvergne-Rhône-Alpes en termes d'emploi salarié privé (naf 38) | Poids emploi dans total 2015 | Poids éts dans total 2015 | Poids VA dans total 2013 | Evolution emploi salarié 2008-2015 | Evolution du nombre d'éts 2008-2015 | Croissance de la VA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements | 3,5% | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | NC*/Pas dans les secteurs produisant le plus de VA | ↘ | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | NC*/Pas dans les secteurs produisant le plus de VA |
| FZ | Construction | 7,9% | 12,0% | 7% | ↘ | ↘ | ↘ |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | 16,4% | 22,0% | 10% | ↗ | ↗ | ↗ |
| | Transports et entreposage | 7,2% | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | Pas dans les secteurs produisant le plus de VA | ↘ | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | Pas dans les secteurs produisant le plus de VA |
| HZ | | | | 5% | | | ↗ |
| | Hébergement et restauration | 5,6% | 9,7% | Pas dans les secteurs produisant le plus de VA | ↗ | ↗ | Pas dans les secteurs produisant le plus de VA |
| IZ | | | | 3% | | | ↗ |
| KZ | Activités financières et d'assurance | 3,2% | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | 3% | ↗ | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | ↗ |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques | 5,1% | 6,5% | NC* | ↗ | ↗ | NC* |
| NZ | Activités de services administratifs et de | 9,9% | 7,4% | 12% | ↗ | ↘ | ↗ |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement | 6,8% | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | NC* | ↗ | Pas dans les secteurs avec le plus d'établissements | NC* |

* NC : non connu

***EMPLOIS SALARIES PAR DEPARTEMENT : inégalités territoriales dans le poids et l'évolution de l'emploi salarié : recul sévère dans l'Allier, la Loire, l'Ardèche et le Cantal depuis 2008, nette amélioration dans le Rhône ; plus ou moins de diversité sectorielle selon les départements***

La région présente de forts déséquilibres en termes d'emplois salariés et d'évolutions selon les départements. Le Rhône pèse 24 fois plus que le Cantal en nombre de salariés. Tandis que le recul est sévère depuis 2008 dans l'Allier (- 11%), le Cantal (- 6%), la Loire (- 6.5%), l'Ardèche (- 5%), la situation est plus favorable dans le Rhône (+ 5%).

La concentration sectorielle est plus ou moins forte selon les départements : 6 sous-secteurs pèsent 65% de l'emploi salarié dans le Cantal et la Savoie, 10 en Isère.

## CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI SALARIÉ

***QUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET NIVEAUX DE DIPLOME : des employés majoritaires et en nombre stable entre 2007 et 2013, hausse sensible de l'encadrement et retrait des ouvriers ; déqualification pour 11% des salariés, plus fréquent pour les jeunes femmes, les ouvriers non qualifiés et les employés***

Si 27% des salariés de la région sont des employés – parmi lesquels on notera la surreprésentation des jeunes - sans évolution notable sur 6 ans, la part des encadrants est importante (43%) et en hausse significative (+ 2 points). Avec la crise économique et son impact sur l'industrie, mais plus profondément, dans le mouvement de désindustrialisation depuis plusieurs décennies, le nombre d'ouvriers – 21% -poursuit son retrait (-3 points). L'hypothèse d'une hausse du nombre de chefs d'entreprise avec l'« ubérisation » ne se retrouve pas dans les chiffres, sur cette période, compte tenu de la stabilité du nombre d'artisans-commerçants-chefs d'entreprise ; le mouvement est peut-être postérieur et l'hypothèse méritera alors d'être vérifiée.

La surreprésentation des moins de 25 ans parmi les employés et ouvriers et leur sous-représentation parmi les Professions Intermédiaires-techniciens et cadres interpelle. Elle peut renvoyer à des effets de déqualification: si le diplôme est supérieur à la PCS occupée pour 11% des salariés, le taux passe à 15% pour les jeunes, voire 16% pour les jeunes femmes. Il est plus fréquent pour les femmes (12%) que pour les hommes (9%).

***QUOTITE DE TEMPS DE TRAVAIL : 92% d'hommes et 69% de femmes à temps complet mais des situations différenciées selon la forme de contrat, le sexe et l'âge ; 190 000 personnes en sous-emploi***

Quelle que soit la forme de contrat, la proportion de femmes à temps complet est toujours plus faible que celle des hommes ; c'est particulièrement le cas pour celles qui occupent des contrats aidés (30% contre 55% pour les hommes) ou même des contrats à durée limitée (54% contre 75%).

Quelle que soit la forme de contrat, les 15-19 ans occupent moins souvent que leurs ainés des emplois à temps complet, plus encore les jeunes femmes : 48% pour les femmes et 70% pour les hommes. Le constat vaut dans une moindre mesure pour les 20-24 ans (respectivement 83% et 66%). Enfin, les 65 ans et plus sont également nombreux en temps partiel : 45% pour les hommes et 55% pour les femmes.

Le sous-emploi des 15-65 ans concerne environ 190 000 personnes en région (4%), pour lesquelles le temps de travail moyen est de l'ordre de 20 h par semaine. Il s'agit pour l'essentiel de femmes, en situation de temps partiel subi et de personnes de faibles niveaux de qualification professionnelle.

***FORMES D'EMPLOIS : 23 % de titulaires de CDI ou de la fonction publique pour les 15-19 ans et 51 % pour les 20-24 ans contre 85 % tous âges confondus (salariés) ; une structure des formes de contrats différente selon le sexe***

Outre les différences importantes selon l'âge et sur le seul emploi salarié, la structure des formes d'emploi total (salarié et non salarié) par sexe et parmi les 25-65 ans fait apparaître une surreprésentation des femmes parmi les emplois pérennes (autour de 80% contre 75%) et une surreprésentation des hommes parmi les indépendants-employeurs (autour de 17% contre 8%). Parmi les 15-19 ans, les hommes sont surreprésentés dans les contrats d'apprentissage (55% contre 37%), les jeunes femmes étant plus fréquemment en emploi pérennes (27% contre 20%) ou en contrats courts (34% contre 22%). Parmi les 20-24 ans, l'écart femmes/hommes concerne moins les contrats d'apprentissage que les formes pérennes d'emploi ou les contrats courts : les hommes sont surreprésentés dans les premières (53% contre 48%) et les femmes surreprésentées dans les seconds (40% contre 31%).

En nombre de salariés équivalent-temps plein (source Insee), l'intérim représente environ 4% de l'emploi salarié total. En nombre de contrats, 182 000 sont signés au 3ème trimestre 2016 (source : Pôle emploi), dont la majorité relèvent d'une dizaine de sous-secteurs d'activité, notamment le transport-entreposage, la construction et la fabrication de denrées alimentaires/boissons.

Si les personnes en poste, tous âges et sexes confondus, sont très largement en CDI ou relèvent de la fonction publique, 85% des formes de contrat à l'embauche sont des CDD. Les intentions d'embauche collectées par l'Urssaf concernent à 65% les moins de 35 ans. Elles émanent majoritairement l'hébergement-restauration, l'action sociale et hébergement médico-social, le commerce et réparation automobile, les activités de services administratifs et de soutien ainsi que les arts-spectacles et activités récréatives.

***SALAIRE : des niveaux de salaire horaire net en moyenne 19% en deçà pour les femmes et entre 42% et 90% en deçà pour les jeunes par rapport à leurs ainés***

L'écart de salaire net horaire moyen hommes / femmes se confirme en région, oscillant de 8% pour les employés à 21% pour les cadres supérieurs. Il se double d'un écart par âge atteignant 90% entre les jeunes femmes (moins de 25 ans) et les hommes de 50 ans ou plus.

## CHOMAGE

***Un taux 8.7%, 2.3 points au-delà de mi-2008 ; une durée moyenne d'inscription à Pôle emploi de près de 500 jours ; 40% de catégories B et C parmi les ABC ; 40% de chômeurs de longue durée ; l'absence ou la faiblesse du niveau de diplôme principaux facteurs explicatifs ; plus de 140 000 personnes découragées ; de fortes disparités départementales***

Le taux de chômage reste de haut niveau (8.7%) et de 2.6 points au-delà de mi-2008, tout en étant depuis une vingtaine d'années en moyenne de 1 point en deçà du niveau national. Les écarts départementaux sont forts, le taux oscillant entre 6.3% (Cantal) et 11.1 (Drôme).

Fin 2016, la demande d'emploi (387 300, cat. A) recule sur un an, pour la première fois depuis 2010. Les moins de 25 ans sont surreprésentés de 4 points par rapport à leur poids dans la population totale, les 50 et plus sont sous-représentés de 2 points. Les personnes cumulant emploi-chômage – à rapprocher des situations de sous-emploi précédemment évoquées - sont plus nombreuses depuis 2008 (+6.2% en 2016), jusqu'à peser 40% des catégories ABC. L'ancienneté moyenne d'inscription est de près de 500 jours. 40% des personnes en catégories ABC sont inscrites depuis au moins un an (30% en 2008). Les situations sont contrastées selon les départements selon différents indicateurs mobilisés : volume d'inscrits en A et évolution annuelle, évolution et nombre de catégories B et C, part des DELD, durée d'inscription moyenne. Sur ce seul dernier indicateur, les durées varient de 377 jours en Savoie à 647 dans l'Allier.

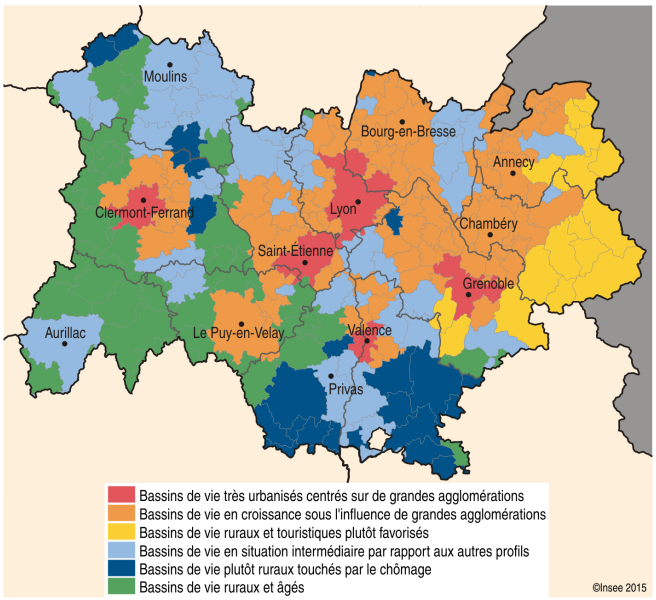
Le rapport entre le nombre de chômeurs et la population totale permet des comparaisons entre les tranches d'âge : 11% pour les moins de 25 ans, 10% au-delà. Plus que l'âge, c'est l'absence de diplôme/certificat qui explique les situations de chômage.

141 000 personnes d'Auvergne-Rhône-Alpes constituent le halo autour du chômage, sans évolution depuis 2003. Il s'agit à 60% de femmes et à 40% de personnes avec au moins un niveau IV de diplôme.

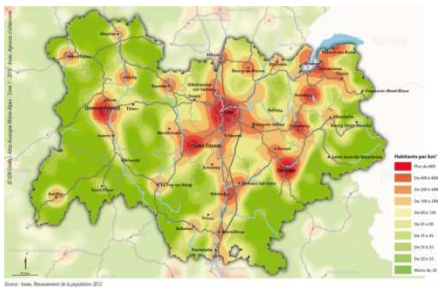
# AUVERGNE-RHONE-ALPES : région de massifs, de plateaux et de vallées qui façonnent l'activité

La région Auvergne-Rhône-Alpes s'étend sur 69 711 km², caractérisée par une géographie alternant montagnes, plateaux, plaines.
La région est en effet couverte par deux massifs montagneux, le Massif Central et les Alpes qui façonnent l'activité. A l'Ouest, des plateaux et massifs de moyenne altitude (500 à 1900 mètres), volcaniques, des vallées escarpées enclavées ; au Centre de la région, des massif de faibles altitude et à l'Est des hautes montagnes et des vallées profondes. Cette géographie de massifs alterne avec les plaines, notamment celles de la vallée du Rhône, axe de communication important. Enfin, la région est caractérisée par une forte présence de l'eau, fleuves – le Rhône du Nord au Sud, la Loire à l'ouest – et lacs.

La géographie influe sans nul doute sur l'activité économique et humaine de la région. Selon la typologie réalisée par l'Insee[2], 6 classes de territoire maillent la région : à l'ouest, des territoires plutôt âgés et ruraux ; à l'est des Savoie et au sud de l'Isère, des bassins de vie ruraux et touristiques ; au sud de l'Ardèche, de la Drôme, à la pointe de l'Allier et à l'Est de Clermont-Ferrand, des bassins ruraux touchés par le chômage ; dans un premier cercle autour des grandes villes, des bassins de vie portés par l'attractivité des agglomérations ; au-delà de ce premier cercle, et pour des villes de taille plus modeste, des bassins en croissance sous l'influence des agglomérations ; le reste de la région, en situation intermédiaires.




## POPULATION : en décroissance à l'Ouest et plus jeune à l'Est[3]



Avec 7.7 millions d'habitants, la région est la deuxième la plus peuplée de France.

Les centres urbains présentent des densités variant de 100 à plus de 800 habitants au km².

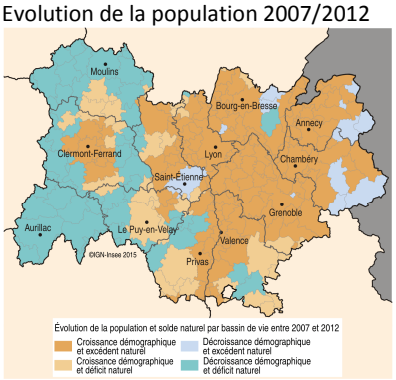
L'évolution entre 2007 et 2012 est toutefois contrastée, entre le tiers Ouest (hors Clermont-Ferrand) en décroissance (soldes migratoire et/ou naturel négatifs) - et l'Est, englobant les départements de l'ex-Rhône-Alpes et une partie de la Haute-Loire, en croissance notamment grâce à un excédent naturel. Le dynamisme démographique concerne les zones urbanisées, le long du Rhône, de la Saône, du sillon alpin et de Clermont-Ferrand. Ce sont plutôt les zones rurales qui sont en recul, parfois sur longue période (depuis 1982), comme à l'Ouest de la région ou plus récemment, comme dans les communes de montagne des deux Savoie.

Ces écarts Ouest-Est se retrouvent assez nettement dans un autre indicateur : la part des moins de 25 ans et des plus de 75 ans dans la population.

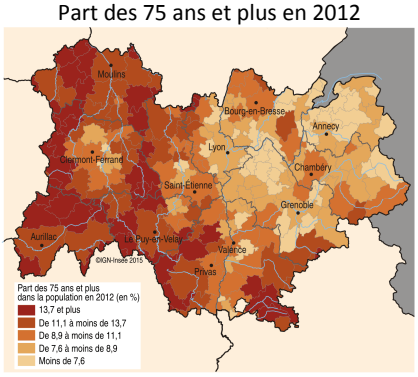
[2] L'Insee a réalisé cette typologie sur
la base de trois séries d'indicateurs principaux : des indicateurs démographiques (variations de population, variations de population dues au solde migratoire apparent, part des moins de 20 ans et des plus de 75 ans dans la population) ; des Indicateurs de « fragilité sociale » du territoire (part des personnes se déclarant en recherche d'emploi depuis plus d'un an dans la population active, part de la population couverte par le RSA, part des foyers fiscaux non imposables, part des non diplômés dans la population de 15 ans et plus) ; des Indicateurs de peuplement et d'urbanisation (densité de population, part de la population résidant dans l'espace des grandes aires urbaines, part de la population résidant dans des communes isolées hors de l'influence des pôles urbains, part des résidences secondaires dans l'ensemble du parc de logements. Pour plus de détail, cf. Insee Analyses, n°16, déc. 2015.

[3] Les cartes et tableaux de cette partie sont tirés de *Auvergne Rhône-Alpes, nouvel espace régional et dynamiques métropolitaines, tome 1 Géographie Physique, humaine et urbaine,* Insee, 2016.

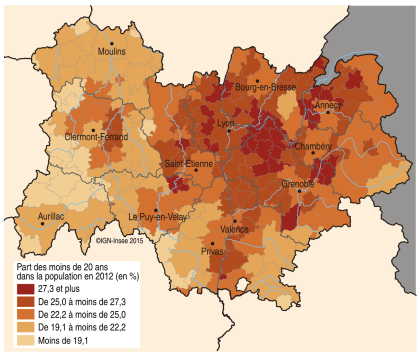
Evolution de la population 2007/2012




Part des 75 ans et plus en 2012




Part des 20 ans et plus en 2012




### Évolution de la population 2008-2013 d'Auvergne-Rhône-Alpes, par département

| Auvergne-Rhône-Alpes | Population* | | | Taux de variation annuel moyen 2008-2013 (en %) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1999 | 2008 | 2013 | Total | Dû au solde naturel | Dû au solde migratoire apparent |
| France métropolitaine | 58 518 395 | 62 134 866 | 63 697 865 | 0,5 | 0,4 | 0,1 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **6 954 285** | **7 459 092** | **7 757 595** | **0,8** | **0,4** | **0,3** |
| Rhône-Alpes | 5 645 407 | 6 117 229 | 6 399 927 | 0,9 | 0,6 | 0,4 |
| Auvergne | 1 308 878 | 1 341 863 | 1 357 668 | 0,2 | -0,1 | 0,3 |
| Ain | 515 270 | 581 355 | 619 497 | 1,3 | 0,5 | 0,8 |
| Allier | 344 721 | 342 807 | 343 431 | 0,0 | -0,3 | 0,3 |
| Ardèche | 286 023 | 311 452 | 320 379 | 0,6 | 0,0 | 0,5 |
| Cantal | 150 778 | 148 737 | 147 035 | -0,2 | -0,4 | 0,2 |
| Drôme | 437 778 | 478 069 | 494 712 | 0,7 | 0,4 | 0,3 |
| Isère | 1 094 006 | 1 188 660 | 1 235 387 | 0,8 | 0,6 | 0,1 |
| Loire | 728 524 | 742 076 | 756 715 | 0,4 | 0,3 | 0,1 |
| Haute-Loire | 209 113 | 221 834 | 226 203 | 0,4 | 0,0 | 0,4 |
| Puy-de-Dôme | 604 266 | 628 485 | 640 999 | 0,4 | 0,1 | 0,3 |
| Rhône | 1 578 869 | 1 690 498 | 1 779 845 | 1,0 | 0,8 | 0,2 |
| *dont Rhône hors Métropole de Lyon* | *379 280* | *418 310* | *442 851* | *1,1* | *0,5* | *0,6* |
| Savoie | 373 258 | 408 842 | 423 715 | 0,7 | 0,4 | 0,3 |
| Haute-Savoie | 631 679 | 716 277 | 769 677 | 1,4 | 0,6 | 0,8 |

** Population municipale en 2008 et 2013 et population sans doubles comptes en 1999*
*** La communauté d'agglomération Grenoble-Alpes-Métropole devient une métropole au 1er janvier 2015*

*Source : Insee, Recensements de la population*

*Géographie au 1er janvier 2015*

## APPROCHE SECTORIELLE[4]

L'approche sectorielle couvre des données relatives à la valeur ajoutée, aux établissements et à l'emploi. Elle se décline en grands secteurs d'activité et, autant que faire se peut, en sous-secteurs dont le niveau de détail varie selon la source. Enfin, un paragraphe est consacré à la montagne, grande spécificité régionale.

## 75% de la valeur ajoutée (VA) régionale réalisée par le tertiaire, minoritaire et en recul dans la plupart des secteurs industriels et la construction depuis la crise de 2008

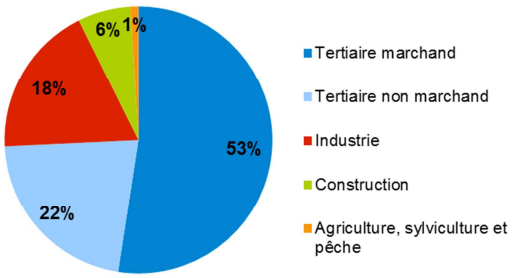
*Les données sur la valeur ajoutée concernent la région ; ils ne sont pas disponibles à l'échelle des départements. La valeur ajoutée correspond à la somme des chiffres d'affaires moins les consommations intermédiaires pour les entreprises secteur privé et à la somme du coût des facteurs (essentiellement les traitements des fonctionnaires) pour le secteur public. Elle donne une indication sur la richesse créée pendant une année. Elle est évaluée en euros.*

*Les données fournies par l'Insee donnent des indications sur les valeurs ajoutées par secteur d'activité. Elles sont disponibles selon une nomenclature agrégée en 4 niveaux (que nous appellerons secteurs) et selon une nomenclature plus détaillées en 17 niveaux (que nous appellerons par commodité sous-secteurs). Les données ne sont pas disponibles dans une déclinaison sectorielle plus fine (par exemple en 38 sous-secteurs).*

[4] Pour la déclinaison régionale de la structure et de l'évolution des établissements, nous renvoyons notamment aux publications régionale, départementales, infra-départementales et de Michèle Tavernet : « Evolution de l'emploi salarié et du nombre d'établissement entre 2008 et 2015 ». Nous avons pris l'option de détailler cette déclinaison pour l'emploi, dans le cadre de ce diagnostic pour la stratégie régionale de l'emploi.

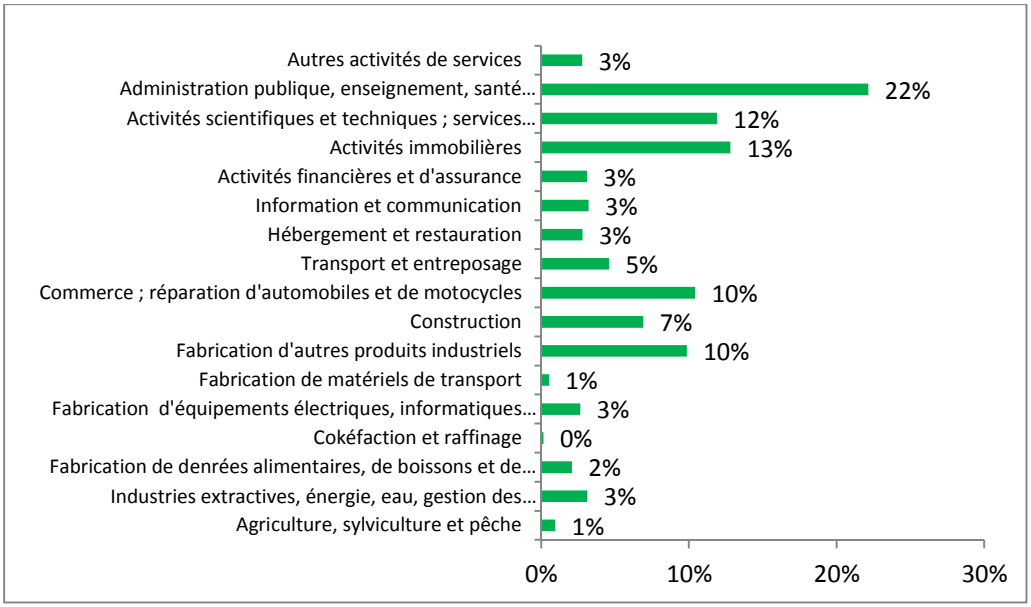
Comme en témoigne le graphique ci-après, environ 75% des 212 Milliards d'euros de la valeur ajoutée de la région en 2013 sont produits par les salariés du tertiaire, qu'il soit marchand (53%) ou non marchand[5] (22%). L'industrie, en troisième rang, contribue à hauteur de 18% à la richesse créée, la construction à hauteur de 6% et l'agriculture/sylviculture et pêche, à hauteur de 1%.

**Poids de la valeur ajoutée en 2013 en Auvergne-Rhône-Alpes par grands secteurs**




*Sources : Insee, Esane, Clap, comptes régionaux base 2010 ; Poids des Valeurs Ajoutées régionales de 2013 semi-définitives en % (Source : Insee, base 2010)*

**Poids de la valeur ajoutée en 2013 des principaux sous-secteurs d'Auvergne-Rhône-Alpes (en %)**




*Sources des graphiques : Insee, Esane, Clap, comptes régionaux base 2010 ; Poids des Valeurs Ajoutées régionales de 2013 semi-définitives en 17 sous-secteurs (Source : Insee, base 2010)*

Dans une nomenclature en 17 sous-secteurs, plus des 2/3 de la richesse créée dans la région concerne 6 d'entre eux, représentés dans l'histogramme ci-dessus : la fabrication d'autres produits industriels (essentiellement la chimie et la pharmacie), le commerce et réparation automobile, la construction, les activités immobilières, les activités scientifiques et techniques – services administratifs et de soutien, l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

A noter que deux sous-secteurs contribuent à eux seuls à 70% de la richesse attribuable à l'industrie et ont, par ailleurs, mieux résisté à la crise (contrairement à la fabrication de matériels de transport)[6] : il s'agit de la fabrication d'équipements électriques, informatiques et machines, et de la fabrication d'autres produits industriels dont la chimie et la pharmacie.

[5] Administrations publiques, éducation, santé, action sociale.
[6] In Insee Analyse Auvergne-Rhône-Alpes n°18, juillet 2016, p 2.

## Croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée en volume, par sous-secteur entre 2008 et 2013 (en %)

La fin de l'année 2008 marque, en France, les premiers effets de la dernière crise économique, déclenchée par les *subprimes* aux Etats-Unis. Il apparaît intéressant de regarder l'évolution de la richesse créée dans la région depuis cette date.

Le tableau ci-après montre que sur 5 ans (2008-2013), tous secteurs confondus, la croissance moyenne annuelle de la valeur ajoutée se situe à 0.6% dans la région (0.3% en moyenne Province).

Elle est négative pour un peu moins de la moitié des sous-secteurs, essentiellement industriels (hormis la fabrication de denrées alimentaires et la fabrication d'autres produits).
En revanche, la plupart des sous-secteurs relevant du tertiaire – commerce et services marchands et non marchands -, hormis les autres activités de service - contribue positivement à la croissance.

Si la fabrication d'autres produits industriels, le commerce réparation automobile, les activités immobilières, les activités scientifiques, services administratifs et de soutien et le secteur non marchand produisent en moyenne annuelle depuis 2008 plus de valeur, ce n'est pas le cas de la construction, en fort retrait.

Enfin, parmi les 6 sous-secteurs dominants de la région (colorés dans le tableau), les évolutions sont à la hausse pour tous sauf pour la construction (-1.9%) et pour « les autres activités de services » (quasi stable).

| ***Branche en A17*** | **Auvergne-Rhône-Alpes** | **Province** |
|---|---|---|
| Agriculture, sylviculture et pêche | -2,1% | -1,0% |
| Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution | -1,0% | -1,0% |
| Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac | 2,4% | 2,1% |
| Cokéfaction et raffinage | -9,1% | -14,5% |
| Fabrication d'équipements électriques, informatiques ; fabrication de machines | -0,3% | -0,4% |
| Fabrication de matériels de transport | -10,0% | -1,2% |
| Fabrication d'autres produits industriels | 0,6% | -0,1% |
| Construction | -1,9% | -3,0% |
| Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | 0,8% | 0,3% |
| Transport et entreposage | 1,1% | 1,0% |
| Hébergement et restauration | 1,8% | 1,4% |
| Information et communication | 2,9% | 3,4% |
| Activités financières et d'assurance | 3,1% | 3,4% |
| Activités immobilières | 0,7% | 0,2% |
| Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien | 0,8% | -0,7% |
| Autres activités de services | -0,3% | 0,5% |
| Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale | 1,1% | 1,1% |
| **Total** | **0,6%** | **0,3%** |

*Sources : Insee, Esane, Clap, comptes régionaux base 2010*

**<u>Les huit grands sous-secteurs industriels de la région</u> (source : Insee Flash N°19)**

**La fabrication de produits métalliques** (sauf machines et équipements) pèse 3% de l'emploi régional, notamment dans la Vallée de l'Arve (décolletage) ; parmi les entreprises, citons Tefal, Frank et Pignard, Ugitech, Constellium, Areva, Nexter system, Aubert et Duval, la coutellerie de Thiers.

**La fabrication de produits en caoutchouc et en plastique** domine à Clermond-Ferrand et Roanne avec Michelin, dans la zone d'Oyonnax avec la Plastics Vallée (dont George David) ou au nord de la Haute-Loire.

**La fabrication de produits électriques et électroniques** se concentre notamment dans l'agglomération de Grenoble (avec STMicroelectronics, Schneider Electric) ou dans la région lyonnaise (Electricfil automotive, robert Bosch, Alstom), à Cluses (Somfy), Valence (Thales, Crouzet automatismes), Montluçon (Sagem).

**La fabrication de machines et équipements,** sous-secteur le plus surreprésenté en région, est localisé plutôt à l'est.

## Des établissements concentrés majoritairement dans 6 sous-secteurs sur 38, plutôt en hausse depuis 2008[7]

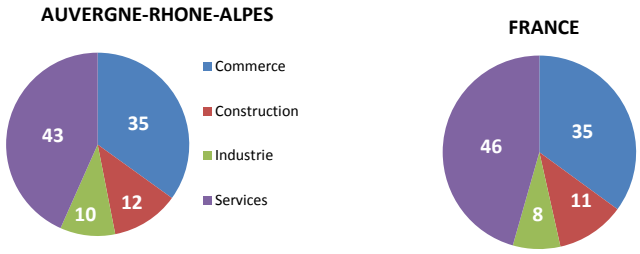
La description de l'appareil de production est réalisée sur la base du *nombre d'établissements*, en poids et en évolution, pour les 4 grands secteurs agrégés, et, dans une déclinaison plus détaillée, pour les 38 sous-secteurs des nomenclatures Insee.

231 350 établissements privés sont installés en Auvergne-Rhône-Alpes (13% du total national), en hausse de 1.5% entre 2008 et 2015.

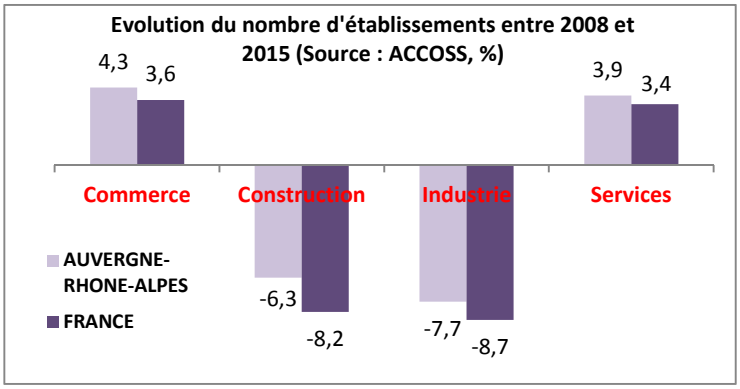
***Par grands secteurs***

Comme en témoigne le graphique ci-dessous pour la région, les services (43%) et le commerce (35%) dominent (soit 78% pour l'ensemble du tertiaire), loin devant l'industrie (12%) ou la construction (10%). Ils sont plus nombreux dans le commerce (+4.3%) et les services (+3.9%) depuis 2008. L'industrie et la construction sont surreprésentées par rapport à la moyenne France.

**Part des grands secteurs selon le nombre d'établissements (source : Acoss, 2015, en %)**




Le nombre d'établissements dans le commerce et les services s'est accru depuis la crise (2008) ; en revanche, leur nombre est en retrait important sur la même période dans la construction (-6.3%) et, dans une moindre mesure, dans l'industrie (-7.7%).

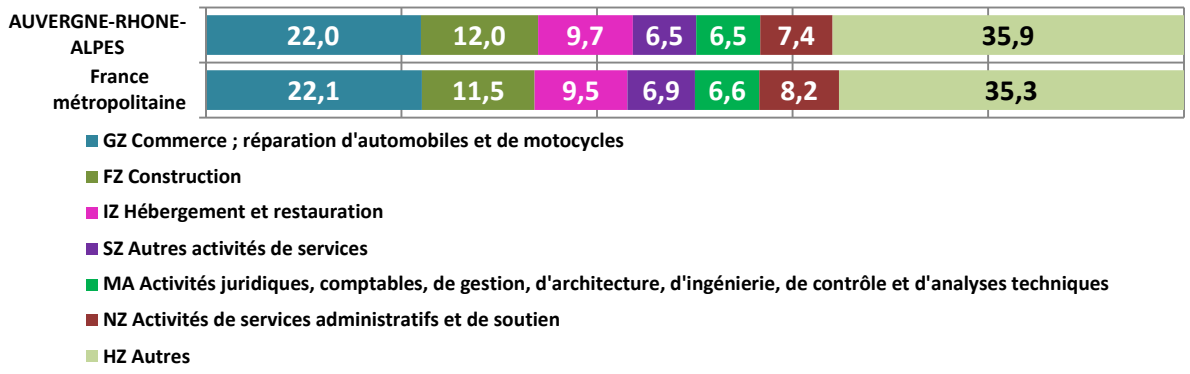



***Par sous-secteurs***

Dans une déclinaison plus fine, on constate que 6 sous-secteurs parmi 38 au total, concentrent 65% des établissements dans la région (cf. graphique suivant et les données détaillées en annexe 1) : le commerce, réparation automobile, la construction, l'hébergement restauration, les autres activités de services, les activités juridiques, les activités de services administratifs et de soutien. Ce constat vaut pour la moyenne nationale. Les sous-secteurs de l'industrie restent minoritaires malgré la surreprésentation de cette dernière dans la région par rapport à la moyenne nationale.

[7] Pour plus de détail, cf. Michèle Tavernet « Evolution de l'emploi salarié et du nombre d'établissements entre 2008 et 2015 », dans sa déclinaison régionale et départementale, accessible sur http://auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr/, rubrique Etudes et statistiques « publications ».

**Poids du nombre d'établissements dans les principaux sous-secteurs d'activité (NAF38)**




Le nombre d'établissements évolue de façon différenciée dans ces sous-secteurs entre 2008 (crise) et 2015 : il augmente dans le commerce, réparation d'automobiles (+3.6%), l'hébergement et restauration (+10.2%), les activités juridiques (+15%), les activités financières et d'assurance (+18,4%) et les autres activités de services (+2%) ; deux sont en recul : la construction (-6.3%) et les activités de services administratifs et de soutien (-12.4%). (Pour le détail des 38 sous-secteurs de la nomenclature, cf. annexes 2 et 3).

## Niveau d'emplois salariés privés en 2016 par rapport à 2008 (crise) supérieur dans le tertiaire ; très inférieur dans l'industrie et la construction

Les données à disposition concernant l'emploi salarié privé permettent par ailleurs de connaître des évolutions plus récentes (2016) et de plus long terme (notamment depuis la crise de 2008) pour les grands secteurs, données qui n'étaient pas disponibles concernant les établissements (Approche par grands secteurs depuis 2008, source : Insee, enquête emploi).

Par ailleurs et comme précédemment pour les établissements, l'approche de l'emploi par grands secteurs est complétée d'une déclinaison pour les 38 sous-secteurs de la nomenclature d'activité sectorielle (Approche sectorielle détaillée de l'emploi salarié régional, source : Acoss, 2008 à 2015).

Enfin, la situation étant contrastée selon les départements, une approche infra régionale est proposée.

***Approche régionale de l'emploi salarié privé par grands secteurs (source : enquête emploi Insee)***

La structure de l'emploi en Auvergne-Rhône-Alpes par grand secteur a évolué depuis dix ans : accroissement sensible de la part de l'emploi salarié dans les services marchands hors intérim passant de 39% à 43%, diminution significative dans l'industrie passant de 29 à 25%, stabilité du commerce à 19%, de la construction à 9% et de l'intérim à 4%, ce dernier restant marginal en dépit de son rôle central d'ajustement conjoncturel (parfois structurel) de la main d'œuvre à la production.

En termes d'évolutions, même en tenant compte de l'emploi intérimaire (essentiellement déployé dans l'industrie et la construction), la double tendance à la désindustrialisation et à la tertiairisation de l'appareil productif se confirme depuis plusieurs décennies dans la région. Les évolutions sur courtes périodes (trimestre) peuvent nuancer le propos mais sur un an et plus encore, depuis la crise de 2007-2008, le mouvement s'approfondit.

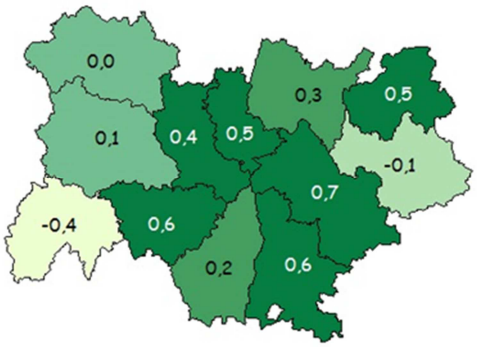
| A5 | 2008T2 | 2015T3 | 2016T2 | 2016T3 | Evol. trimestrielle (En %) | Evol. annuelle (En %) | Evol. 2016T3/2008T2 (En %) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Commerce** | 361 056 | 365 546 | 370 193 | 370 744 | 0,1 | 1,4 | 2,7 |
| **Construction** | 192 434 | 173 681 | 173 354 | 173 353 | 0,0 | -0,2 | -9,9 |
| **Industrie** | 545 881 | 483 589 | 479 583 | 480 582 | 0,2 | -0,6 | -12,0 |
| **Services marchands hors intérim** | 773 889 | 827 520 | 844 594 | 848 170 | 0,4 | 2,5 | 9,6 |
| **Intérim** | 85 608 | 79 112 | 80 979 | 84 039 | 3,8 | 6,2 | -1,8 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **1 958 869** | **1 929 447** | **1 948 703** | **1 956 889** | **0,4** | **1,4** | **-0,1** |
| | | | | | | | |
| **France Métropolitaine** | **16 157 874** | **15 753 139** | **15 889 164** | **15 947 912** | **0,4** | **1,2** | **-1,3** |

Source: INSEE, CVS, Emploi salarié à 90 jours

L'emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes a augmenté comme en moyenne nationale de 0,4% au 3ème trimestre 2016. La hausse est imputable aux secteurs du commerce (+0,1%) de l'industrie (+0,2%) des services marchands hors intérim (+0,4%). Le secteur de la construction est stable. L'intérim, quant à lui, a enregistré une hausse (+3,8%).

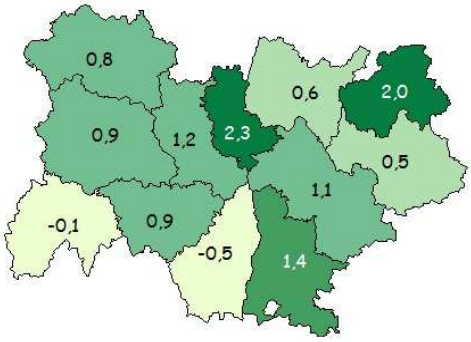
Sur un an, l'emploi salarié a augmenté sensiblement en Auvergne-Rhône-Alpes (+1,4%) au-dessus de la moyenne nationale (+1,2%), notamment dans les secteurs du commerce (+1,4%) et des services marchands hors intérim (+2,5%). A l'inverse, l'emploi salarié a diminué dans les secteurs de la construction (-0,2%) et de l'industrie (-0,6%). L'intérim, quant à lui, présente une hausse significative (+6,2%). Depuis le 2ème trimestre 2008, avant les effets de la crise, l'emploi salarié a baissé de 1 980 postes (Commerce: +9 688, Construction: -19 081, Industrie: -65 299, Services marchands hors intérim: +74 281, Intérim: -1 569). Les évolutions trimestrielles et annuelles de l'emploi salarié privé sont à nuancer selon les départements.

**Evolution trimestrielle entre les 2ème et 3ème trimestres 2016 (Insee, enquête emploi, %)**




**Auvergne-Rhône-Alpes : 0,4%**

**Evolution annuelle entre les 3èmes trimestres 2015 et 2016 ((Insee, enquête emploi, %)**



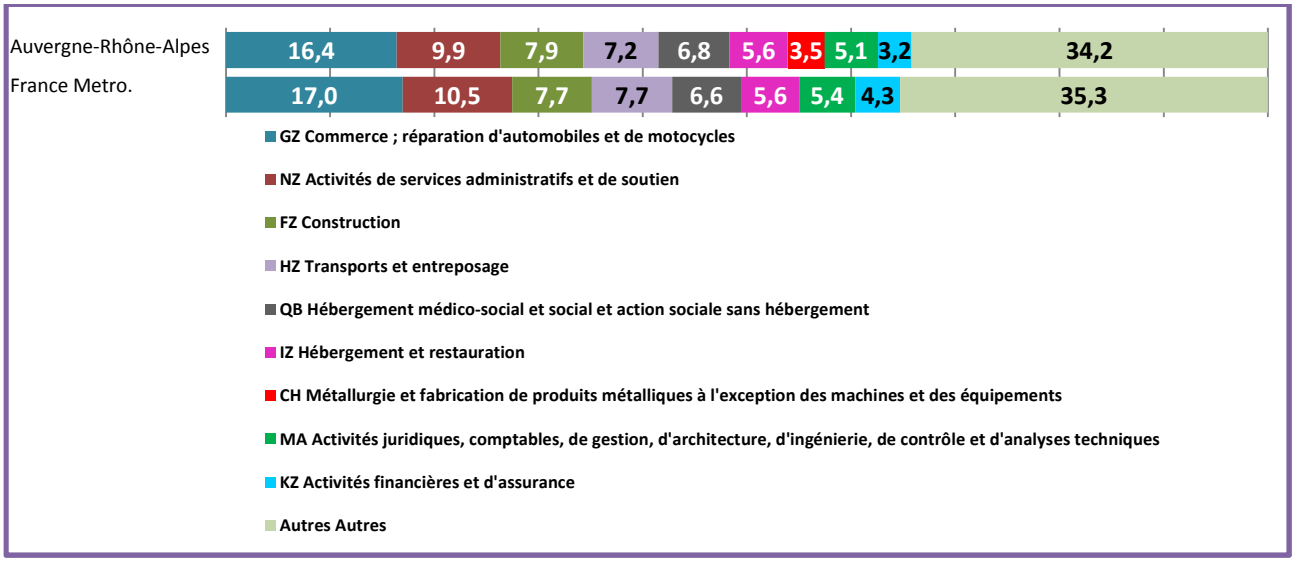

**Auvergne-Rhône-Alpes : 1,4%**

### *Approche sectorielle détaillée de l'emploi salarié régional (Source : Acoss, 2008-2015)*[8]

Dans une nomenclature plus détaillée (cf. graphique ci-dessous), la concentration de l'emploi salarié en région est assez forte, un peu moins qu'en moyenne nationale. 9 sous-secteurs sur 38 pèsent 65% de l'ensemble des salariés de la région (8 en moyenne française) : outre la construction, 1 relève de l'industrie – la métallurgie -, 1 du commerce – commerce et réparation automobile -, 6 des services – activités de services administratifs et de soutien, transports et entreposage, hébergement médicosocial, hébergement et restauration, activités juridiques, activités financières et d'assurance.

[8] Pour plus de détail, cf. Michèle Tavernet « Evolution de l'emploi salarié et du nombre d'établissements entre 2008 et 2015 », déjà citée. Accessible sur http://auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr/, rubrique Etudes et statistiques « publications ».

**Poids des effectifs salariés dans les principaux sous-secteurs d'activité (NAF38)**




Parmi ces 9 principaux sous-secteurs de la région, 6 connaissent une évolution positive entre 2008 et 2015 : les activités de services administratifs et de soutien (+8.6%), l'hébergement et restauration (+14%), l'hébergement médico-social (+19%), les activités juridiques (+13%), les activités financières (+6%) et, dans une moindre mesure, le commerce – réparation automobile (+0.5%).

En revanche, ce n'est pas le cas de la construction (-11%), du transport et entreposage (-2%), de la métallurgie (-17%). (cf. Annexes 4 et 5 pour le détail des poids et évolution des 38 sous-secteurs).

***Déséquilibre important entre départements et recul sévère depuis 2008 dans l'Allier, la Loire, l'Ardèche et le Cantal, plus modéré en Isère ; spécificités sectorielles départementales***

Le tableau ci-après permet de coupler poids et sens d'évolution de l'emploi salarié selon les sous-secteurs par département (pour le détail des données, cf. Annexe 6 et la publication référencée en note de bas de page n°8). Une lecture ramassée montre que :

- **l'emploi salarié dans l'Ain** (stable depuis 2008) est majoritairement concentré dans 9 sous-secteurs, notamment le commerce-réparation, en hausse entre 2008 et 2015, et la construction, en baisse sévère. L'évolution est positive dans les activités juridiques, de services administratifs et de soutien, l'hébergement médico-social mais en retrait dans la fabrication de produits en caoutchouc et dans la métallurgie ;

- dans **l'Allier,** tous sous-secteurs confondus, le retrait depuis 2008 est le plus important parmi l'ensemble des départements (-7.8%) ; 65% de l'emploi salarié se distribue dans 8 secteurs ; pour 6 d'entre eux, il évolue à la baisse, parfois drastiquement (la fabrication de denrées alimentaires, la métallurgie, la construction, dans une moindre mesure, le commerce-réparation automobile et les activités de services administratifs et de soutien ;

- Avec 9 sous-secteurs dominants, l'appareil productif de l'**Ardèche** est assez diversifié mais l'évolution positive de 5 d'entre eux (fabrication de denrées alimentaires, hébergement-restauration sans doute poussé par l'ouverture de la caverne du Pont d'Arc, activités de services administratifs et de soutien, activité pour la santé humaine, hébergement médico-social) ne permet pas au département de résister à la perte globale d'emplois sur la période 2008-2015 (-3.4%, tous secteurs confondus) ;

- Le **Cantal** est parmi les départements les moins diversifiés en termes d'emplois, avec 6 sous-secteurs dominants (et le seul département pour lequel la fabrication d'équipements électriques est absente) dont 2 en évolution très positive (l'hébergement restauration et l'hébergement médico-social) ou positive (la fabrication de denrées alimentaires) ; la construction est à la peine et dans une moindre mesure, le commerce réparation automobile et le transport entreposage ;

- La **Drôme** est caractérisée par essentiellement 9 sous-secteurs d'activité, dont 5 sont à la hausse, tout particulièrement l'hébergement-restauration et l'hébergement médico-social ; en revanche, la métallurgie est en net recul sur la période ;

- La fabrication informatique constitue une spécificité de **l'Isère** (qui fait de l'Isère le département le plus diversifié de la région), néanmoins en recul, comme la métallurgie, la construction, et dans une moindre mesure, le commerce-réparation automobile, le transport-entreposage ; l'hébergement médico-social est le secteur qui a le mieux résisté depuis la crise de 2008, aux côtés d'autres secteurs du tertiaire ;

- La **Loire** est parmi les départements qui ont perdu le plus d'emplois salariés depuis 2008 (-5.2%) ; c'est particulièrement le cas dans la construction, la métallurgie, dans une moindre mesure dans le transport-entreposage. La hausse dans des sous-secteurs comme l'hébergement-restauration ou l'hébergement médico-social est sensible, sous-secteurs qui pèsent entre 5% et 10% dans l'ensemble.

- Parmi les 8 sous-secteurs dominants en **Haute-Loire**, 4 ont connu des pertes d'emplois salariés depuis 2008, tout particulièrement la construction, dans une moindre mesure la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ; les activités des services administratifs et de soutien, les activités pour la santé humaine ou l'hébergement médico-social échappent à ce mouvement négatif ;

- Grâce notamment à la hausse dans l'hébergement-restauration, les activités administratives et de soutien, l'hébergement médico-social, l'emploi salarié dans le **Puy-de-Dôme** se stabilise depuis 2008 ; la construction, la fabrication de produits en caoutchouc ou plastique, la métallurgie reculent sensiblement.

- La situation dans le **Rhône** est globalement positive (+4.5%), notamment dans 6 des 8 sous-secteurs dominants (commerce-réparation automobile, hébergement-restauration, activités financières et juridiques, activités de services administratifs et de soutien, hébergement médico-social) ; le transport et entreposage recule. La situation n'est pas homogène entre la Métropole et le reste du département :
    - La construction et l'activité de transport-entreposage sont en recul dans la **Métropole**, pas dans **Rhône-Département**
    - La métallurgie, secteur dominant dans le **Rhône-Département** mais pas dans la **Métropole**, est en fort retrait ;
    - Les activités financières, et juridiques, très présentes dans la **Métropole** mais pas dans le **Rhône-Département**, évoluent à la hausse.

- 6 sous-secteurs dominent en **Savoie**, dont 1 en évolution négative (la construction) ; le commerce-réparation automobile, très présent, évolue favorablement mais de façon modérée ;

- La **Haute-Savoie** est caractérisée par 7 sous-secteurs qui pèsent au moins 65% dans l'ensemble ; 3 évoluent à la baisse depuis 2008, fortement dans la métallurgie, le commerce-réparation automobile et la construction, plus favorablement dans l'hébergement-restauration, les activités des services administratifs et de soutien et dans l'hébergement médico-social.

## Poids (2015) et évolution (2008/2015) des emplois salariés par sous-secteur d'activité (38 postes) par département (source : ACCOSS)

| EMPLOI SALARIE | | AIN | | ALLIER | | ARDECHE | | CANTAL | | DROME | | ISERE | | LOIRE | | HAUTE-LOIRE | | PUY DE DOME | | RHONE | | Métropole de Lyon | | Nouveau Rhône | | SAVOIE | | HAUTE-SAVOIE | | AUVERGNE-RHONE-ALPES | | France métropolitaine | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | AIN | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** |
| AZ | Agriculture, sylviculture et pêche | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| BZ | Industries extractives | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CA | Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac | | | • | ↘↘↘ | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗↗ | | | • | ↗ | • | ↘ | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CB | Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CC | Travail du bois, industries du papier et imprimerie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CD | Cokéfaction et raffinage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CE | Industrie chimique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CF | Industrie pharmaceutique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CG | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques | • | ↘↘ | | | | | | | | | | | | | • | ↘↘ | • | ↘↘ | | | | | | | | | | | | | | |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements | • | ↘↘ | • | ↘↘↘ | | | | | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | | | • | ↘↘ | | | | | • | ↘↘↘ | | | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | | |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | | | | | | | | | | | • | ↘↘ | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CL | Fabrication de matériels de transport | | | | | • | ↘↘ | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CM | Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FZ | Construction | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘ | • | ↗ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | • | ↗ | • | ↘↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↗ | • | ↘ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↘ |
| HZ | Transports et entreposage | • | ↗ | • | ↘ | • | ↘↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↘↘↘ | • | ↘ | • | ↘ |
| IZ | Hébergement et restauration | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ | | | • | ↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ |
| JA | Edition, audiovisuel et diffusion | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| JB | Télécommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| JC | Activités informatiques et services d'information | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KZ | Activités financières et d'assurance | | | | | | | | | | | • | ↗↗ | | | | | | | • | ↗↗ | • | ↗↗ | | | | | | | • | ↗↗ | • | ↗ |
| LZ | Activités immobilières | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques | • | ↗↗↗ | | | | | | | • | ↗↗ | • | ↗↗ | • | ↘ | | | | | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | | | | | | | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ |
| MB | Recherche-développement scientifique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MC | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien | • | ↗↗↗ | • | ↘↘ | • | ↗↗↗ | | | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ |
| OZ | Administration publique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PZ | Enseignement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| QA | Activités pour la santé humaine | | | | | • | ↗↗ | | | | | | | | | • | ↗↗↗ | | | | | | | | | | | | | | | | |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SZ | Autres activités de services | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| UZ | Activités extra-territoriales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Evolution tous secteurs confondus | | | 0,0% | | -7,8% | | -3,4% | | -3,4% | | 2,0% | | -1,3% | | -5,2% | | -0,3% | | 0,1% | | 4,5% | | 4,6% | | 3,8% | | 2,2% | | 1,6% | | 0,7% | | -1,0% |

* Poids du nombre d'établissements du secteur dans le total en 2015 (source : ACCOSS)

** Evolution du nombre d'établissements du secteur entre 2008 et 2015 (source : ACCOSS)

**LEGENDE**

**Secteur non inclus dans les 65% de secteurs les plus présents**

**Evolution de l'emploi salarié 2008/2015**

- ↘ < -5%
- ↘↘ > -5% et < -10%
- ↘↘↘ > -10%
- ↗ < +5%
- ↗↗ +5% et < +10%
- ↗↗↗ > +10%

**Poids de l'emploi salarié du secteur dans le total en 2015**

- • < -5%
- • 5% à moins de 10%
- • 10% à 15%
- • > 15%

**Note de lecture** : Les secteurs en fonds hachurés ne sont pas présents dans le département concerné. Les secteurs représentés en fond blanc pèsent environ 65% de l'ensemble dans chaque département. La fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac, fait partie des principaux secteurs présents dans l'Allier, l'Ardèche, le Cantal, la Drôme et les Loire. Son poids dans l'ensemble des secteurs en 2015 est compris entre 5 et 10% dans tous les départements cités précédemment saut en Haute-Loire, où il oscille entre 10 et 15%. Entre 2008 et 2015, il évolue à la baisse, fortement dans l'Allier (au-delà de -10%), et plus modérément dans la Haute-Loire (moins de -5%) ; il évolue à la hausse, assez fortement (entre +5% et +10%) en Ardèche et Drôme, plus faiblement (moins de +5%) dans le Cantal et la Loire.

## Forte présence de l'espace de montagne (67% de la superficie) ; des économies différenciées

L'activité économique est certes dominante dans le sillon rhônalpin, mais on ne saurait décrire la région sans s'arrêter sur une de ses caractéristiques centrales, ses montagnes : Massif central, Alpes et Jura. L'espace de montagne pèse 2,2 millions d'habitants sur 7.7 de la région. C'est aussi celui où les communes de montagne recouvrent le plus d'espace (67 % de la superficie régionale) après la Corse.
Toutefois, les massifs n'étant pas comparables, l'économie y afférent varie selon les territoires. Une typologie réalisée par le SESE[9] montre que l'on peut distinguer 8 classes de communes assez homogènes figurées sur la carte suivante, avec un intitulé qui résume leurs caractéristiques.

**La typologie des zones de montagne (cf. carte page 23) fait émerger :**

- la classe 1, « les espaces ruraux ou périurbains dynamiques sous influence d'aires urbaines » est composée de 850 communes, à dominante rurale, dynamique et soumise à l'influence des aires urbaines : elle est présente partout dans la région, un peu moins à l'ouest ; la population y est plutôt jeune, en hausse, avec une présence importante de la sphère présentielle et des administrations ;

- La classe 2, « Les communes viticoles et fruitières » comprend près de 130 communes, plutôt situées dans l'Ain, l'Ardèche et la Drôme, à la périphérie de zones montagnardes. Avec un taux d'activité inférieur à la moyenne régionale, elle est à dominante agricole, plus précisément viticole ou fruitière ;

- La classe 3, « les communes périurbaines, jeunes et industrielles », avec 490 communes plutôt situées à proximité et sous influence des aires urbaines, ou des villes non classées en zone de montagne (Annecy, Grenoble) présente une densité de population et d'emplois– notamment liés à l'industrie ou l'administration et la santé-action sociale - supérieures à la moyenne régionale ; les déplacements domicile-travail y sont importants ;

- La classe 4, « les espaces urbains, des pôles d'emploi très accessibles » concerne une quarantaine de communes, notamment les grandes aires urbaines, à forte accessibilité numérique et physique, plutôt caractérisées par une activité administrative et de proximité, une forte densité d'actifs en emploi ;

- La classe 5, « les plateaux agricoles du Massif central, en perte de population et d'emploi », qui concerne près de 500 communes essentiellement situées dans le massif central, est caractérisée par une population en recul, plutôt âgée et un accès numérique plus faible qu'en moyenne ; l'activité agricole domine, plutôt tournée vers l'élevage bovin ; l'emploi est en retrait et la création d'entreprises plus faible ;

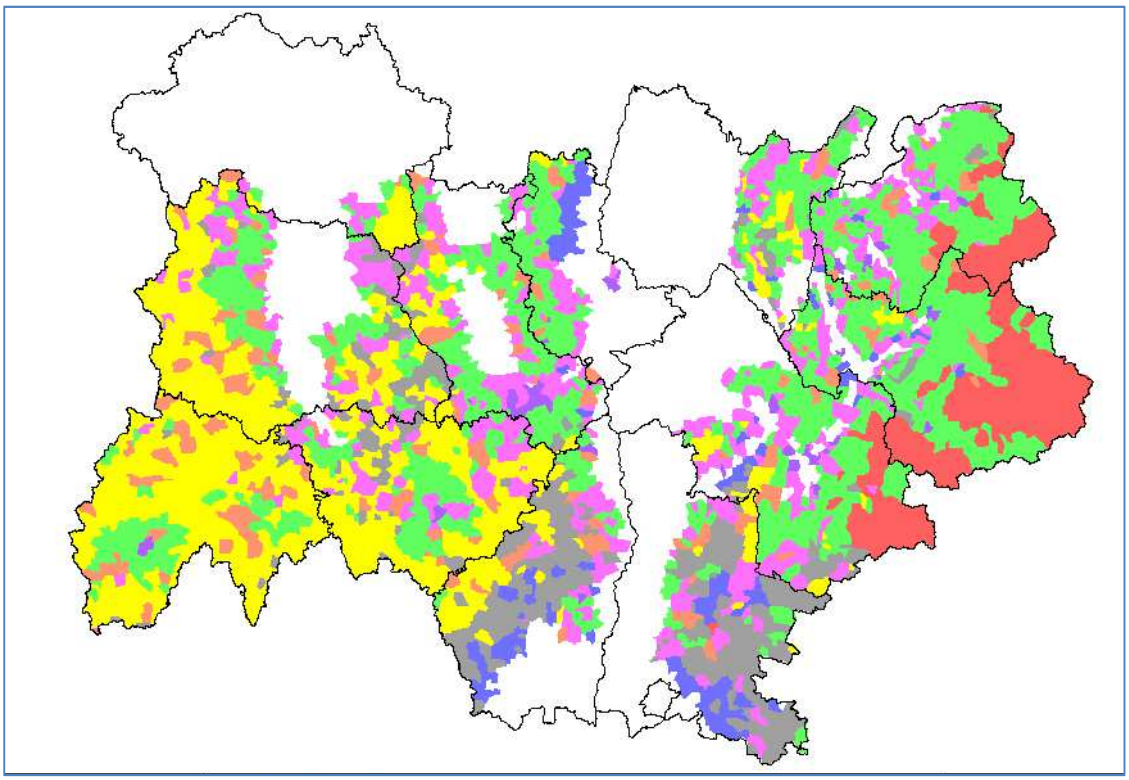
[9] Cf. l'étude exhaustive, réalisée par Fanny Soutoul et Vanina Bonnet-Pradier, disponible sur http://auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr/Etude-l-economie-de-la-montagne-partie-1. La typologie est fondée sur une classification hiérarchique ascendante, mobilisant 34 variables liées à l'accessibilité physique et numérique, l'agriculture-forêt, la démographie, la géomorphologie, les activités agricoles dominantes, la protection réglementaire (AOP, etc.), les activités de tourisme-loisir, l'emploi et les conditions d'emploi.

- La classe 6, avec 135 communes en pointillisme sur la région, « une zone à faible densité de population et à dominante agro-alimentaire », est d'altitude faible, plutôt spécialisée dans l'élevage bovin, mais aussi dans l'industrie agro-alimentaire, avec un taux d'emplois supérieur à la moyenne régionale, plutôt situés dans la zone de résidence ;

- La classe 7, « les communes agricoles en perte d'emplois, mal desservies et en perte d'emploi », réunit plus de 300 communes, plus particulièrement dans l'Ardèche et la Drôme, caractérisées par leur grande surface boisée, de densité de population faible et stable depuis 5 ans. L'emploi, globalement en retrait, y est plutôt agricole ou relevant du tourisme ;

- La classe 8 enfin, « Le tourisme de haute montagne dans le massif alpin », regroupe 73 communes, majoritairement situées dans le massif alpin, de dénivelé très supérieur à la moyenne de la zone de montagne, caractérisées par une densité de population faible mais une population stable, une prépondérance de la sphère présentielle et des services, de l'agriculture spécialisée dans l'élevage.

Classe 1 : Les espaces ruraux ou périurbains dynamiques sous influence d'aires urbaines
Classe 2 : Les communes viticoles et fruitières
Classe 3 : Les communes périurbaines, jeunes, et industrielles
Classe 4 : Les espaces urbains, des pôles d'emploi très accessibles
Classe 5 : Les plateaux agricoles, en perte de population et d'emploi
Classe 6 : Une zone à faible densité de population et à dominante agroalimentaire
Classe 7 : Les communes agricoles mal desservies et en perte d'emplois
Classe 8 : Le tourisme de haute montagne dans le massif alpin.



# CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI

## QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET SALAIRES

La qualification professionnelle joue un rôle central pour le salarié du secteur privé, même si elle ne lui est pas affectée en personne, plutôt à son poste. C'est elle qui détermine le salaire via les conventions collectives. Les conventions collectives établissent une grille salariale fondée sur des niveaux de qualification requis[10]. Les niveaux de qualification sont construits sur la base de plusieurs critères – dont les compétences attendues -, parmi lesquelles figure très souvent le diplôme ou la certification.

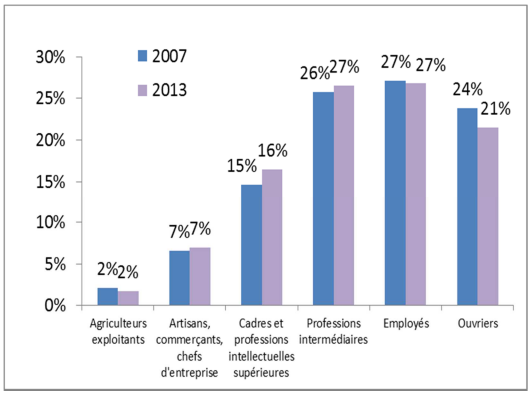
Mesurer la part et l'évolution des niveaux de qualification d'une population est donc important. Et, au-delà de cette mesure, celle des phénomènes de déqualification ou surqualification[11] est intéressante, en particulier pour les jeunes accédant à l'emploi, dans un contexte d'augmentation massive des niveaux de diplôme sur longue période, notamment pour les jeunes femmes.

Pour mesurer ces effets, il faudrait, dans l'absolu, pouvoir comparer l'ensemble des critères retenus dans chaque convention collective avec le niveau de qualification professionnelle des postes occupés. Cet exercice est impossible. L'Insee ou encore le Céreq proposent une solution partielle en établissant un lien mécanique et exclusif et sans considération de filières et de secteurs d'activité, entre le niveau de diplôme ou de certification et le niveau de la qualification professionnelle, que nous tenterons d'appliquer sur la base des statistiques disponibles, faute de pouvoir mener des travaux plus précis sur la base d'autres critères.

### Employés dominants dans une économie tertiarisée ; encadrement fortement présent en région ; ouvriers en recul

Parmi les 3 272 400 personnes en emploi (salarié ou non) dans la région en 2013[12], les employés (sans pouvoir distinguer « non qualifiés » et « qualifiés »), dans une nomenclature en 6 postes, représentent la PCS la plus importante, avec près de 880 000 personnes (21% de l'ensemble). Les professions intermédiaires constituent le 2ème contingent (870 000 personnes), les ouvriers le 3ème. Les cadres constituent un nombre de salariés conséquent, avec près de 440 000 personnes.

**Part des personnes en emploi selon leur profession et catégorie socio-professionnelle (PCS) (Insee, recensement de la population, 2013)**




Entre 2007 et 2013, la part de cadres et professions intermédiaires (43% de l'ensemble) a augmenté assez significativement, + 2 points, soit 130 000 personnes. Parallèlement, la proportion et le nombre d'ouvriers – pour lesquels on ne dispose pas de la distinction entre non qualifiés et qualifiés – recule de 3 points, soit – 52 000 personnes.

Le même mouvement se poursuit pour les agriculteurs (-11 200 personnes). A noter, la relative stabilité du nombre d'artisans-commerçants-chefs d'entreprise sur la période (7%) et des employés (27%).

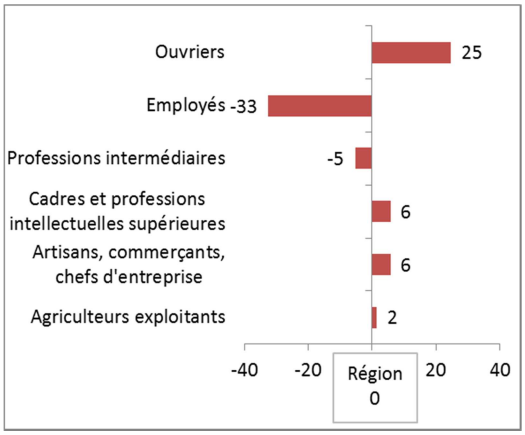
[10] Initialement les grilles Parodi-Croizat après-guerre, plutôt des grilles à critères classant aujourd'hui.

[11] Certains auteurs parlent de déclassement ou dévaluation plutôt que de déqualification et de « sous-diplôme » pour désigner les personnes qui occupent un poste pour lequel le niveau de diplôme attendu (notamment dans les conventions collectives) est supérieur. Pour ces définitions, cf. Emploi des jeunes, quelles réalités, Direccte Rhône-Alpes, SESE, juillet 2012, p 27 et s.

[12] Source : Insee, recensement de la population.

**Ecart entre la part des hommes et des femmes par PCS (Source : Insee, RP 2013, en points)**

La proportion d'hommes dans la population active en emploi est supérieure de 155 000 à celle des femmes. La répartition par PCS et sexe montre une sous-représentation des hommes parmi les employés (écart de 33 points) et les professions intermédiaires (5 points) et une surreprésentation des hommes parmi les ouvriers (écart de 25 points), les cadres, les artisans-commerçants-chefs d'entreprise et agriculteurs (respectivement 6, 6, 2 points).

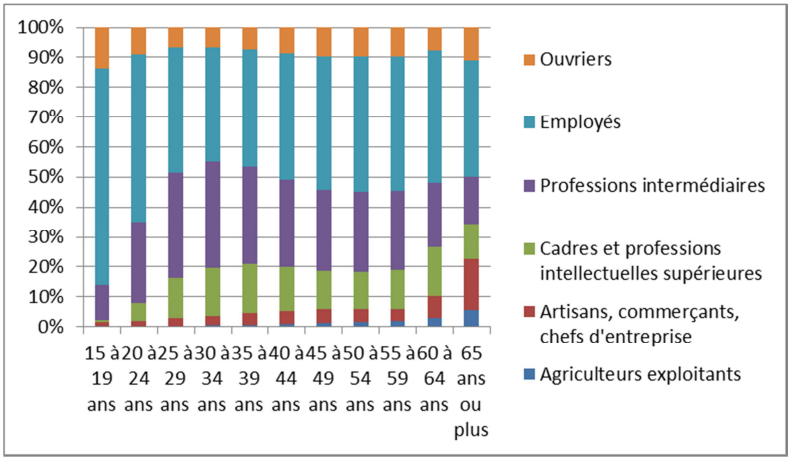



| PCS\sexe | Hommes | Femmes | Ecarts (points) |
|---|---|---|---|
| Agriculteurs exploitants | 2% | 1% | 2 |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprise | 10% | 4% | 6 |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 19% | 13% | 6 |
| Professions intermédiaires | 24% | 29% | -5 |
| Employés | 11% | 44% | -33 |
| Ouvriers | 33% | 9% | 25 |
| Total | 100% | 100% | |

Source : Insee, Recensement de la population 2013

Sur la période 2007-2013, la sous-représentation des femmes parmi les ouvriers a un peu diminué, au même titre que pour les artisans-commerçants-chef d'entreprise (- 1 point dans les deux cas) ; leur surreprésentation parmi les employés et parmi les professions intermédiaires également (respectivement -2 points et -1 point). Leur part chez les cadres et les agriculteurs est stable.

**Répartition de la population active en emploi par PCS et tranches d'âge (Source : Insee, RP 2013, %)**




La structure des PCS est assez comparable pour les tranches d'âge intermédiaires, pas pour les extrêmes de la pyramide : les moins de 25 ans, et surtout les moins de 19 ans, surreprésentés parmi les employés, ouvriers et très sous-représentés au-delà ; les plus de 60 ans, surreprésentés dans les PCS de cadres et d'artisans - commerçants-chefs d'entreprise. Au-delà de 65 ans, cette dernière PCS est fortement présente.

| | Agriculteurs exploitants | Artisans, commerçants, chefs d'entreprise | Cadres et professions intellectuelles supérieures | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | **Ensemble** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15 à 19 ans | 0% | 1% | 1% | 12% | 72% | 14% | **100%** |
| 20 à 24 ans | 0% | 2% | 6% | 27% | 56% | 9% | **100%** |
| 25 à 29 ans | 0% | 3% | 14% | 35% | 42% | 7% | **100%** |
| 30 à 34 ans | 0% | 3% | 16% | 36% | 38% | 7% | **100%** |
| 35 à 39 ans | 1% | 4% | 16% | 33% | 39% | 7% | **100%** |
| 40 à 44 ans | 1% | 4% | 15% | 29% | 42% | 9% | **100%** |
| 45 à 49 ans | 1% | 5% | 13% | 27% | 45% | 10% | **100%** |
| 50 à 54 ans | 1% | 5% | 13% | 27% | 45% | 10% | **100%** |
| 55 à 59 ans | 2% | 4% | 13% | 27% | 45% | 10% | **100%** |
| 60 à 64 ans | 3% | 8% | 16% | 22% | 44% | 8% | **100%** |
| 65 ans ou plus | 5% | 17% | 12% | 16% | 39% | 11% | **100%** |
| **Ensemble** | **1%** | **4%** | **13%** | **29%** | **44%** | **9%** | **100%** |

## 55% des salariés ont un niveau de diplôme correspondant à la qualification professionnelle de leur poste, 11% sont déqualifiés et 35% sont titulaires d'un diplôme inférieur au niveau attendu *(sur la base des données disponibles de2013)*

**Croisement diplôme-niveau de qualification professionnelle selon le sexe et l'âge en Auvergne-Rhône-Alpes (source : Insee, RP 2013, traitement SESE-Direccte)**

*Les définitions des catégories utilisées dans le tableau suivant sont fournies dans l'encadré page 29.*

| | Hommes | | | | Femmes | | | | Ensemble | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 15-24 ans | 25-45 ans | 46-62 ans | Total | 15-24 ans | 25-45 ans | 46-62 ans | Total | 15-24 ans | 25-45 ans | 46-62 ans | Total |
| Déqualifié | 14% | 11% | 4% | 9% | 16% | 15% | 7% | 12% | 15% | 13% | 5% | 11% |
| Diplôme inf. au niveau attendu | 31% | 30% | 50% | 37% | 33% | 24% | 46% | 44% | 32% | 27% | 48% | 35% |
| "Norme" | 55% | 60% | 46% | 55% | 51% | 61% | 47% | 43% | 53% | 60% | 47% | 55% |
| TOTAL | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

Pour aller au-delà de l'approche précédente et sur la base des chiffres 2013, le tableau précédent croise les niveaux de diplôme (sans pouvoir distinguer niveau III et niveaux II/I sur la base des données disponibles - cf. encadré ci-dessous) et les niveaux de qualification professionnelle (sans pouvoir distinguer employés qualifiés et employés non qualifiés). Il aboutit aux constats suivants :

- 55% des salariés de 15 à 62 ans occupent un emploi de niveau qualification correspondant au niveau de diplôme attendu ; cette proportion passe à 60% pour les 25-45 ans ; cette situation est un peu plus fréquente pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes d'une part, et pour les femmes de 46-62 ans que pour les hommes de la même tranche d'âge ;
- La déqualification au sens défini dans l'encadré, concerne proportionnellement moins les hommes que les femmes – 9% contre 12% - et plus les jeunes (15%), en particulier les jeunes femmes (16% contre 14% pour les jeunes hommes) que pour les autres tranches d'âge (13% pour les 25-45 ans et 5% après 45 ans) ;
- 35% des salariés sont titulaires d'un diplôme inférieur au niveau attendu par rapport à la qualification professionnelle du poste occupé, la proportion étant plus élevée pour femmes (44%) que pour les hommes (33%) ; la proportion de personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au niveau attendu est proche de 50% pour les 46-62 ans, hommes ou femmes.

La déqualification concerne proportionnellement plus les employés (23%) et les ouvriers non qualifiés (23%). La proportion de personnes avec un diplôme attendu de niveau inférieur par rapport à la qualification professionnelle du poste occupé est importante chez les ouvriers qualifiés (72%) et les employés (45%). La « norme » concerne près de 85% des cadres, 78% des Professions Intermédiaires-Techniciens, 76% des ouvriers non qualifiés et seulement 27% des employés et 19% des ouvriers qualifiés.

**Rapport diplôme-PCS en Auvergne-Rhône-Alpes (source : Insee, RP 2013, traitement SESE-Direccte)**

Déqualifié

Niveau de diplôme inf. au niveau attendu

"norme"

| | Cadres | Professions intermédiaires / techniciens | Employés | Ouvriers qualifiés | ouvriers non qualifiés |
|---|---|---|---|---|---|
| A : Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges ou | 3% | 7% | 21% | 26% | 41% |
| B : CAP, BEP | 5% | 14% | 29% | 46% | 35% |
| C : Baccalauréat (général, technologique, professionnel) | 9% | 21% | 27% | 19% | 16% |
| D : Diplôme d'études supérieures | 83% | 57% | 23% | 9% | 7% |

* DNB : diplôme national du brevet

**Définitions**

L'exercice mené ici est très partiel, ne serait-ce que parce qu'il se contente de comparer niveaux de diplôme et niveau de PCS. Le niveau de diplôme est sans aucun doute un critère central dans les gilles de classification des conventions collectives mais est loin d'être le seul. Il s'appuie sur la grille de comparaison de l'Insee et du Céreq évoquée dans l'introduction, réajustée sur la base des données effectivement disponibles (cf. ci-dessous). Il repose sur les données du dernier recensement de la population disponible, 2013.

***Situation dite de « norme »***

Il s'agit de la situation selon laquelle le niveau attendu de diplôme correspond au niveau de qualification professionnelle du poste occupé.

***Déqualification***

La mesure de la déqualification retenue correspond à la situation où le niveau de diplôme excède le niveau de qualification professionnelle du poste attendu.

***Niveau de diplôme inférieur au niveau attendu***

Il s'agit ici de la situation inverse à la déqualification, c'est-à-dire lorsque le niveau diplôme pour une PCS donnée est en-deçà du niveau de diplôme attendu (communément admis dans les grilles de qualification). Ce lien mécanique est également sujet à critique et mériterait des nuances (notamment sur la base de l'expérience des salariés concernés).

| | Cadres | Professions intermédiaires/techniciens | Employés | Ouvriers qualifiés | ouvriers non qualifiés |
|---|---|---|---|---|---|
| A : Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges ou DNB | Diplôme inf. au niveau attendu | Diplôme inf. au niveau attendu | Diplôme inf. au niveau attendu | Diplôme inf. au niveau attendu | "Norme" |
| B : CAP, BEP | Diplôme inf. au niveau attendu | Diplôme inf. au niveau attendu | Diplôme inf. au niveau attendu | Diplôme inf. au niveau attendu | "Norme" |
| C : Baccalauréat (général, technologique, professionnel) | Diplôme inf. au niveau attendu | "Norme" | "Norme" | "Norme" | Déqualifié |
| D : Diplôme d'études supérieures | "Norme" | "Norme" | Déqualifié | Déqualifié | Déqualifié |

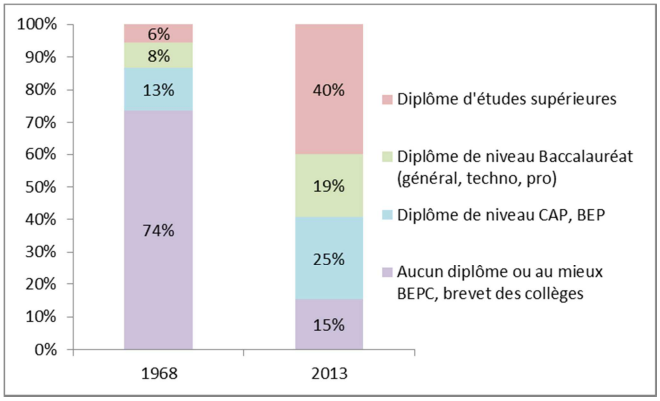
**Population concernée :**

Les salariés âgés de 15 et au-delà, avec 4 tranches d'âge distinguant les plus 15-25 ans (dont la borne haute correspond à la borne haute habituellement retenue par la politique de l'emploi ; les 26-45 ans avec une borne haute retenue par exemple par la Communauté Européenne pour considérer la notion de « seniors » ; les 46-62 ans, dont la borne haute correspond à l'âge légal de départ à la retraite pour les taux plein ; et au-delà, notamment pour les personnes en emploi jusqu'à 65 ans. La population exclue les professions indépendantes et chefs d'entreprise, pour lesquels la notion de déqualification est inadéquate.

**Nomenclatures : limites**

- Les niveaux de diplôme proposés par l'Insee dans les bases disponibles sur son site, ne permettent malheureusement pas de distinguer entre les niveaux III et II/I ;
- La nomenclature des PCS (catégories professionnelles) ne permet pas de distinguer entre employés qualifiés et non qualifiés.

## Elévation forte du niveau de diplôme des 25-54 ans sur longue période




**Poids de la population active des 25-54 ans par niveau de diplôme en 1968 et 2013 (Insee, RP)**

Sur longue période, l'élévation des niveaux de diplôme est spectaculaire. La comparaison entre 1968 et 2013 (graphique) – sur la base des 25-54 ans, seule tranche d'âge mise à disposition de l'Insee pour les deux recensements de la population et sur des niveaux de PCS et de diplôme assez agrégés, en témoigne.

Sur cette tranche d'âge et sur les deux années de référence, le croisement qualification professionnelle et niveau de diplôme donne les poids suivants pour les deux années de comparaison :

| Niveau de PCS | Niveau de diplôme | Poids 1968 | Poids 2013 |
|---|---|---|---|
| Agriculteurs | Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges | 96% | 15% |
| | Diplôme de niveau CAP, BEP | 3% | 38% |
| | Diplôme de niveau Baccalauréat (général, techno, pro) | 1% | 30% |
| | Diplôme d'études supérieures | 0% | 18% |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprise | Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges | 74% | 16% |
| | Diplôme de niveau CAP, BEP | 16% | 36% |
| | Diplôme de niveau Baccalauréat (général, techno, pro) | 8% | 22% |
| | Diplôme d'études supérieures | 2% | 26% |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges | 20% | 3% |
| | Diplôme de niveau CAP, BEP | 9% | 5% |
| | Diplôme de niveau Baccalauréat (général, techno, pro) | 16% | 8% |
| | Diplôme d'études supérieures | 56% | 84% |
| Professions intermédiaires | Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges | 38% | 6% |
| | Diplôme de niveau CAP, BEP | 22% | 15% |
| | Diplôme de niveau Baccalauréat (général, techno, pro) | 28% | 20% |
| | Diplôme d'études supérieures | 12% | 59% |
| Employés | Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges | 75% | 19% |
| | Diplôme de niveau CAP, BEP | 17% | 31% |
| | Diplôme de niveau Baccalauréat (général, techno, pro) | 7% | 26% |
| | Diplôme d'études supérieures | 2% | 24% |
| Ouvriers | Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges | 87% | 30% |
| | Diplôme de niveau CAP, BEP | 11% | 44% |
| | Diplôme de niveau Baccalauréat (général, techno, pro) | 2% | 17% |
| | Diplôme d'études supérieures | 0% | 8% |

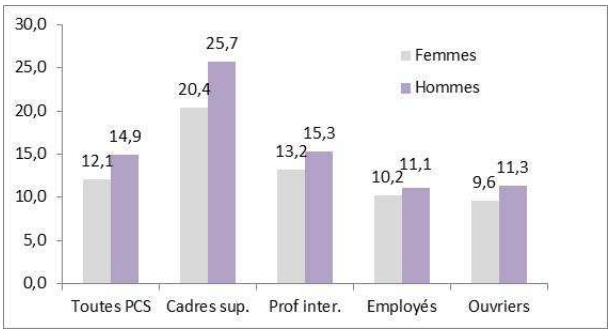
**Poids des actifs selon leurs niveaux de diplôme et de PCS en 1968 et en 2013 (source : Insee, RP)**

Il apparaît une élévation forte des niveaux de diplôme des actifs de 25 à 54 ans quelle que soit la PCS, entre 1968 et 2013.
Sur la base d'un rapprochement niveaux de diplômes / niveaux de PCS, on constate en 2013, une déqualification pour les 8% d'ouvriers titulaires d'un diplôme d'études supérieures et pour les 24% d'employés également titulaires d'un diplôme supérieur au Bac. Outre la limitation de l'observation aux seuls 25-54 ans, le manque de détail dans le niveau de diplôme (notamment les Bac + 2 distincts des niveaux supérieurs aux Bac + 2) et dans le niveau de PCS (notamment entre ouvriers et employés qualifiés ou non qualifiés) ne permet toutefois pas d'aller plus loin.

Inversement, toujours sur la base de cette mesure, 16% des cadres et professions intellectuelles supérieures ont un niveau de diplôme inférieur au niveau attendu en 2013 et 21% des professions intermédiaires : cette observation mériterait d'être nuancée, notamment par une meilleure connaissance de l'expérience/ancienneté des personnes concernées.

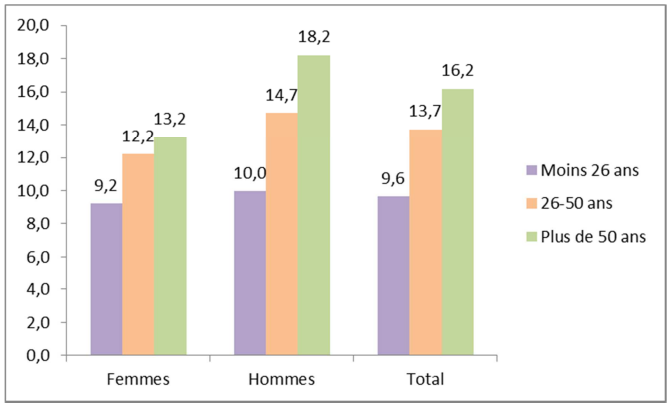
## Salaires : des niveaux en moyenne inférieurs de 19% pour les femmes ; entre 42% de moins pour les jeunes

**Salaire net horaire moyen en euros selon la qualification professionnelle et le sexe (Source, Insee, DADS, 2013)**




L'écart moyen hommes/femmes de 19% perdure en région ; à PCS égale, les femmes perçoivent un niveau de salaire toujours en deçà du niveau des hommes, qui oscille entre 8% pour les employées et 21% pour les cadres supérieures (13% pour les professions intermédiaires et 15% pour les ouvriers).

**Salaire net horaire moyen en euros selon l'âge et le sexe (Source, Insee, DADS, 2013)**

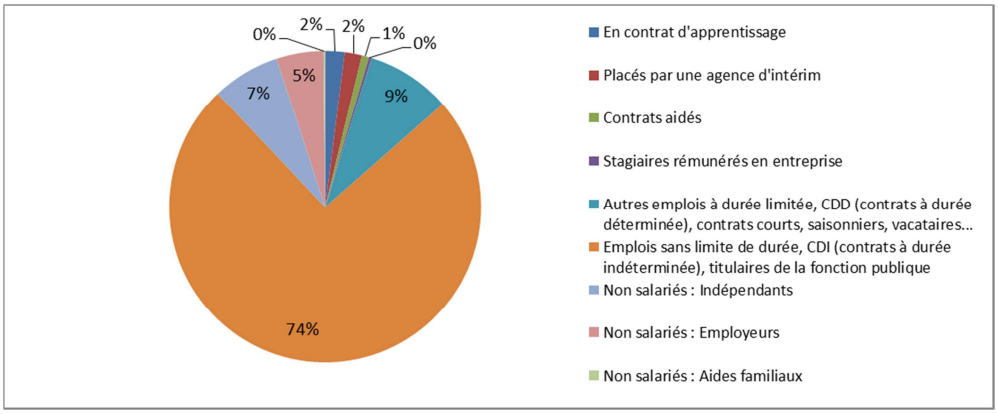



Les écarts de salaires, toutes PCS confondues, sont très marqués également selon la tranche d'âge : les moins de 25 ans perçoivent en moyenne 42% de moins que les 25-50 ans et 68% de moins que les plus de 50 ans. Ce différentiel se creuse entre les jeunes femmes et les hommes : 55% de moins que les hommes de 25 à 50 ans (9.2 euros au lieu de 18.2 euros) et 90% que les hommes de 50 ans ou plus (9.2 euros au lieu de 16.2 euros).

# FORMES D'EMPLOI

## 85% des salariés sont titulaires de CDI ou de la fonction publique mais 23% pour les 15-19 ans et 51% pour les 20-24 ans

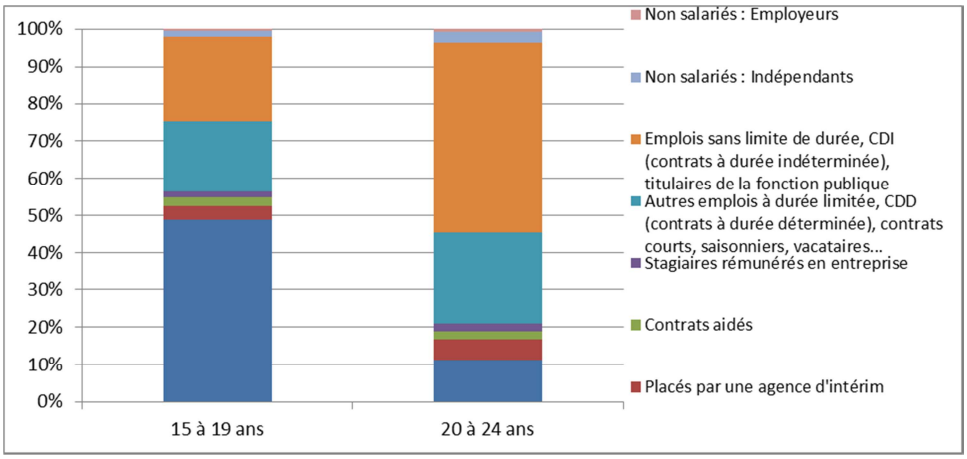
Les salariés en CDI ou titulaires de la fonction publique sont majoritaires dans l'emploi total (74%, 84% parmi les seuls salariés). Cette proportion évolue peu depuis 2007 (-1 point). Les contrats courts (y compris intérim et contrats aidés) pèsent 14% de l'ensemble. L'emploi non salarié des indépendants et des employeurs constitue la troisième forme d'emploi (12%), en hausse d'un point depuis 2007.




**Répartition des emplois selon leur forme (source : Insee, RP 2013)**

Cette structure par forme d'emploi est valable pour les 25-64 ans, avec même une proportion d'emplois pérennes à hauteur de 80% pour les 40-54 ans (92% pour les seuls salariés). En revanche, la situation s'inverse pour les plus jeunes : seuls 23% des 15-19 ans sont en CDI ou titulaires de la fonction publique, 75% étant en contrat d'apprentissage (49%) ou en contrats courts (26%) ; 51% des personnes de 20 à24 ans sont en emploi pérenne, le reste étant en situation précaire (hors les 4% en emploi non salarié). Par ailleurs, au-delà de 65 ans, 47% sont en CDI ou fonctionnaires, 41% sont indépendants ou employeurs, 11% en contrat court et 1% d'aides familiaux.

**Structure des formes d'emploi (salarié et non salarié) pour les 15-19 ans et les 20-14 ans (source : Insee, RP 2013, %)**




La structure des formes d'emploi par sexe et parmi les 25-65 ans fait apparaître une surreprésentation des femmes parmi les emplois pérennes (autour de 80% contre 75%) et une surreprésentation des hommes parmi les indépendants-employeurs (autour de 17% contre 8%).

Parmi les 15-19 ans, les hommes sont surreprésentés dans les contrats d'apprentissage (55% contre 37%), les jeunes femmes étant plus fréquemment en emploi pérennes (27% contre 20%) ou en contrats courts (34% contre 22%).
Parmi les 20-24 ans, l'écart femmes/hommes concerne moins les contrats d'apprentissage que les formes pérennes d'emploi ou les contrats courts : les hommes sont surreprésentés dans les premières (53% contre 48%) et les femmes surreprésentées dans les seconds (40% contre 31%).

## L'intérim : 4% de l'emploi salarié ; des contrats de 2 semaines en moyenne ; fort recours dans le transport-entreposage, la construction, la fabrication de denrées alimentaires

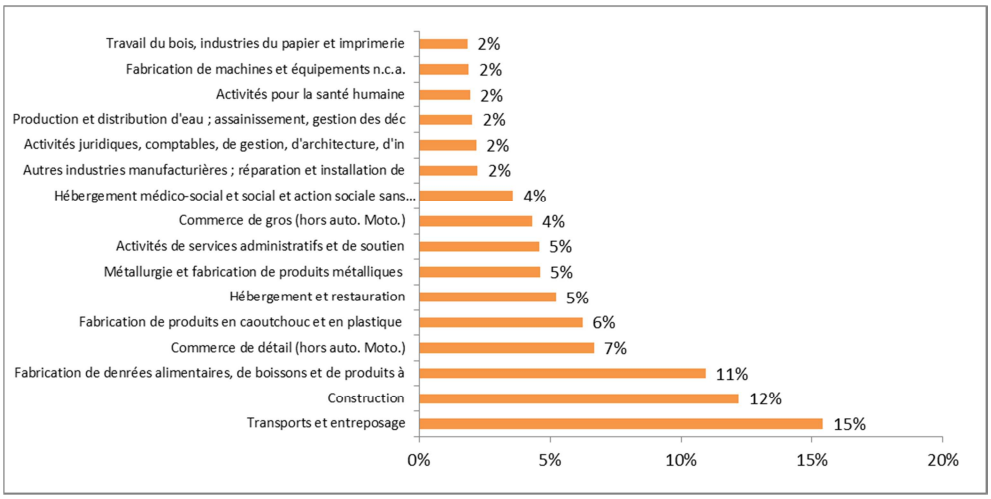
L'intérim constitue à la fois un indicateur conjoncturel de l'activité économique et une forme dite particulière d'emploi, qui déroge à la forme dominante – l'emploi pérenne à temps complet (CDI ou titulaire de la fonction publique).

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'intérim, en équivalent-temps-plein, pèse 2% de l'emploi total et 4% de l'emploi salarié, soit plus de 84 000 (source Insee, enquête emploi) avec une remarquable stabilité depuis au moins 2002.

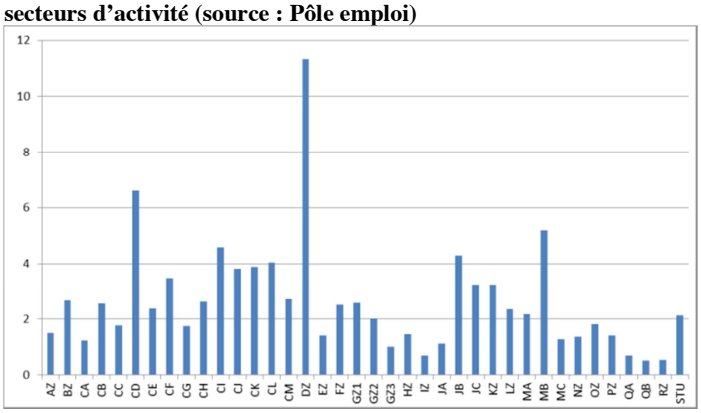
Au 3ème trimestre 2016, une dizaine de sous-secteurs recourent à 75% des 182 000 contrats de missions intérimaires signés en région, avec des taux oscillant de 10-15% (transport-entreposage, construction, fabrication de denrées alimentaires-boissons) à 4% (commerce de gros et hébergement médico-social/action sociale). La durée moyenne des contrats est d'environ 2 semaines, sans grande évolution depuis 2009. Toutefois, les durées moyennes sont variables selon le sous-secteur utilisateur : la durée moyenne de recours pour les plus gros sous-secteurs utilisateurs se situe autour de 2 semaines. (Les proportions les plus fortes concernent la production de gaz, électricité, la coséfaction-le raffinage, la

recherche et développement, les télécommunications mais leur taux de recours est très faible et n'apparaît pas dans le graphique).

**Taux de recours des principaux sous-secteurs utilisateurs des contrats intérim à septembre 2016 (source : Pôle emploi)**




**Durée moyenne des contrats entre 2009 et 2016 selon les sous-secteurs d'activité (source : Pôle emploi)**




| | |
|---|---|
| AZ | Agriculture, sylviculture et pêche |
| BZ | Industries extractives |
| CA | Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac |
| CB | Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure |
| CC | Travail du bois, industries du papier et imprimerie |
| CD | Cokéfaction et raffinage |
| CE | Industrie chimique |
| CF | Industrie pharmaceutique |
| CG | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. |
| CL | Fabrication de matériels de transport |
| CM | Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution |
| FZ | Construction |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles |
| HZ | Transports et entreposage |
| IZ | Hébergement et restauration |
| JA | Edition, audiovisuel et diffusion |
| JB | Télécommunications |
| JC | Activités informatiques et services d'information |
| KZ | Activités financières et d'assurance |
| LZ | Activités immobilières |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques |
| MB | Recherche-développement scientifique |
| MC | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien |
| OZ | Administration publique |
| PZ | Enseignement |
| QA | Activités pour la santé humaine |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives |
| SZ | Autres activités de services |
| UZ | Activités extra-territoriales |

## 30% de femmes et 10% d'hommes à temps partiel mais 70% des femmes en contrats aidés et 45% des hommes en contrat aidés[13]

Précisons enfin que 92% des hommes et 69% des femmes, tous âges confondus, occupent un emploi à temps complet.

[13] Source : Insee, recensement de la population 2013, exploitation complémentaire. Selon la définition retenue par l'Insee « Un contrat aidé est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Ils relèvent du secteur marchand (c'est le cas par exemple du contrat unique d'insertion marchand CUI-CIE) ou du secteur non marchand (par exemple le contrat unique d'insertion non marchand CUI-CAE). Dans le second cas, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques. »

Quelle que soit la forme de contrat, la proportion de femmes à temps complet est toujours plus faible que celle des hommes ; c'est particulièrement le cas pour celles qui occupent des contrats aidés (30% contre 55% pour les hommes) ou même des contrats à durée limitée (54% contre 75%).

Par ailleurs, quelle que soit la forme de contrat, les 15-19 ans occupent moins souvent que leurs ainés des emplois à temps complet, plus encore les jeunes femmes : 48% pour les femmes et 70% pour les hommes. Le constat vaut dans une moindre mesure pour les 20-24 ans (respectivement 83% et 66%). Enfin, les 65 ans et plus sont également nombreux en temps partiel : 45% pour les hommes et 55% pour les femmes.

### 190 000 personnes en sous-emploi *(i.e. dont le temps de travail est inférieur à celui qu'elles souhaiteraient)*

En 2014, dans la population en emploi des 15-65 ans de la région, environ 4% (190 000) des personnes sont en sous-emploi[14], c'est-à-dire souhaitant travailler plus longtemps – vraisemblablement pour percevoir un salaire plus élevé -, en hausse de près d'un point depuis 2003. Cela concerne plutôt les personnes en temps partiel – 3 sur 4 -, parfois des salariés en activité partielle. Le sous-emploi concerne majoritairement des femmes (70%) et plutôt des jeunes, même si le sous-emploi augmenté sensiblement chez les 50 et plus. Ces derniers n'étaient pas concernés en 2003, ils le sont désormais dans des proportions similaires à la moyenne.

Les personnes en sous-emploi travaillent en moyenne 20 heures par semaine (à titre de référence, la moyenne pour tous les actifs à temps complet est de 41 heures hebdomadaires).

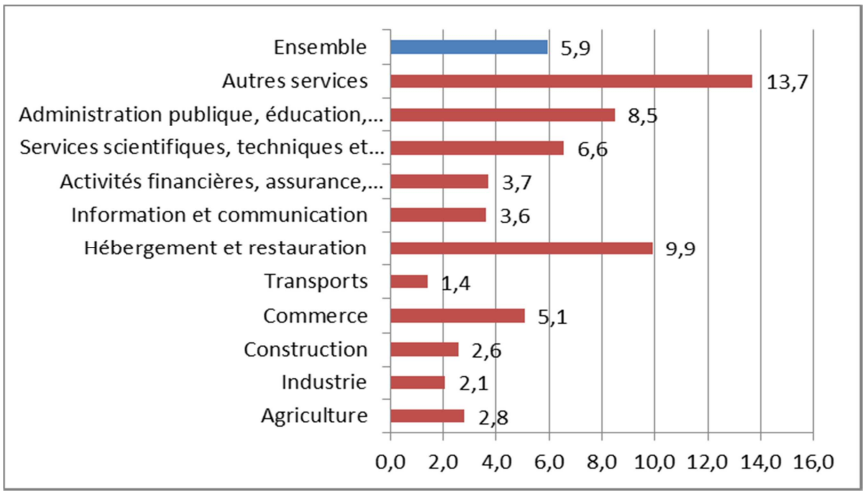
Par ailleurs, les personnes dites non qualifiées sont plus souvent sujettes à être en sous-emploi : les employés non qualifiés, à hauteur de 11% pour les hommes (notamment les serveurs de restaurants et de bars) et de 19% pour les femmes (notamment les animatrices socio-culturelles et de loisir[15], les aides de cuisines, les employées de maison et les personnels de ménage chez les particuliers, les surveillantes et aides-éducateurs des établissements d'enseignement et de formation, les formatrices et animatrices de formation continue). Les ouvriers non qualifiés, comme les employés du nettoyage, sont également concernés (hommes et femmes). A noter que les artisans et commerçants peuvent être concernés par le sous-emploi, notamment dans le bâtiment, la coiffure-manucure-esthétique.

Enfin, les personnes en sous-emploi dans l'hébergement-restauration, les autres services et l'administration publique-éducation-santé-action sociale sont surreprésentées. A lui seul, le sous-secteur sanitaire et social concentre 43% du sous-emploi.

Les actifs en CDD sont plus souvent en situation de sous-emploi : 20% pour l'ensemble (23% pour les femmes). La proportion passe à 2% pour les hommes en CDI.

[14] Source : Enquêtes emploi Insee 2014. Il n'y a pas de résultats à l'échelle des départements.
[15] Les activités socio-culturelles et de loisirs incluent notamment les centres aérés, les clubs, bibliothèques, centres socio-éducatifs, etc.

**Taux de sous-emploi (%) par sous-secteur d'activité en Auvergne-Rhône-Alpes en 2014 (source : Insee, enquête emploi)**




## INTENTIONS D'EMBAUCHE (hors intérim) : 85% de CDD

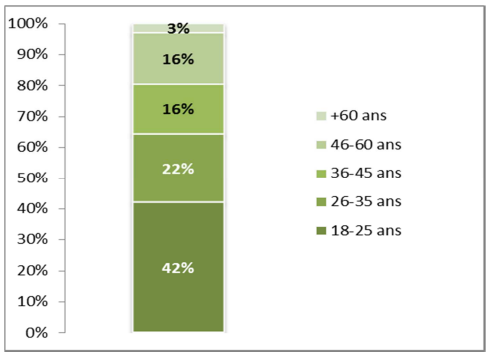
Les intentions d'embauches sont mesurées par les déclarations préalables à l'emploi (DPAE) remises par les employeurs à l'URSSAF.

Les DPAE, *hors intérim*, correspondent dans la très grande majorité des cas à des embauches sur contrats courts – et même très courts (moins de 6 mois) -. Toutefois, pour mémoire, 85% des personnes salariées – non pas des embauches - sont titulaires de CDI ou de la fonction publique.

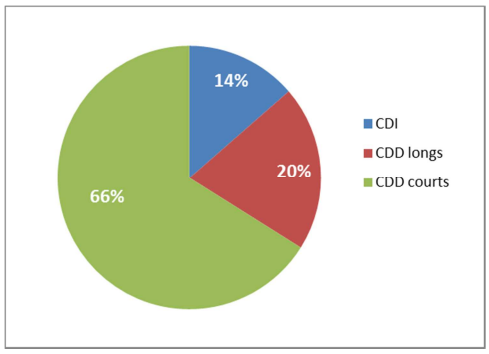
***DPAE : en hausse annuelle, concernant majoritairement les moins de 35 ans et sur contrats courts***

Au troisième trimestre 2016, le nombre d'intentions d'embauche de la région s'élève à environ 632 500 (données brutes, 3T 2016), en hausse de 4% sur un an. Comme en témoigne les graphiques suivants, la proportion la plus élevée de DPAE concerne les 18-25 ans (42%), devant les 26-35 ans (22%) et les 36-45 ans (16%). Ces chiffres confirment la situation précaire des plus jeunes, la grande majorité des DPAE – hors intérim - étant des CDD (85%) et plutôt des contrats courts (66%).

**Age des contractants (DPAE, 3ème trimestre 2016, Urssaf, brut)**

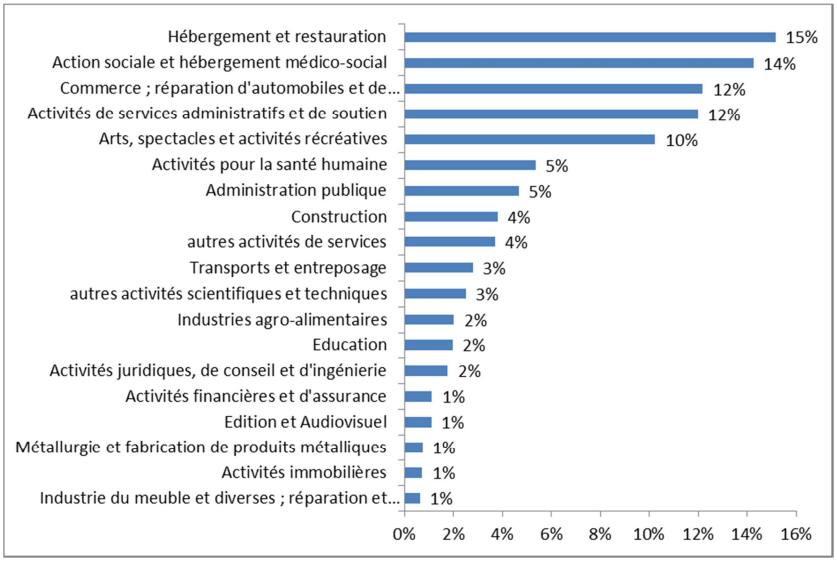



**Formes de contrats (DPAE, 3 T 2016, Urssaf, CVS)**



**Poids des sous-secteurs ayant déposé des DPAE en région (Urssaf, 3T2016, données brutes, en %)**

Dans une nomenclature en 38 sous-secteurs, une petite vingtaine ont déposé à l'URSSAF des déclarations préalables à l'embauche au cours du 3ème trimestre 2016. Les plus importants sont l'hébergement-restauration, l'action sociale et hébergement médico-social, le commerce et réparation automobile, les activités de services administratifs et de soutien ainsi que les arts-spectacles et activités récréatives.

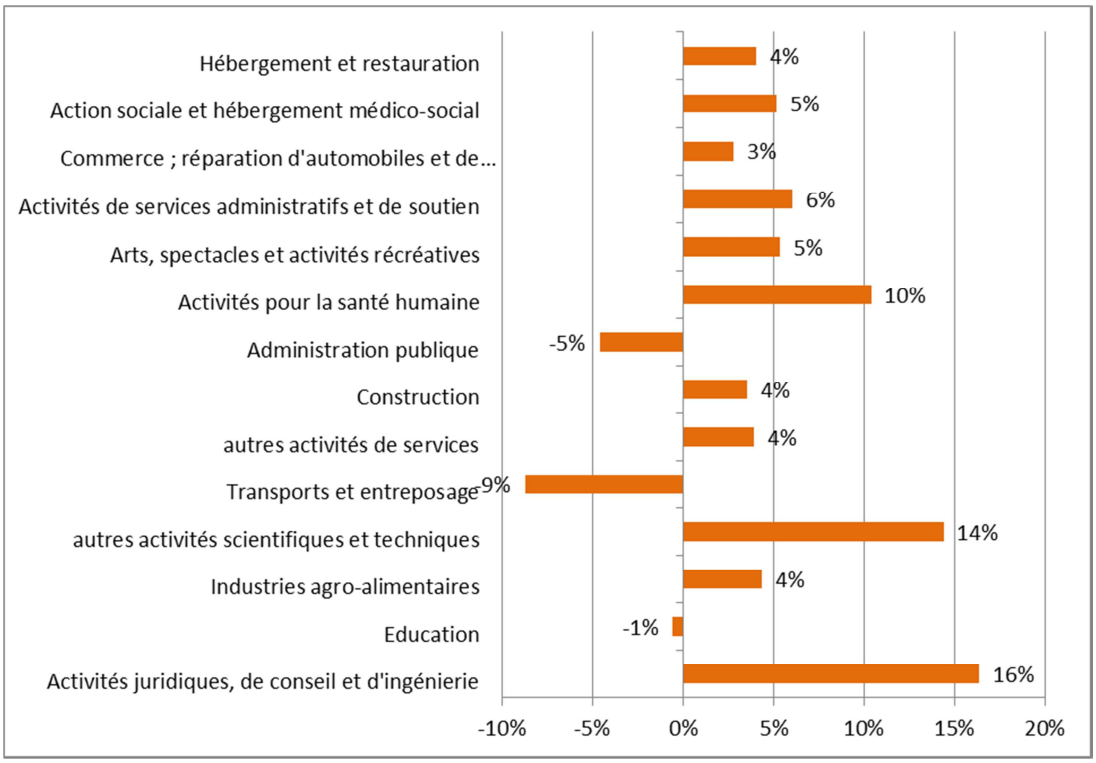



**Evolution annuelle du nombre de DPAE par département (DPAE, Urssaf, 3ème trimestre 2016, données brutes)**

| Dép. | 2015T3 | 2016T3 | Evol an. |
|---|---|---|---|
| 01 | 22 507 | 23 630 | 5% |
| 03 | 24 866 | 28 106 | 13% |
| 07 | 12 272 | 12 731 | 4% |
| 15 | 11 615 | 11 466 | -1% |
| 26 | 54 397 | 56 108 | 3% |
| 38 | 107 027 | 108 813 | 2% |
| 42 | 61 584 | 63 381 | 3% |
| 43 | 11 830 | 12 070 | 2% |
| 63 | 50 771 | 51 769 | 2% |
| 69 | 141 948 | 150 987 | 6% |
| 73 | 43 938 | 44 286 | 1% |
| 74 | 65 264 | 68 751 | 5% |
| **Région** | **608 019** | **632 098** | **4%** |

Les évolutions annuelles sont contrastées selon les départements : la hausse se situe au-delà de la moyenne régionale dans l'Ain, l'Allier, le Rhône et la Haute-Savoie ; l'évolution est en baisse dans le Cantal ; en hausse un peu en-deçà de la moyenne de la région partout ailleurs.

**Evolution annuelle (3ème trimestre 2015/3ème trimestre 2016) des DPAE des principaux sous-secteurs[16] (source : Urssaf, brut)**




Parmi les 14 principaux sous-secteurs (sur les 38 de la nomenclature) ayant déposé des DPAE à l'URSSAF, les évolutions sont positives sur un an pour tous, sauf les administrations publiques (et l'Education) et le transports-entreposage.

## QUATRE MESURES DU CHOMAGE

Quatre mesures statistiques principales peuvent être mobilisées pour appréhender la question du chômage (ou du non emploi) : le taux de chômage au sens du BIT (cf. définition dans l'encadré, page suivante), les chômeurs inscrits à pôle emploi, les chômeurs au sens du recensement de la population et le halo autour du chômage.

La première mesure, basée sur une enquête trimestrielle de l'Insee (enquête emploi), mesure le nombre de chômeurs au sens BIT rapporté à la population active, avec un trimestre de décalage. Cet indicateur à l'échelle régionale ou infra (zone d'emploi au plus bas) permet d'avoir une comparaison avec la population active chaque trimestre. Toutefois, cette mesure ne donne pas de détail en région, encore moins en infra, sur la population concernée, ne serait-ce qu'en termes d'âge ou de sexe même si l'on peut considérer que cet indicateur couvre une population plus large que la demande d'emploi (notamment du côté des jeunes, plutôt moins souvent éligibles au droit à indemnisation que leurs aînés).

La seconde mesure, la demande d'emploi, ne concerne que les chômeurs inscrits à Pôle emploi, excluant donc en particulier une partie des jeunes qui ne peuvent prétendre à l'indemnisation conventionnelle et ce faisant, ne s'inscrivent pas à Pôle emploi. La demande d'emploi permet d'avoir, en revanche, des informations plus détaillées sur les profils d'inscrits, au mois le mois.

La troisième mesure, chômeurs au sens du recensement de la population, repose sur la déclaration des enquêtés au recensement annuel. Elle permet de situer le nombre de chômeurs par rapport aux autres

[16] Les sous-secteurs retenus dans le graphique pèsent 90% des DPAE totales.

populations, sur la base des caractéristiques déterminés dans le questionnaire. Elle permet notamment d'établir un taux de chômage au sens du recensement de la population pour les catégories de chômeurs souhaités (notamment les jeunes) et de permettre des comparaisons selon les tranches d'âge. En revanche, les résultats du recensement sont soumis à une temporalité plus longue que les autres statistiques. Les derniers chiffres relèvent de 2014.

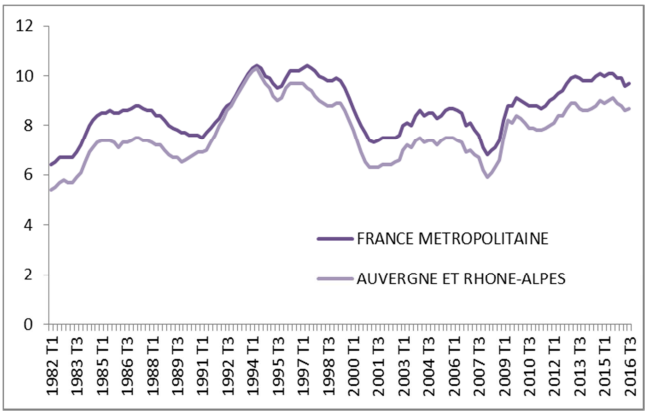
Le halo autour du chômage, enfin, qui constitue une quatrième mesure du non emploi, sera brièvement abordé. Il est établi également à partir de l'enquête emploi et permet d'approcher des personnes qui ne relèvent pas de la définition de chômeur au sens du BIT, ni celles inscrites à pôle emploi ; il s'agit des personnes bien souvent découragées ou sans emploi pour des raisons de santé.

Les quatre mesures sont complémentaires, parfois difficilement comparables.

## Un taux de chômage durablement plus favorable en région par rapport à la moyenne nationale avec des disparités fortes selon les départements

Chômeur au sens du BIT : en application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de 3 mois.

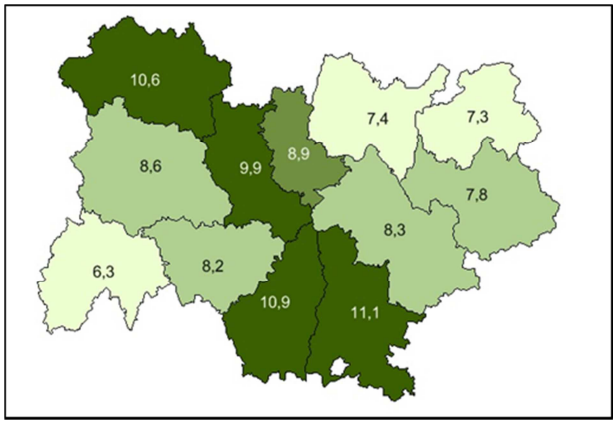



**Evolution du taux de Chômage régional et national depuis le 1er trimestre 1982 (%, Insee, enquête emploi)**

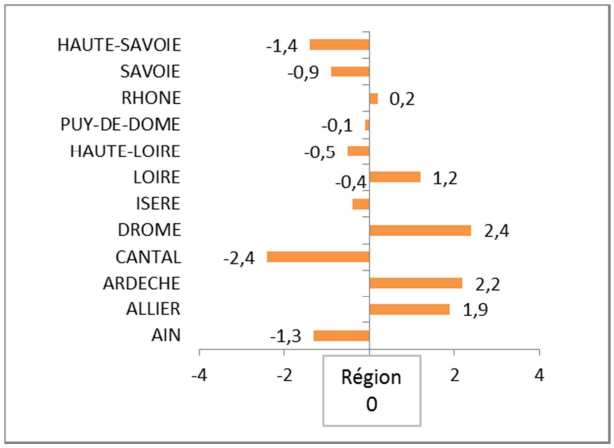
Le taux de chômage s'établit à 8.7% en région (3ème trimestre 2016), un point en deçà de la moyenne nationale. Après 4 trimestres de retrait, il évolue légèrement à la hausse (+0.1 point). Il faut remonter au deuxième trimestre 2014 pour avoir le même niveau de taux. Il reste toutefois 2.6 points au-delà de celui d'avant crise (2T 2008).

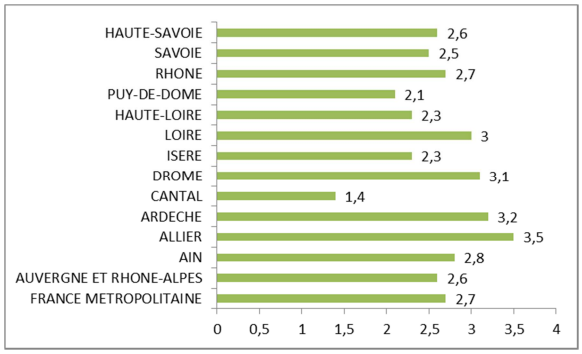
**Taux de chômage départementaux au 3ème trimestre 2016 (%, Insee, enquête emploi)**

A l'échelle départementale, les écarts sont sensibles, oscillant au 3ème trimestre 2016 entre 6.3% (Cantal) et 11.1% (Drôme). Les écarts à la moyenne régionale sont également importants, entre -2.4 points pour le Cantal et +2.4 point pour la Drôme.



**Ecarts entre les taux de chômage départementaux et régional (3 T2016, Insee, en points)**




**Evolution entre les taux de chômage des 2èmes trimestres 2008 et 2016 (Insee, en points)**

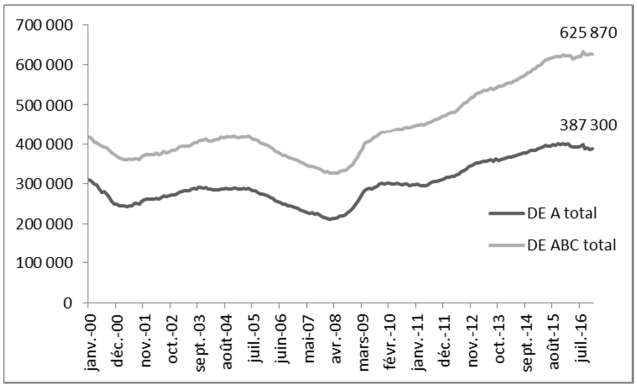
Les écarts de taux entre l'avant crise (2ème trimestre 2008) et le dernier taux connu (3ème trimestre 2016) restent élevés, même si certains départements (Cantal, Puy-de-Dôme) présentent des situations moins défavorables[17].

## Demande d'emploi : amélioration annuelle mais pas pour les catégories B et C et une ancienneté moyenne d'inscription autour de 500 jours

***Région***

**Evolution de la demande d'emploi (A, ABC) entre janvier 2000 et décembre 2016 en Auvergne-Rhône-Alpes**

En décembre 2016, 387 300 personnes étaient inscrites à pôle emploi en catégorie A dans la région. Sur l'année, leur nombre recule de 3.3%. Il s'agit du premier recul annuel depuis 2010.




Source : Pôle emploi-DARES-STMT-CVS

Si l'on compare les chiffres de la demande d'emploi de catégorie A avec ceux de la population active, la structure diffère en raison de la surreprésentation des moins de 25 dans la demande d'emploi (14%) et la sous-représentation des plus de 50 (24%) : 63% pour les 25-49 ans, 26% pour les 50 ans et plus, 10% pour les moins de 25 ans.

[17] L'examen approfondi du numérateur (chômeurs au sens du BIT) et du dénominateur (population active) permettrait de s'assurer que l'évolution plus favorable tient bien à un retrait du nombre de chômeurs, pas de la population active. Nous ne disposons pas du détail du calcul.

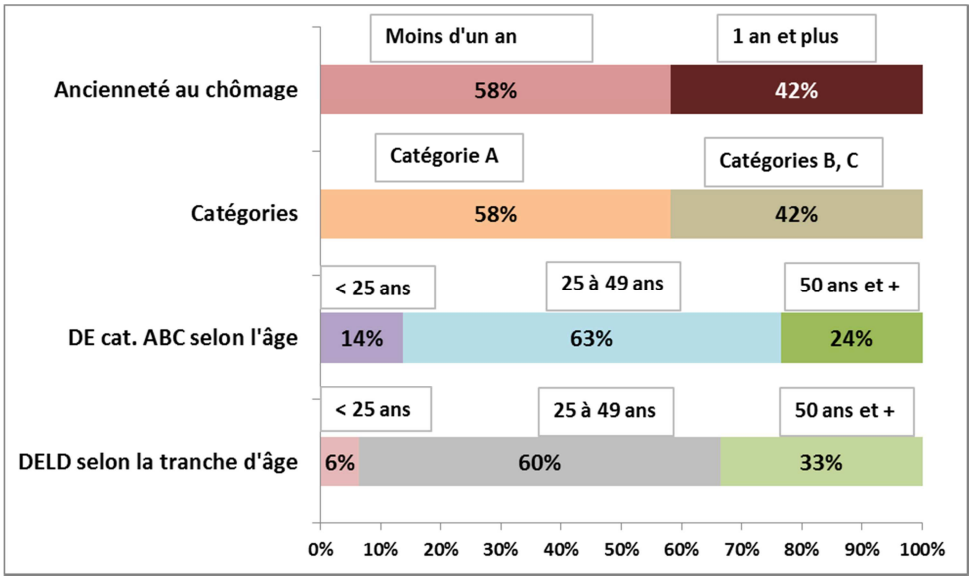
Avec les personnes en activité réduite, le nombre de personnes en recherche d'emploi de catégorie ABC s'élève à 625 870 dans la région : leur nombre (près de 240 000) s'accroit sur l'année (+6.2%) et n'a pas reculé depuis mi-2008. Les personnes cumulant emploi et chômage constituent désormais près de 40% des catégories ABC, en hausse annuelle de 6.2% ; pour mémoire, cette proportion était de 25% en janvier 2000. La hausse annuelle du nombre d'activités réduites perdure depuis 2008-2009. Les activités réduites sont à rapprocher des situations de sous-emploi évoquées précédemment.

Les activités réduites concernent à 65% les 25-49 ans (contre 61% pour la seule catégorie A), 20% les 50 ans et plus (contre 25% pour les catégories A), 15% les moins de 25 ans (proche des 14% pour les catégories A).

Environ 40% des demandeurs d'emploi (ABC) sont inscrits à pôle emploi depuis au moins un an. Cette proportion varie peu depuis mi-2013. Il faut remonter à 2008 pour qu'elle s'établisse à 30%, seuil certes le plus faible depuis 15 ans mais restant de haut niveau.

La durée moyenne d'ancienneté d'inscription à Pôle emploi est de 495 jours en septembre 2016.

**Structure par durée d'ancienneté au chômage, catégories d'inscription, âge (ABC) - (Source : Pôle emploi-DARES-STMT-CVS) et ancienneté selon l'âge, décembre 2016 (données brutes)**




## Départements

**Quelques données clés** (DE, décembre 2016 sauf l'ancienneté à septembre 2016)

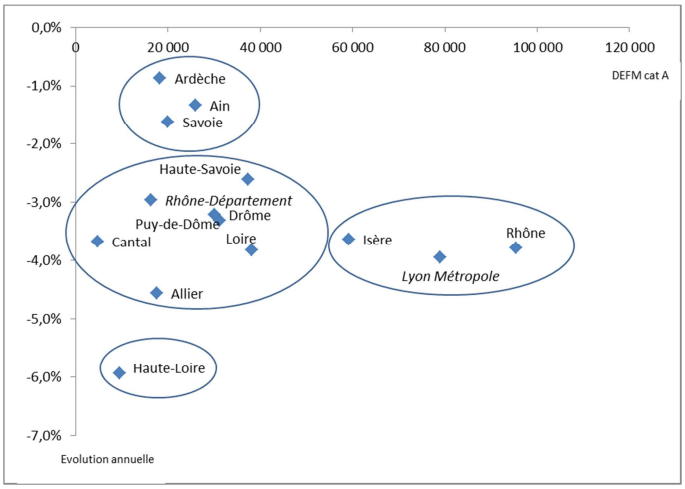
| Départements | DE A total | DE A -25 ans | DE A +50 ans | DE ABC total | DE BC | DE ABC -25 ans | DE ABC +50 ans | DE ABC LD | Evolution annuelle A (%) | Evolution annuelle ABC (%) | Evolution annuelle BC (%) | Ancienneté moyenne (nb jours)* | Ancienneté-Ecart à la moyenne régionale (nb jours) | Part des DELD (ABC) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AIN | 25 910 | 3 680 | 6 560 | 43 230 | 17 320 | 6 380 | 10 140 | 17 150 | -1,3% | 1,2% | 5,4% | 440 | -55 | 40% |
| ALLIER | 17 580 | 2 470 | 5 340 | 28 230 | 10 650 | 4 030 | 7 930 | 14 010 | -4,6% | -1,4% | 4,3% | 647 | 152 | 50% |
| ARDECHE | 18 250 | 2 470 | 5 370 | 29 300 | 11 050 | 4 040 | 7 790 | 13 420 | -0,9% | 1,9% | 7,0% | 555 | 60 | 46% |
| CANTAL | 4 720 | 660 | 1 560 | 8 370 | 3 650 | 1 180 | 2 490 | 3 510 | -3,7% | -0,9% | 2,8% | 490 | -5 | 42% |
| DROME | 30 150 | 4 180 | 8 220 | 48 970 | 18 820 | 6 830 | 12 230 | 21 780 | -3,2% | 0,1% | 6,0% | 527 | 32 | 44% |
| ISERE | 59 150 | 8 770 | 14 150 | 96 080 | 36 930 | 14 020 | 21 780 | 38 560 | -3,6% | 0,2% | 7,0% | 461 | -34 | 40% |
| LOIRE | 38 200 | 5 930 | 10 320 | 63 280 | 25 080 | 9 790 | 15 580 | 28 420 | -3,8% | 0,5% | 8,0% | 551 | 56 | 45% |
| HAUTE-LOIRE | 9 500 | 1 350 | 3 060 | 16 660 | 7 160 | 2 520 | 4 680 | 7 730 | -5,9% | -2,6% | 2,1% | 545 | 50 | 46% |
| PUY-DE-DOME | 31 230 | 4 580 | 7 950 | 51 540 | 20 310 | 7 290 | 12 080 | 23 850 | -3,3% | -0,9% | 3,0% | 573 | 78 | 46% |
| RHONE | 95 350 | 12 350 | 21 240 | 150 280 | 54 930 | 18 920 | 31 430 | 62 370 | -3,8% | -0,1% | 6,9% | 490 | -5 | 42% |
| LYON METROPOLE | 78 980 | 9 950 | 16 870 | 122 450 | 43 470 | 14 830 | 24 610 | 50 510 | -4,0% | -0,3% | 7,1% | 490 | -5 | 41% |
| NOUVEAU RHONE | 16 370 | 2 400 | 4 370 | 27 830 | 11 460 | 4 090 | 6 820 | 11 860 | -3,0% | 0,5% | 6,0% | 489 | -6 | 43% |
| SAVOIE | 19 970 | 2 860 | 4 940 | 32 420 | 12 450 | 4 380 | 7 610 | 10 840 | -1,6% | 1,2% | 6,2% | 377 | -118 | 33% |
| HAUTE-SAVOIE | 37 290 | 4 300 | 9 310 | 57 510 | 20 220 | 6 630 | 13 520 | 20 050 | -2,6% | 0,8% | 7,6% | 395 | -100 | 35% |
| AUVERGNE-RHONE-ALPES | 387 300 | 53 600 | 98 020 | 625 870 | 238 570 | 86 010 | 147 260 | 261 690 | -4,6% | -1,4% | 4,3% | 495 | | 42% |

Source : -Pôle emploi-DARES, STMT, cvs
* A fin septembre 2016

La situation pour les demandeurs d'emploi de catégorie A évolue favorablement sur l'année 2016 quel que soit le département. Lorsque la focale porte sur les catégories ABC, les évolutions ne sont favorables que pour le Cantal, l'Allier, le Puy-de-Dôme, le Rhône et la Haute-Loire.

***Nombre de personnes en catégorie A et évolution annuelle***

En croisant le nombre d'inscrits en catégorie A et leur niveau d'évolution, on peut regrouper les départements en 4 familles :



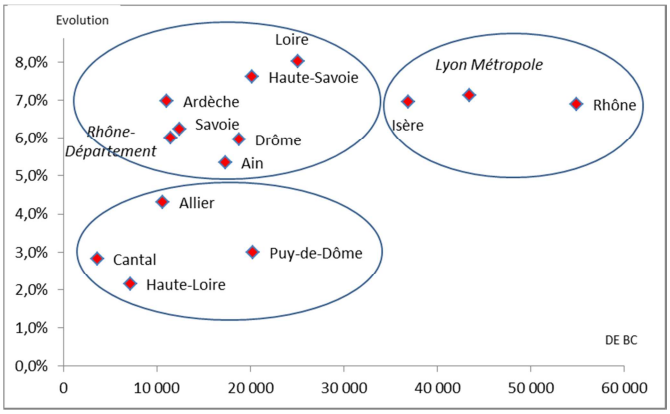

L'Ardèche, l'Ain et la Savoie présentent des volumes d'inscrits proches de 20 000 et des évolutions annuelles parmi les plus faibles ;

Le Rhône (essentiellement la Métropole de Lyon) et l'Isère constituent les territoires avec des volumes d'inscrits les plus conséquents (entre 60 000 et 95 000) et une baisse annuelle un peu au-delà de 3.5% ;

La demande d'emploi de catégorie A dans la Haute-Loire est en retrait annuel sensible (près de -6%), la plus forte de tous les départements, et un volume d'inscrits est parmi les plus faibles de la région (moins de 10 000) ;

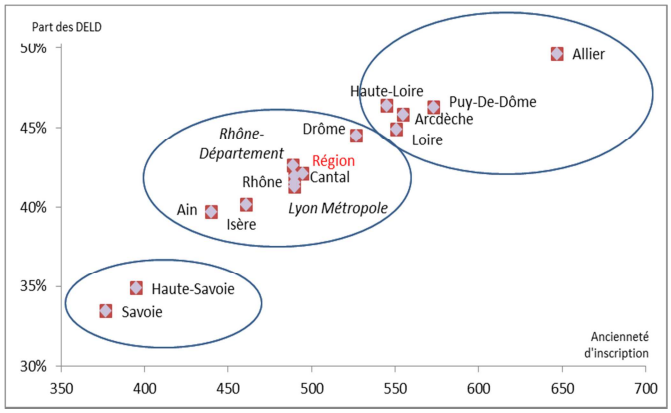
Les autres départements présentent un recul entre 3 et 4% pour des volumes d'inscrits oscillant entre 17 000 et 40 000.

**Evolution de la DE BC sur un an et volume d'inscrits en catégorie BC**



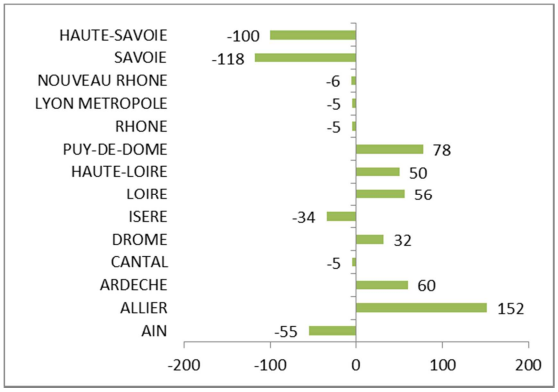
La situation est un peu différente si l'on s'intéresse aux catégories BC. Tous les départements présentent des évolutions annuelles à la hausse, assez sensibles car comprises entre +5 et +10%, sans rapport apparent avec le volume d'inscrits.

### Durée moyenne d'inscription à Pôle emploi et part du CLD en catégories ABC




- ceux pour lesquels les deux indicateurs sont parmi les plus faibles – les deux Savoie - ;
- ceux plus ou moins proches de la moyenne régionale – le Rhône (Métropole et Nouveau-Rhône), le Cantal, l'Isère, la Drôme et l'Ain - ;
- ceux pour lesquels la situation est la plus dégradée pour les 2 indicateurs – les Loire, l'Ardèche, le Puy-de-Dôme et l'Allier, pour laquelle les deux indicateurs sont les plus élevés.

**Ecart de durées moyennes d'inscription entre la région et les départements (nombre de jours)**




La durée moyenne d'inscription à Pôle emploi avoisine les 500 jours dans la région. Les situations diffèrent assez sensiblement selon les départements avec des écarts en moins de près de 120 jours pour la Savoie – en lien probable avec la forte saisonnalité des emplois dans ce département - et 150 jours en plus pour l'Allier.

## Recensement de la population : 11% de jeunes chômeurs dans la population et 10% pour les plus de 25 ans ; l'absence de diplôme reste déterminant, quel que soit l'âge

Le taux de chômage au sens du BIT rapporte la population active au chômage à la population active : pour les moins de 25 ans, le taux de chômage est donc égal au nombre de jeunes chômeurs rapportés au nombre de jeunes actifs ; pour les plus de 25 ans, il rapporte les chômeurs de plus de 25 ans aux actifs de plus de 25 ans. Or, le nombre de jeunes actifs étant faible[18] (la plupart des jeunes sont en études donc inactifs au sens de l'Insee), le taux de chômage des jeunes est forcément élevé. Pour cette raison, la

[18] En 2013, la part des jeunes actifs parmi la population de la même tranche d'âge se situe autour de 45% en région, 80% au-delà de 25 ans et même à 90% pour les seuls 25-54 ans.

comparaison du taux de chômage des moins de 25 ans (environ 25%) avec le taux de chômage des plus de 25 ans (10%) n'apparaît pas pertinente.

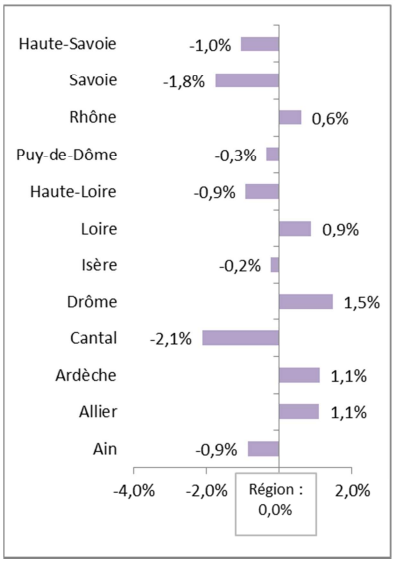
Pour permettre une comparaison par âge des taux de chômage, il paraît plus pertinent de rapporter le nombre de chômeurs de la tranche d'âge à la population totale de la tranche d'âge, sur la base du recensement de la population. On se situe alors autour de 11% pour les jeunes et de 10% au-delà de 25 ans, en 2013. Les taux sont proches.

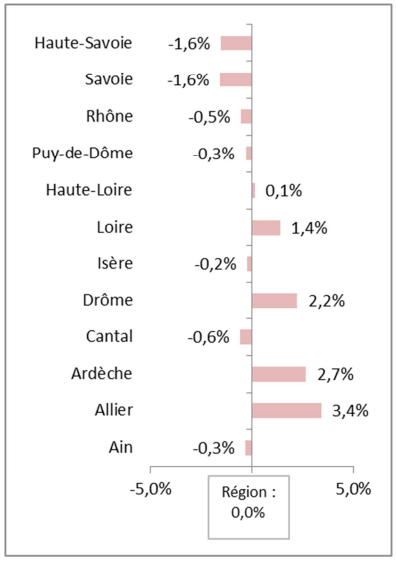
La situation, sur la base de cet indicateur, est peu différente entre les hommes – quel que soit l'âge – (8.4%) et les femmes (8.7%) ; elle est plus favorable pour les jeunes femmes (10.4%) que pour les jeunes hommes (11.4%).

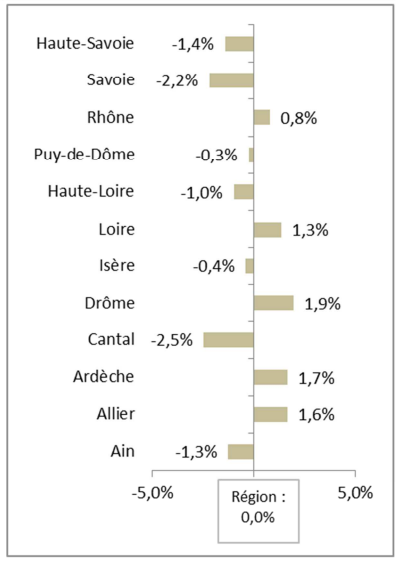
**Part des chômeurs dans la population selon la tranche d'âge par département (Source : Insee, RP 2013)**

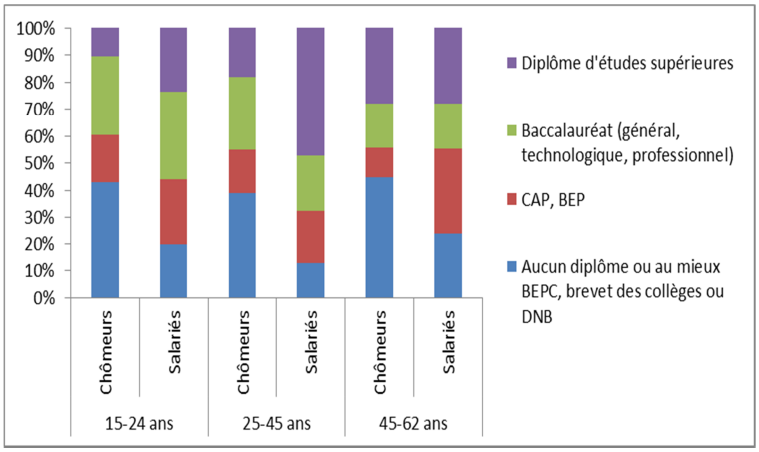
| | Part de chômeurs dans la population | | |
|---|---|---|---|
| **RP 2013** | **Total** | **< 25 ans** | **>25 ans** |
| Ain | 7,7% | 10,6% | 8,6% |
| Allier | 9,7% | 14,3% | 11,5% |
| Ardèche | 9,7% | 13,6% | 11,5% |
| Cantal | 6,5% | 10,3% | 7,4% |
| Drôme | 10,1% | 13,1% | 11,8% |
| Isère | 8,4% | 10,7% | 9,5% |
| Loire | 9,5% | 12,3% | 11,2% |
| Haute-Loire | 7,7% | 11,0% | 8,9% |
| Puy-de-Dôme | 8,2% | 10,6% | 9,6% |
| Rhône | 9,2% | 10,4% | 10,6% |
| Savoie | 6,8% | 9,3% | 7,7% |
| Haute-Savoie | 7,5% | 9,3% | 8,5% |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **8,6%** | **10,9%** | **9,9%** |

S'agissant des départements, les taux de chômage calculés selon cette méthode, amènent aux mêmes conclusions : le taux des moins de 25 ans est certes supérieur à celui des plus de 25 ans, mais l'écart entre les deux tranches d'âge oscille de 1 à 3 points. Toutefois, les écarts sont importants entre départements et par rapport à la moyenne régionale. Les proportions varient de 9.3% (les Savoie) à 14.3% (Allier) pour les moins de 25 ans et de 7.7% (Savoie) à 11.8 (la Drôme) ou 11.5% (Allier, Ardèche). (cf. graphiques ci-après).






**Répartition des chômeurs et salariés[19] selon le niveau de diplôme et l'âge (Source : Insee, RP, 2013 – graphique et tableau)**

Enfin, le diplôme reste un élément déterminant au regard de l'emploi et du chômage jusqu'à 62 ans (âge légal de la retraite). Plus précisément, l'absence de diplôme constitue un facteur central d'explication des situations de chômage.

NB : les volumes de chômeurs au-delà de 62 ans sont faibles ; ils ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation solide.

Ainsi, la proportion de personnes âgées de 15 à 62 ans au chômage sans diplôme ou titulaires d'un BEPC ou d'un brevet des collèges se situe à 42%, quel que soit l'âge ; la proportion est de 17% pour ceux en emploi salarié. Les plus diplômés (diplôme d'études supérieures) représentent 10% des jeunes au chômage, 18% des 25-45 ans et 28% des 46 ans et plus.

| | 15-24 ans | | 25-45 ans | | 45-62 ans | | Ensemble | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Chômeurs | Salariés | Chômeurs | Salariés | Chômeurs | Salariés | Salariés | Chômeurs |
| **Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges ou DNB** | 43% | 20% | 39% | 13% | 45% | 24% | 17% | 42% |
| **CAP, BEP** | 17% | 24% | 16% | 20% | 11% | 32% | 24% | 16% |
| **Baccalauréat (général, technologique, professionnel)** | 29% | 32% | 27% | 20% | 16% | 17% | 20% | 26% |
| **Diplôme d'études supérieures** | 10% | 24% | 18% | 47% | 28% | 28% | 38% | 17% |
| **Ensemble** | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

## Halo autour du chômage : 141 000 personnes en région

Le halo autour du chômage désigne les inactifs au sens de l'Insee, qui souhaitent occuper un emploi, sans toutefois satisfaire tous les critères du BIT pour être chômeurs.

Environ 3% des 16-65 ans - 141 000 personnes - constituent le halo du chômage dans la région, stable par rapport à 2003. Le halo concerne majoritairement les femmes (près de 60%). Elles sont plutôt diplômées (plus de 40% ont au moins le niveau IV).

Parmi les personnes concernées par le halo autour du chômage, plus de 40% sont disponibles pour un emploi mais n'ont pas fait de recherche active le mois précédent l'enquête, échappant à la définition du chômage au sens du BIT ; 28% ont fait une recherche mais ne sont pas disponibles dans les 2 semaines pour occuper un emploi ; les autres ne sont ni disponibles, ni ne recherchent un emploi mais souhaitent en occuper un.

[19] Pour permettre des comparaisons entre les deux populations, nous n'avons retenus que les salariés (pas l'emploi total).

# ANNEXES

**ANNEXE 1- POIDS (2015) ET EVOLUTION (2008/2015) DES ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITE (38 POSTES) PAR DEPARTEMENT (Source : ACCOSS)**

**ANNEXE 2 – NOMBRE ET POIDS DES ETABLISSEMENTS PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS)**

**ANNEXE 3 – EVOLUTION DU NOMBRE D'ETABLISSEMENTS EN AUVERGNE-RHONE-ALPES ENTRE 2008 ET 2015 (Source : ACCOSS, NAF 38, en %)**

**ANNEXE 4 - EMPLOI SALARIE PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS)**

**ANNEXE 5 : EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE EN AUVERGNE-RHONE-ALPES PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE (Source / ACOSS, 2008-2015, en %)**

**ANNEXE 6 - EMPLOIS SALARIES MARCHANDS PAR DEPARTEMENT EN 2008 ET 2016**

**ANNEXE 7 : DECLARATION PREALABLE A L'EMBAUCHE (source : Urssaf)**

## ANNEXE 1- POIDS (2015) ET EVOLUTION (2008/2015) DES ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITE (38 POSTES) PAR DEPARTEMENT (Source : ACCOSS)

| | ETABLISSEMENTS (NAF 38) | AIN | | ALLIER | | ARDECHE | | CANTAL | | DROME | | ISERE | | LOIRE | | HAUTE-LOIRE | | PUY DE DOME | | RHONE | | Métropole de Lyon | | Nouveau Rhône | | SAVOIE | | HAUTE-SAVOIE | | AUVERGNE-RHONE-ALPES | | France métro. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** | Poids* | Evol.** |
| AZ | Agriculture, sylviculture et pêche | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| BZ | Industries extractives | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CA | Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac | | | | | | | | | | | | | | | • | ↘↘ | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CB | Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CC | Travail du bois, industries du papier et imprimerie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CD | Cokéfaction et raffinage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CE | Industrie chimique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CF | Industrie pharmaceutique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CG | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CL | Fabrication de matériels de transport | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CM | Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FZ | Construction | • | ↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ | • | ↗ | • | ↘↘ | • | ↗ | • | ↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘ |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | • | ↗↗ | • | ↘↘ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗↗ | • | ↘ | • | ↗ | • | ↘ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗ |
| HZ | Transports et entreposage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | • | ↘ | | | | | | | | |
| IZ | Hébergement et restauration | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ |
| JA | Edition, audiovisuel et diffusion | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| JB | Télécommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| JC | Activités informatiques et services d'information | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KZ | Activités financières et d'assurance | • | ↗↗↗ | | | | | | | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | | | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | | | | | | | | | | | | |
| LZ | Activités immobilières | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques | • | ↗↗↗ | | | | | | | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗ | | | • | ↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗ | • | ↗↗↗ | • | ↗↗↗ |
| MB | Recherche-développement scientifique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MC | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien | • | ↘ | • | ↘↘↘ | | | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ | • | ↘↘↘ | | | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↗ | • | ↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘↘ | • | ↘↘ |
| OZ | Administration publique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PZ | Enseignement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| QA | Activités pour la santé humaine | | | • | ↘ | • | ↗ | | | | | | | | | • | ↘ | | | | | | | | | | | | | | | | |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives | | | | | • | ↗↗↗ | | | | | | | | | • | ↗ | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SZ | Autres activités de services | • | ↘ | • | ↘↘ | • | ↗ | • | ↘ | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↘ | • | ↗ | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗ | • | ↗↗ | • | ↗ | • | ↗ |
| UZ | Activités extra-territoriales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Evolution tous secteurs confondus | | 2,0% | | -6,5% | | 1,9% | | -4,0% | | 1,6% | | 3,0% | | -4,3% | | -1,3% | | -1,9% | | 5,3% | | 5,2% | | 5,5% | | 1,9% | | 1,7% | | 1,5% | | 1,0% |

* Poids du nombre d'établissements du secteur dans le total en 2015 (source : ACCOSS)

** Evolution du nombre d'établissements du secteur entre 2008 et 2015 (source : ACCOSS)

**Légende**

**Evolution de l'emploi salarié 2008/2015**

- ↘ < -5%
- ↘↘ > -5% et < -10%
- ↘↘↘ > -10%
- ↗ < +5%
- ↗↗ % et < +10%
- ↗↗↗ > +10%

**Poids de l'emploi salarié du secteur dans le total en 2015**

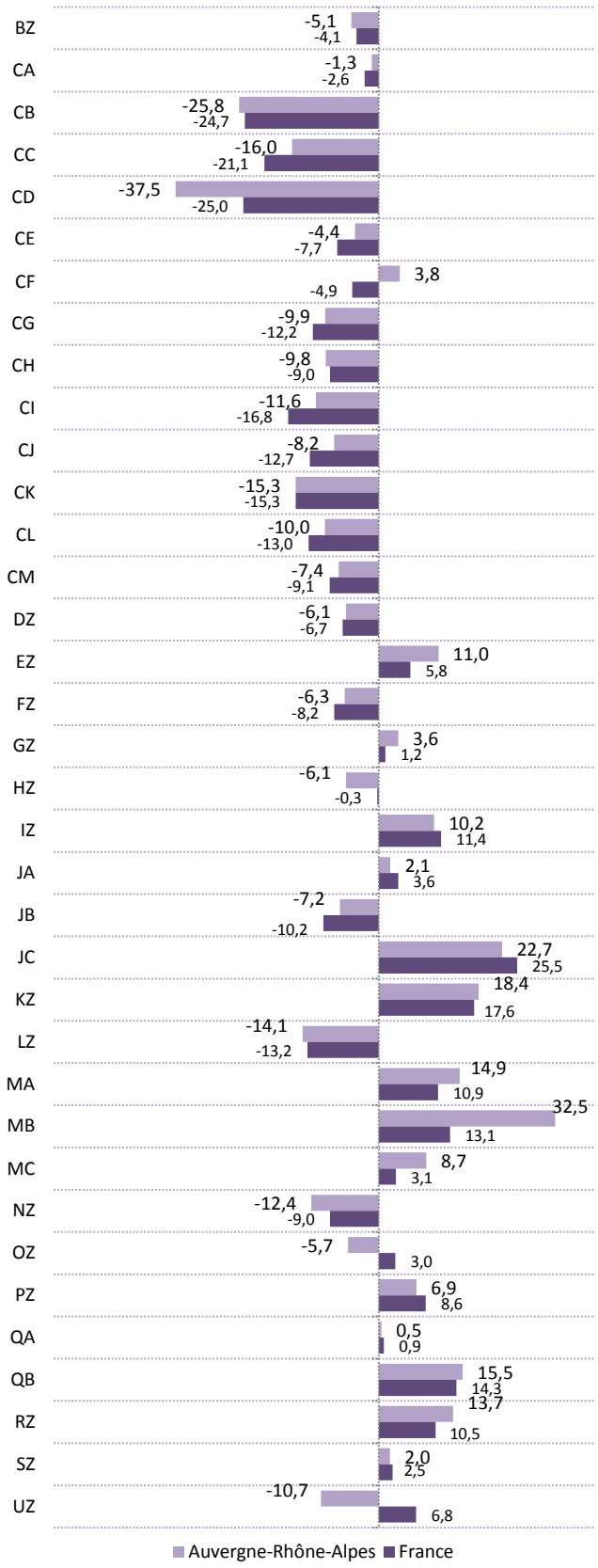
- • < -5%
- • 5% à moins de 10%
- • 10% à 15%
- • > 15%
- Secteur non inclus dans les 65% de secteurs les plus présents
- Secteur non présent dans le département

## ANNEXE 2 – NOMBRE ET POIDS DES ETABLISSEMENTS PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS)

| Code NAF 38 | Libellés NAF38 | Auvergne-Rhône-Alpes | | France | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Nbre Ets | Poids (%) | Nbre Ets | Poids (%) |
| BZ | Industries extractives | 337 | 0,1 | 2 296 | 0,1 |
| CA | Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac | 5 901 | 2,6 | 44 462 | 2,5 |
| CB | Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure | 901 | 0,4 | 5 532 | 0,3 |
| CC | Travail du bois, industries du papier et imprimerie | 1 690 | 0,7 | 11 025 | 0,6 |
| CD | Cokéfaction et raffinage | 5 | 0,0 | 75 | 0,0 |
| CE | Industrie chimique | 368 | 0,2 | 2 603 | 0,1 |
| CF | Industrie pharmaceutique | 108 | 0,0 | 584 | 0,0 |
| CG | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques | 1 713 | 0,7 | 9 880 | 0,5 |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements | 3 725 | 1,6 | 16 867 | 0,9 |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | 395 | 0,2 | 2 470 | 0,1 |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques | 457 | 0,2 | 2 152 | 0,1 |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. | 972 | 0,4 | 5 039 | 0,3 |
| CL | Fabrication de matériels de transport | 380 | 0,2 | 2 515 | 0,1 |
| CM | Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements | 3 666 | 1,6 | 23 971 | 1,3 |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | 647 | 0,3 | 4 184 | 0,2 |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | 1 211 | 0,5 | 9 745 | 0,5 |
| FZ | Construction | 27 717 | 12,0 | 207 693 | 11,5 |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | 50 866 | 22,0 | 401 433 | 22,1 |
| HZ | Transports et entreposage | 7 513 | 3,2 | 60 255 | 3,3 |
| IZ | Hébergement et restauration | 22 442 | 9,7 | 172 150 | 9,5 |
| JA | Edition, audiovisuel et diffusion | 1 657 | 0,7 | 18 872 | 1,0 |
| JB | Télécommunications | 375 | 0,2 | 3 722 | 0,2 |
| JC | Activités informatiques et services d'information | 2 679 | 1,2 | 23 752 | 1,3 |
| KZ | Activités financières et d'assurance | 11 472 | 5,0 | 87 160 | 4,8 |
| LZ | Activités immobilières | 5 253 | 2,3 | 48 031 | 2,6 |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses | 15 150 | 6,5 | 119 268 | 6,6 |
| MB | Recherche-développement scientifique | 469 | 0,2 | 3 098 | 0,2 |
| MC | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques | 2 985 | 1,3 | 24 903 | 1,4 |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien | 17 096 | 7,4 | 147 948 | 8,2 |
| OZ | Administration publique | 199 | 0,1 | 2 032 | 0,1 |
| PZ | Enseignement | 4 447 | 1,9 | 36 084 | 2,0 |
| QA | Activités pour la santé humaine | 9 004 | 3,9 | 77 446 | 4,3 |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement | 5 432 | 2,3 | 39 930 | 2,2 |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives | 9 106 | 3,9 | 67 455 | 3,7 |
| SZ | Autres activités de services | 14 987 | 6,5 | 125 031 | 6,9 |
| UZ | Activités extra-territoriales | 25 | 0,0 | 468 | 0,0 |
| | **TOTAL** | 231 350 | 100 | **1 810 131** | **100** |

## ANNEXE 3 – EVOLUTION DU NOMBRE D'ETABLISSEMENTS EN AUVERGNE-RHONE-ALPES ENTRE 2008 ET 2015 (Source : ACCOSS, NAF 38, en %)

| | |
|---|---|
| BZ | Industries extractives |
| CA | Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac |
| CB | Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure |
| CC | Travail du bois, industries du papier et imprimerie |
| CD | Cokéfaction et raffinage |
| CE | Industrie chimique |
| CF | Industrie pharmaceutique |
| CG | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. |
| CL | Fabrication de matériels de transport |
| CM | Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution |
| FZ | Construction |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles |
| HZ | Transports et entreposage |
| IZ | Hébergement et restauration |
| JA | Edition, audiovisuel et diffusion |
| JB | Télécommunications |
| JC | Activités informatiques et services d'information |
| KZ | Activités financières et d'assurance |
| LZ | Activités immobilières |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques |
| MB | Recherche-développement scientifique |
| MC | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien |
| OZ | Administration publique |
| PZ | Enseignement |
| QA | Activités pour la santé humaine |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives |
| SZ | Autres activités de services |
| UZ | Activités extra-territoriales |

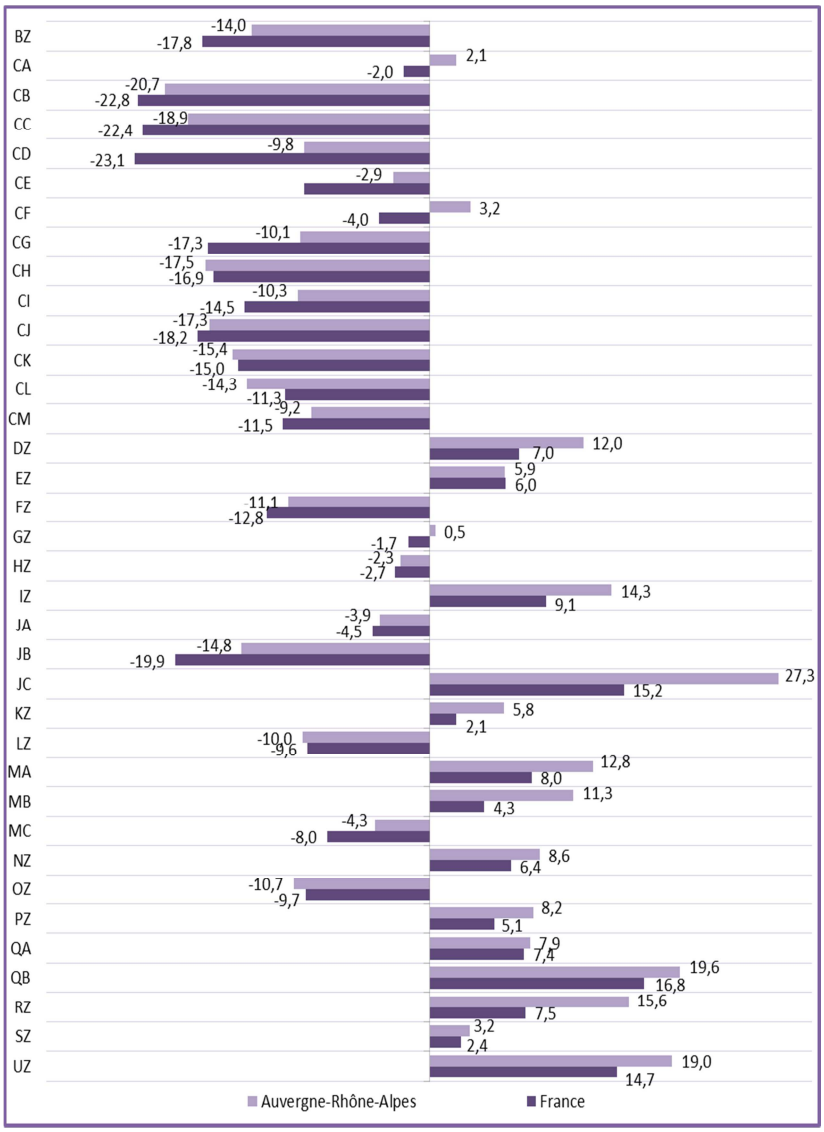


## ANNEXE 4 - EMPLOI SALARIE PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE EN 2015 (Source : ACCOSS)

| Code NAF 38 | Libellés NAF38 | Auvergne-Rhône-Alpes | | France | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Eff | Poids(%) | Eff | Poids(%) |
| BZ | Industries extractives | 2 471 | 0,1 | 22 564 | 0,1 |
| CA | Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac | 56 734 | 2,6 | 499 397 | 2,8 |
| CB | Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure | 21 479 | 1,0 | 102 340 | 0,6 |
| CC | Travail du bois, industries du papier et imprimerie | 22 755 | 1,0 | 174 815 | 1,0 |
| CD | Cokéfaction et raffinage | 1 129 | 0,1 | 9 581 | 0,1 |
| CE | Industrie chimique | 21 596 | 1,0 | 135 997 | 0,8 |
| CF | Industrie pharmaceutique | 16 386 | 0,7 | 80 214 | 0,5 |
| CG | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques | 53 142 | 2,4 | 267 384 | 1,5 |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements | 77 799 | 3,5 | 383 961 | 2,2 |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | 23 270 | 1,1 | 130 566 | 0,7 |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques | 23 961 | 1,1 | 109 619 | 0,6 |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. | 37 337 | 1,7 | 175 373 | 1,0 |
| CL | Fabrication de matériels de transport | 25 375 | 1,2 | 350 954 | 2,0 |
| CM | Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements | 44 048 | 2,0 | 262 704 | 1,5 |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | 27 850 | 1,3 | 176 734 | 1,0 |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | 20 145 | 0,9 | 176 121 | 1,0 |
| FZ | Construction | 174 925 | 7,9 | 1 361 701 | 7,7 |
| GZ | motocycles | 360 588 | 16,4 | 3 014 469 | 17,0 |
| HZ | Transports et entreposage | 159 193 | 7,2 | 1 367 791 | 7,7 |
| IZ | Hébergement et restauration | 123 426 | 5,6 | 988 938 | 5,6 |
| JA | Edition, audiovisuel et diffusion | 15 123 | 0,7 | 215 617 | 1,2 |
| JB | Télécommunications | 12 677 | 0,6 | 129 161 | 0,7 |
| JC | Activités informatiques et services d'information | 41 114 | 1,9 | 380 824 | 2,1 |
| KZ | Activités financières et d'assurance | 70 843 | 3,2 | 765 378 | 4,3 |
| LZ | Activités immobilières | 28 002 | 1,3 | 235 383 | 1,3 |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses | 112 546 | 5,1 | 958 642 | 5,4 |
| MB | Recherche-développement scientifique | 21 393 | 1,0 | 159 163 | 0,9 |
| MC | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques | 19 752 | 0,9 | 200 086 | 1,1 |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien | 218 937 | 9,9 | 1 865 515 | 10,5 |
| OZ | Administration publique | 19 220 | 0,9 | 167 166 | 0,9 |
| PZ | Enseignement | 38 959 | 1,8 | 320 898 | 1,8 |
| QA | Activités pour la santé humaine | 66 949 | 3,0 | 567 545 | 3,2 |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement | 149 730 | 6,8 | 1 178 412 | 6,6 |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives | 32 886 | 1,5 | 304 916 | 1,7 |
| SZ | Autres activités de services | 57 882 | 2,6 | 511 144 | 2,9 |
| UZ | Activités extra-territoriales | 696 | 0,0 | 6 872 | 0,0 |
| | **TOTAL** | 2 200 318 | 100 | **17 757 945** | **100** |

# ANNEXE 5 : EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE EN AUVERGNE-RHONE-ALPES PAR SOUS-SECTEURS D'ACTIVITE (Source / ACOSS, 2008-2015, en %)

| | |
|---|---|
| BZ | Industries extractives |
| CA | Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac |
| CB | Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure |
| CC | Travail du bois, industries du papier et imprimerie |
| CD | Coséfaction et raffinage |
| CE | Industrie chimique |
| CF | Industrie pharmaceutique |
| CG | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. |
| CL | Fabrication de matériels de transport |
| CM | Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution |
| FZ | Construction |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles |
| HZ | Transports et entreposage |
| IZ | Hébergement et restauration |
| JA | Edition, audiovisuel et diffusion |
| JB | Télécommunications |
| JC | Activités informatiques et services d'information |
| KZ | Activités financières et d'assurance |
| LZ | Activités immobilières |
| MA | Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques |
| MB | Recherche-développement scientifique |
| MC | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien |
| OZ | Administration publique |
| PZ | Enseignement |
| QA | Activités pour la santé humaine |
| QB | Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives |
| SZ | Autres activités de services |
| UZ | Activités extra-territoriales |



## ANNEXE 6 - EMPLOIS SALARIES MARCHANDS PAR DEPARTEMENT EN 2008 ET 2016

| Période | 2ème trimestre 2008 | 3ème trimestre2016 | Evolution |
|---|---|---|---|
| Ain | 134 858 | 132 045 | -2,1% |
| Allier | 70 038 | 62 387 | -10,9% |
| Ardèche | 55 130 | 52 396 | -5,0% |
| Cantal | 26 057 | 24 430 | -6,2% |
| Drôme | 124 016 | 126 138 | 1,7% |
| Isère | 309 146 | 304 434 | -1,5% |
| Loire | 173 061 | 161 869 | -6,5% |
| Haute-Loire | 41 811 | 40 721 | -2,6% |
| Puy-de-Dôme | 153 074 | 152 229 | -0,6% |
| Rhône | 571 893 | 600 472 | 5,0% |
| Savoie | 114 860 | 114 459 | -0,3% |
| Haute-Savoie | 184 925 | 185 308 | 0,2% |
| Région | 1 958 869 | 1 956 888 | -0,1% |

Ensemble emplois salariés marchands

Type de données : CVS

Périodicité : trimestrielle

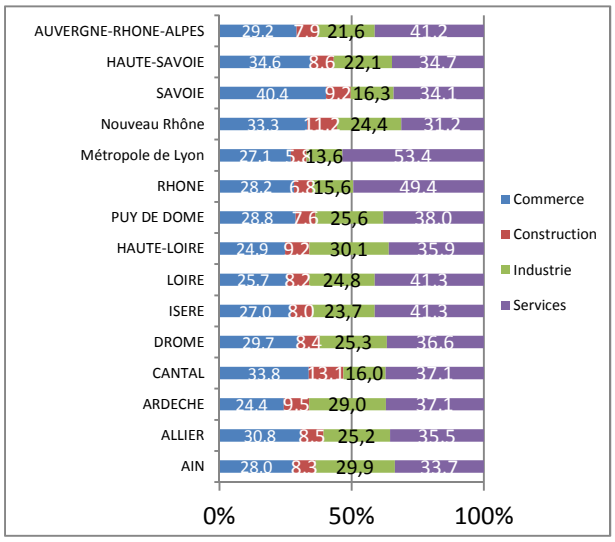
Unité : nombre

Source : Insee, estimations d'emploi.

Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Le poids de l'emploi salarié selon les départements oscille de 1 (Cantal) à 24 (Rhône). A ce déséquilibre territorial s'ajoutent des évolutions très différenciées sur la période précédant la crise (2ème trimestre 2008) et la période la plus récente connue (3ème trimestre 2016) : les variations vont de -11% (Allier) à +5% (Rhône).

*Les spécialités départementales peuvent constituer tout aussi bien des forces que des faiblesses, notamment selon le nombre et le profil des secteurs présents. Le nombre est un indicateur de la diversité de l'activité départementale, le profil en termes notamment d'évolution d'emplois et d'établissements est un indicateur de la santé économique du département.*

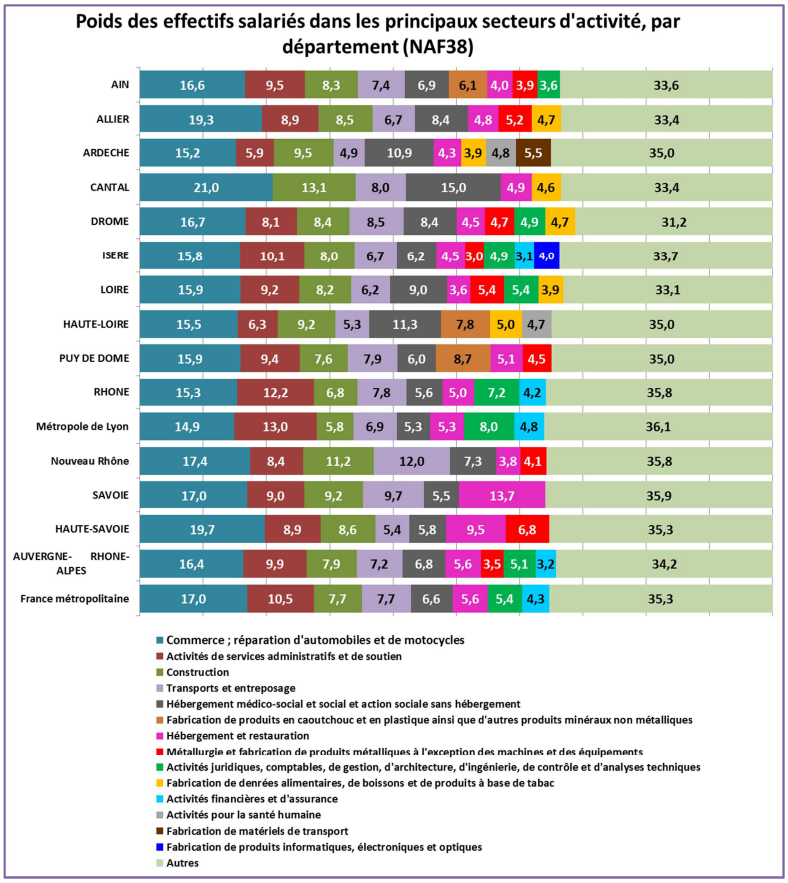



En grands secteurs (source Acoss 2015[20]), tandis que le commerce est prépondérant dans le Cantal et la Savoie, les services dominent dans la Métropole de Lyon, l'Isère, la Loire ; la construction présente un poids non négligeable dans le Cantal et le Nouveau-Rhône. L'industrie, bien que non majoritaire, reste une spécificité régionale dans 11 départements – nouveau Rhône inclus - et tout particulièrement en Ardèche, Haute-Loire et dans l'Ain.

[20] Les estimations d'emploi de l'Insee ne permettent pas une déclinaison fine sectorielle. La source ACOSS est privilégiée pour cet exercice, sur la base des dernières données disponibles (2015).

Dans une nomenclature plus détaillée en 38 postes (cf. graphique ci-après), le nombre de sous-secteurs pesant environ 65% de l'ensemble peut varier de 6 (Cantal, Savoie) à 10 (Isère) selon les départements.

5 sous-secteurs sont communs à l'ensemble des départements : commerce-réparation automobile, activités de services administratifs et de soutien, construction, transport et entreposage, hébergement médico-social.



## ANNEXE 7 : DECLARATION PREALABLE A L'EMBAUCHE (source : Urssaf)

| nace38 | | 2013T3 | 2014T3 | 2015T3 | 2016T3 | Evol 2015/2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| AZ | Agriculture, sylviculture et pêche | 84 | 105 | 56 | 58 | 4% |
| BZ | Industries extractives | 126 | 103 | 55 | 73 | 33% |
| CA | Industries agro-alimentaires | 12524 | 11642 | 12211 | 12737 | 4% |
| CB | Habillement, textile et cuir | 1598 | 1635 | 1709 | 1606 | -6% |
| CC | Bois et papier | 1646 | 1522 | 1431 | 1325 | -7% |
| CD | Cokéfaction et raffinage | 48 | 32 | 32 | 49 | 53% |
| CE | Industrie chimique | 2848 | 2932 | 2758 | 2942 | 7% |
| CF | Industrie pharmaceutique | 565 | 718 | 861 | 805 | -7% |
| CG | Industrie des plastiques et autres produits non minéraux | 3083 | 3128 | 2756 | 2889 | 5% |
| CH | Métallurgie et fabrication de produits métalliques | 4634 | 4525 | 4371 | 4601 | 5% |
| CI | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | 974 | 889 | 907 | 923 | 2% |
| CJ | Fabrication d'équipements électriques | 1100 | 1059 | 926 | 959 | 4% |
| CK | Fabrication de machines et équipements n.c.a. | 1811 | 1851 | 1729 | 1751 | 1% |
| CL | Fabrication de matériels de transport | 969 | 937 | 998 | 1207 | 21% |
| CM | Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines | 3771 | 3588 | 3570 | 3998 | 12% |
| DZ | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | 1011 | 1068 | 993 | 727 | -27% |
| EZ | Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | 1843 | 1881 | 1809 | 1942 | 7% |
| FZ | Construction | 27405 | 23885 | 23141 | 23959 | 4% |
| GZ | Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | 74686 | 72668 | 74881 | 76944 | 3% |
| HZ | Transports et entreposage | 18676 | 17677 | 19281 | 17600 | -9% |
| IZ | Hébergement et restauration | 87057 | 89004 | 92065 | 95776 | 4% |
| JA | Edition et Audiovisuel | 5980 | 6513 | 6635 | 6918 | 4% |
| JB | Télécommunications | 367 | 440 | 502 | 443 | -12% |
| JC | Activités informatiques | 1969 | 1876 | 2104 | 2482 | 18% |
| KZ | Activités financières et d'assurance | 6811 | 6890 | 7239 | 7031 | -3% |
| LZ | Activités immobilières | 6542 | 5947 | 5354 | 4515 | -16% |
| MA | Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie | 9433 | 9601 | 9587 | 11155 | 16% |
| MB | Recherche et développement | 1123 | 1136 | 1106 | 1150 | 4% |
| MC | autres activités scientifiques et techniques | 12191 | 13104 | 13829 | 15815 | 14% |
| NZ | Activités de services administratifs et de soutien | 64106 | 65873 | 71455 | 75771 | 6% |
| OZ | Administration publique | 30106 | 32483 | 30987 | 29559 | -5% |
| PZ | Education | 9944 | 11313 | 12541 | 12469 | -1% |
| QA | Activités pour la santé humaine | 27789 | 28951 | 30650 | 33835 | 10% |
| QB | Action sociale et hébergement médico-social | 76318 | 79309 | 85686 | 90098 | 5% |
| RZ | Arts, spectacles et activités récréatives | 59878 | 59744 | 61355 | 64641 | 5% |
| SZ | autres activités de services | 23899 | 23732 | 22449 | 23325 | 4% |
| | Total général | 582921 | 587780 | 608019 | 632098 | 4% |

# ANNEXE 2

**Suivi et évaluations/études par le Service études, statistiques et évaluations de la DIRECCTE.**

***Suivi***

- Suivi qualitatif **des mesures/dispositifs de la politique d'emploi** et de lutte contre le chômage d'appuiera sur le tableau de bord du Service Public de l'Emploi Régional .Ce suivi fera l'objet d'une présentation au moins une fois par an en commission emploi du CREFOP.
- Mise à jour de tableaux détaillés et thématiques sur **les QPV** pour 2017, sous réserve de mise à disposition de données nouvelles par l'Insee et le CGET.
- Cartographie des structures d'insertion par l'activité économique et des entreprises adaptées de leur activité et des populations potentiellement concernées doit faire l'objet d'une publication en 2017.
- Actualisation des **« difficultés de recrutement** » et des montants financiers mobilisés par l'Etat en région et départements doivent paraître au 1er semestre 2017.

***Etudes - Evaluations***

- étude sur la **VAE partielle** en complément de l'étude *réalisée en 2013 sur la VAE totale ;
- évaluation du dispositif **« Appui RH »** inscrite au programme de travail du SESE pour 2017-2018 pour mesurer les effets de ce dispositif au terme d'une année au moins de mise en œuvre ;
- analyse des personnes en **contrat de professionnalisation** prévue au programme de travail du SESE 2017, à partir de la base de données redressée par la DARES ;
- exploitation en 2017 de la dernière enquête génération du CEREQ sur la nouvelle région, dans le même esprit que celle de 2007, permettant de suivre le **la cohorte des sortants de l'appareil scolaire sur 3 ans ;**
- **évaluation des parcours d'une population ciblée**, du point de vue de l'acquisition et le développement de compétences et de qualifications est envisagée en 2018 ;

Ces travaux viendront compléter ceux menés à l'échelle nationale, comme **l'évaluation de la Garantie Jeunes** (http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/la-garantie-jeunes-evaluation-du-dispositif), **le suivi des personnes en contrats aidés**, et le projet de la DARES « Trajectoires des jeunes appariées aux mesures actives (Trajam) ». Il s'agit pour ce dernier, d'une contribution au suivi du volet français de la Garantie européenne pour la jeunesse, qui consiste à apparier le fichier des bénéficiaires de mesures d'accompagnement, de formation, d'emplois aidés au panel tous salariés des DADS.

*« Les effets d'une certification totale obtenue par la validation des acquis de l'expérience en Rhône-Alpes », service étude, statistique, évaluation de la DIRECCTE, BONNET-PRADIER Vanina, YOUMBI Béatrice, JAKSE Christine, août 2013.

# ANNEXE 3

***Contrats d'études prospectives, contrats d'objectifs emploi formation ou engagements de développement de l'emploi et des compétences*** *en cours, en négociation:*

## *Contrats Etudes prospectives*

**Etude en cours**

- **CEP/COT FILIERE FORET BOIS**

  - COT Auvergne actif.
  - En Rhône-Alpes, le CEP régional (2014) a enclenché une dynamique. Un plan d'actions est en place.
  - L'articulation des plans d'actions Auvergne et Rhône-Alpes est en cours (Assises régionales du Bois du 24 nov. 2016)

## *Contrats d'objectifs Emploi Formation*

**1/ COEF en cours : mise en œuvre et suivi du plan d'actions**

- **COEF PLASTURGIE (2013-2017)**

  - COEF dynamique, bonne coopération des partenaires (5 réunions en 2016).
  - Point d'avancement régulier du dossier PIA « The Plast To Be » en comité technique.
  - Avenant d'élargissement du contrat au périmètre Auvergne signé.

- **COEF TEXTILE MODE CUIR (2014-2018)**

  - La branche s'est fortement mobilisée sur le PIA « PERFECT » depuis novembre 2015.
  - Coordination entre ce PIA et le COEF.

- **COEF CHIMIE-ENVIRONNEMENT (2015-2018)**

- **COEF TRANSPORTS LOGISTIQUE (2015-2019)**

**2/ COEF en cours d'écriture ou de signature**

- **COEF Hôtels-Cafés-Restaurants - Hôtellerie de Plein Air - Tourisme Social et Familial 2017-2019 (en cours de signature)**

  - Texte du COEF écrit pendant l'automne 2016 avec une forte mobilisation des partenaires.
  - Texte passé en Commission Régionale du 17 nov. 2016. et en cours de signature.

- **COEF INDUSTRIES DU NUMERIQUE – CONSEIL – INGENIERIE – EVENEMENTIEL en cours d'écriture**

  - CEP terminé et restitué fin 2016.
  - Lancement de l'écriture du texte début 2017.
  - Objectif signature du texte en juin 2017, si passage en Commission régionale en juin.

- **COEF INDUSTRIES DE SANTE en cours de négociation**

    - Feuille de route écrite par la Direccte et la Région, envoyée aux Branches.
    - Sur la base des codes NAF validés dans la feuille de route le diagnostic emploi formation sera actualisé.
    - Etat, Région, PRAO retravaillent pour préciser le champ et les partenaires à impliquer.

**3/ COEF en attente de décision (clôture/fin ou renouvellement)**

- **COEF AGRICULTURE (2012-2016)**

    - En attente d'une lettre de demande officielle des partenaires pour valider ou non l'intention des partenaires de préparer un nouveau COEF.

- **COEF PROPRETE ET SERVICES ASSOCIES (2010-2016)**

    - Bilan des actions rédigé ;
    - En attente d'un retour de la région pour organiser un COPIL de bilan (quid d'une date et du niveau de représentation) ;

- **COEF SPECTACLE VIVANT-AUDIOVISUEL ET CINEMA-EXPLOITATION CINEMATOGRAPHIQUE ET DISTRIBUTION DE FILMS (2012- juillet 2017)**

    - En attente d'une lettre de demande officielle des partenaires pour un éventuel renouvellement.

## *Engagements de développement des emplois et des compétences*

**1/ ADEC "en cours"**

- **ADEC régional Bâtiment et Travaux Publics (2014-2017)**

- **ADEC national « Autonomie » - Sanitaire et Social (2014-2017)**

- **ADEC régional Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie, du cadeau, des diamants, pierres et perles et activités qui s'y rattachent (2015-2017)**

- **ADEC régional Métallurgie (2016-2019)**

- **ADEC régional Interprofession (2017-2019)**

**Charte Industrie agro-alimentaire nationale et "déclinée", régionalement prolongée jusqu'au 31/12/2018**

**Action GPEC et formations collectives Industries graphiques (2015-2017)**